

Public Disclosure Authorized

ALGÉRIE



BULLETIN DE CONJONCTURE

Accélérer le rythme des
réformes pour protéger
l'économie algérienne

Printemps 2021



Public Disclosure Authorized

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie

Bulletin de conjoncture

Accélérer le rythme des réformes
pour protéger l'économie algérienne

Printemps 2021



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2018 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de Shutterstock.com,

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes	vii
Remerciements	ix
Résumé analytique	xi
Executive Summary	xiii
فيءاو صءءلم	xv
Introduction	1
Chapitre 1 : Développements économiques récents	5
Croissance économique et marché du travail	5
Finances publiques	9
Secteurs monétaire et bancaire	11
Secteur extérieur	13
Chapitre 2 : Perspectives économiques et risques	15
Chapitre 3 : Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie.	21
Introduction	21
Pourquoi les inégalités augmentent du fait de la COVID-19.	22
Éléments probants en provenance de la région MENA	23
L'impact de la COVID-19 sur les inégalités en Algérie	24
Les effets prolongés sur les inégalités	28
Chapitre 4 : Vers une réforme équitable du système de santé algérien	29
Introduction	29
Situation sanitaire	31
Organisation et capacité du système de santé	37
Système de financement de la santé	38
Bibliographie	43
Annexe : Tableaux des indicateurs économiques	49

Liste des figures

Figure 1	La demande et les prix mondiaux des hydrocarbures se sont redressés fin 2020	2
Figure 2	Le nombre de cas de COVID-19 a culminé en novembre 2020	2
Figure 3	L'activité s'est partiellement redressée au S2-2020...	6
Figure 4	...tandis que le nombre de chômeurs a bondi	6
Figure 5	La baisse des quotas de l'OPEP a fait baisser la production de pétrole brut...	7
Figure 6	...alors que la production de gaz naturel a fortement augmenté à la fin de 2020	7
Figure 7	Le déficit budgétaire global a augmenté en 2020...	10
Figure 8	...à mesure que les recettes chutaient et que les dépenses augmentaient.	10
Figure 9	Les restes de financement monétaire ont comblé les besoins de financement en 2020...	10
Figure 10	...alors que l'épargne des revenus pétroliers et du Trésor s'épuisait	10
Figure 11	La liquidité bancaire a de nouveau chuté à mesure que la crise s'amplifiait...	11
Figure 12	...et a été à nouveau accompagnée d'un ralentissement du crédit	11
Figure 13	Le dinar algérien s'est fortement déprécié en 2020...	13
Figure 14	...et l'inflation a légèrement augmenté au début de 2021	13
Figure 15	Le déficit du compte courant s'est progressivement creusé...	14
Figure 16	... et les importations de machines et d'équipements ont chuté sévèrement.	14
Figure 17	Indice de connectivité mobile, 2019	19
Figure 18	Les vitesses moyennes de téléchargement sont inférieures en Algérie	19
Figure 19	L'accès à Internet à domicile est très inégal.	20
Figure 20	Probabilité de déclaration d'une détérioration des conditions de vie par rapport au mois précédant l'entretien en Tunisie, 2020	24
Figure 21	Part des répondants aux enquêtes téléphoniques à fréquence élevée recevant un soutien dans le cadre des programmes publics de transfert d'allocations en espèces à la suite de la COVID-19, par quintile de consommation, 2020	24
Figure 22	Accès à Internet et à un ordinateur à domicile, par quintile de richesse, en % des individus	25
Figure 23	Plus haut niveau d'instruction atteint par quintile de richesse, en % des adultes	25
Figure 24	Nombre moyen de personnes par pièce par quintile de richesse	26
Figure 25	Conditions de vie des ménages par quintile de richesse, en % des ménages.	26
Figure 26	Augmentation annuelle du nombre de demandeurs d'emploi, par niveau de qualification (croissance en %).	26
Figure 27	Type d'emploi par quintile de l'indice des biens ménagers, 2019	27
Figure 28	Répartition de la population active par secteur (%), 2019	27
Figure 29	Situation de la main-d'œuvre par genre (%), 2019	28
Figure 30	Principales causes de décès, 2009-2019	30
Figure 31	Principaux facteurs de risque de décès et d'invalidité, 2009-2019.	31
Figure 32	Espérance de vie par rapport au PIB par habitant, 2018.	32
Figure 33	Espérance de vie à la naissance par rapport aux dépenses de santé courantes par habitant, 2017	32
Figure 34	Taux de fécondité total par rapport au PIB par habitant, 2018	32
Figure 35	Évolution du taux de fécondité total	32
Figure 36	Taux de fécondité total par rapport au PIB par habitant, 2018	33

Figure 37	Répartition de la fécondité des adolescentes	33
Figure 38	Taux de mortalité maternelle par rapport au PIB par habitant, 2018	34
Figure 39	Évolution du taux de mortalité maternelle	34
Figure 40	Taux de mortalité infantile par rapport au PIB par habitant, 2018	34
Figure 41	Évolution du taux de mortalité infantile	34
Figure 42	Mortalité néonatale, post-néonatale, infantile et des moins de 5 ans selon les catégories socio-économiques	35
Figure 43	Couverture des vaccinations DTC3, 2018	35
Figure 44	Couverture des vaccinations MCV2, 2018	35
Figure 45	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans n'ayant pas eu recours à des soins de santé pour une maladie diarrhéique	36
Figure 46	Retard de croissance, émaciation et obésité chez les enfants de moins de 5 ans	36
Figure 47	Prévalence d'au moins une MNT par catégorie socio-économique, MICS 2019	37
Figure 48	Nombre d'infirmières et sages-femmes pour 1000 personnes, 2018	38
Figure 49	Nombre de médecins pour 1000 personnes, 2018	38
Figure 50	Lits d'hôpitaux pour 1 000 personnes, 2018	38
Figure 51	Dépenses publiques en santé en pourcentage des dépenses publiques, 2018	39
Figure 52	Dépenses courantes de santé en pourcentage du produit intérieur brut, 2018	39
Figure 53	Évolution des dépenses courantes de santé par habitant	39
Figure 54	Dépenses courantes de santé par habitant par source de financement, 2018	39
Figure 55	Répartition du financement de la santé par habitant en Algérie par source de financement ...	40
Figure 56	Dépenses de santé publique par rapport aux dépenses des régimes d'assurance	40
Figure 57	Dépenses de santé individuelles par habitant par rapport au PIB par habitant, 2018	40
Figure 58	Dépenses de santé groupées en proportion des dépenses de santé totales, 2018	40
Figure 59	Couverture au sein d'un régime d'assurance maladie pour la population de plus de 15 ans	41
Figure 60	Couverture au sein d'un régime d'assurance maladie pour les enfants de moins de 5 ans	41

Liste des tableaux

Tableau 1	Livraisons confirmées du vaccin COVID-19 à l'Algérie	3
Tableau 2	Mesures de politique monétaire introduites depuis mars 2020	12
Tableau 3	Indicateurs et facteurs de risque de MNT, Algérie, 2016-17	36

Liste des encadrés

Encadré 1	L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises dans le monde et en Algérie	8
Encadré 2	: Exploiter les outils numériques pour une reprise inclusive et résiliente	19
Encadré 3	La sixième Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS6)	26



LISTE DES ACRONYMES

AIE	Agence international de l'énergie	kb/j	Milliers de barils par jour
ANEM	Agence nationale de l'emploi	Mb/j	Millions de barils par jour
BdA	Banque d'Algérie	MENA	Afrique du Nord et Moyen-Orient (<i>Middle East and North Africa</i>)
CASNOS	Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés	MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples (<i>Multiple Indicators Cluster Survey</i>)
CNAS	Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés	MNT	Maladies non-transmissibles
CNR	Caisse nationale des retraites	MSPRH	Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière
COVEPE	Enquête sur le Pouls des Entreprises COVID-19	mtep	Million de tonnes équivalent pétrole
DZD	Dinar algérien	ONS	Office national des statistiques
EIA	Agence d'information sur l'énergie (<i>Energy Information Administration des États-Unis</i>)	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
EPE	Entreprise publique économique	PCH	Pharmacie centrale des hôpitaux
EPT	Espace de programmation territoriale	PIB	Produit intérieur brut
EUR	Euro	pp	Points de pourcentage
FRR	Fond de régulation des recettes	TCEN	Taux de change effectif nominal
g.a.	En glissement annuel	TCER	Taux de change effectif réel
GSMA	Association GSM (<i>Global System for Mobile Communications Association</i>)	TIC	Technologies de l' Information et de la Communication
IDE	Investissement direct étranger	USD	Dollars des États-Unis
INP	Interventions non-pharmaceutiques		
IPC	Indice des prix à la consommation		
JODI	Initiative conjointe sur les données pétrolières (<i>Joint Organizations Data Initiative</i>)		

REMERCIEMENTS

Le présent état de la situation de l'économie en Algérie rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes. Il les replace dans un contexte global et de plus long terme, et il évalue les conséquences de ces évolutions et changements de politiques pour les perspectives de l'Algérie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en/sur l'Algérie. Le rapport est divisé en quatre chapitres. Le chapitre 1 présente les évolutions macroéconomiques du pays en 2020 et au début de 2021. Le chapitre 2 décrit les perspectives à court et moyen terme de l'économie algérienne. Le chapitre 3 présente l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les inégalités en Algérie, en s'appuyant sur les expériences de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA). Enfin, le chapitre 4 se penche sur les grands enjeux auquel le secteur de la santé du pays fait face suite au ralentissement de la pandémie. **La date limite pour la prise en compte des données et la préparation des prévisions est le 11 juin 2021.**

Le Bulletin de conjoncture pour l'Algérie est le fruit du travail de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient du pôle d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Il a été dirigé par Cyril Desponts (économiste, EMNM1), sous la direction générale d'Éric Le Borgne (responsable de pôle, EMNM1). Le chapitre 1 a été préparé par Cyril Desponts et Shahrzad

Mobasher Fard (consultante, EMNM1), le chapitre 2 par Dan Pavelesku (consultant, EMNPV) et Federica Alfani (consultante, EMNPV), et le chapitre 3 par Denizhan Duran (économiste de la santé, HMNHN).

Les auteurs tiennent à remercier Jesko Hentschel (directeur pays) et Emmanuel Cuvillier (représentant résident) pour leurs précieuses observations durant la révision de ce rapport, ainsi que Johannes Hoogeveen (responsable de pôle, EMNPV), Luc Lavolette (responsable programme, HMNDR), Rekha Menon (responsable de pôle, HMNHN). Ils sont également reconnaissants à Amel Henider (consultante, EMNM1), Muna Abed Salim (assistante de programme senior, MTI) et Isabelle Poupaert (assistante pour les relations extérieures senior) pour leur soutien pendant la préparation du rapport. L'équipe de la Banque mondiale remercie particulièrement le Ministère des Finances de l'Algérie pour ses commentaires sur le rapport avant la publication.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des pays que celui-ci représente. Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de la présente publication, veuillez consulter le site <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria>.

Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez prendre contact directement avec Cyril Desponts (cdesponts@worldbank.org) et Éric Le Borgne (eleborgne@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

En 2020, un double choc est venu s'ajouter aux difficultés économiques de l'Algérie, causé à la fois par des interventions non pharmaceutiques (INP) strictes pour contenir la pandémie de COVID-19 et une forte chute des recettes issues des hydrocarbures. Le gouvernement algérien a imposé des INP strictes après le premier cas de COVID-19 diagnostiqué en février 2020, ce qui a coïncidé avec la mise en œuvre d'INP au niveau mondial. Dans le même temps, le choc externe de la demande mondiale en hydrocarbures a provoqué une chute brutale des prix mondiaux du pétrole, puis une baisse des quotas de production de pétrole brut de l'OPEP+, ce qui a entraîné une diminution de la production et des exportations de l'Algérie. À la fin 2020, la levée partielle des INP dans le monde a permis une reprise de la demande mondiale pour les hydrocarbures et de leurs prix. En Algérie, les INP ont été progressivement levées depuis l'été 2020, et la campagne de vaccination a débuté en janvier 2021, même si elle n'a pas encore atteint l'ampleur nécessaire pour soutenir activement une reprise économique durable et résiliente.

Si l'Algérie a montré des signes de reprise sur la deuxième moitié de 2020, entreprises comme travailleurs ont été profondément touchés par la récession économique. Les données relatives à l'éclairage nocturne suggèrent que l'économie algérienne a subi une contraction généralisée sur la première moitié de 2020, avant une relance partielle sur la deuxième moitié de l'année. Les résultats de l'Enquête sur le Pouls des Entreprises COVID-19 (COVEPE) montrent la sévé-

rité du choc pour les entreprises et secteurs, ce qui est cohérent avec l'augmentation sensible du nombre de chercheurs d'emploi inscrits; d'après l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), ils étaient 504 400 de plus en mars 2021 qu'en mars 2020 (+29 %). Les entreprises de plus petite taille, celles qui se trouvent dans le segment informel de l'économie et dans les secteurs des services et de la construction ont été les plus durement impactées. Somme toute, le PIB devrait s'être contracté de 5,5 % en 2020.

La baisse temporaire des prix internationaux du pétrole a détérioré plus encore le solde budgétaire, la disponibilité de la liquidité bancaire et le solde extérieur, malgré la dépréciation du dinar algérien. Le déficit budgétaire global s'est considérablement creusé en 2020, dans un contexte de forte baisse des recettes pétrolières et fiscales, et d'augmentation des dépenses budgétaires, jouant un rôle contracyclique bienvenu. La liquidité bancaire a diminué et la croissance du crédit s'est ralentie malgré des politiques d'assouplissement monétaire fortes de la part des autorités, sous l'effet de la chute des recettes extérieures, de la mobilisation des dépôts bancaires pour financer le déficit budgétaire global, et du retrait de l'épargne bancaire par les particuliers. Les besoins de financement externe se sont accrus, conséquence du creusement du déficit de la balance courante. Les importations d'équipements et d'intrants dans la production nationale ont considérablement diminué avec la poursuite des politiques de réduction des importations visant à protéger les réserves en devises, qui sont

tombées fin 2020 à environ 12,8 mois d'importations de biens et services.

Les perspectives économiques laissent présager une reprise fragile en 2021, et la durabilité de cette dernière dépendra de l'accélération des réformes permettant de favoriser la croissance du secteur privé et de rétablir les équilibres macroéconomiques. Dans le cadre du scénario de référence, le PIB devrait croître de 3,7 % en 2021 et de 2,5 % en 2022, retrouvant son niveau d'avant la pandémie. Alors que l'économie algérienne devrait bénéficier du rebond de la production de gaz en 2021, la reprise dans les secteurs hors-hydrocarbures devrait être lente et progressive. Les besoins de financement budgétaires et extérieurs resteront importants, attendus à 18 et 10 % du PIB, respectivement, et risquent de provoquer un retour au financement par la Banque d'Algérie afin de combler le déficit budgétaire, ainsi que la poursuite des politiques de réduction des importations, tandis que la dépréciation du taux de change devrait se poursuivre. Comme la hausse des dépenses publiques en 2021 devrait être de courte durée, et que les réserves en devise couvrent désormais moins d'un an d'importations, l'accélération des réformes visant à encourager le développement du secteur privé sera essentielle pour conduire la transformation structurelle de l'Algérie, vers son indépendance des recettes provenant des hydrocarbures, et pour qu'elle s'engage sur la voie d'une croissance économique durable et inclusive. Les principales sources de risque pour les perspectives économiques incluent la détérioration de la situation sanitaire, la reprise de la mobilisation sociale à grande échelle, des recettes en devises moins importantes que prévu et une réponse insuffisante du secteur privé au programme de réformes.

Les ménages vulnérables requerront une attention particulière pendant la reprise, ayant subi de manière disproportionnée les effets négatifs de la COVID-19. Bien qu'il n'existe pas de données permettant de mesurer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le bien-être de la population algérienne, des éléments probants provenant de l'ensemble de la région MENA montrent que les ménages pauvres sont plus susceptibles de signaler une détérioration de leur niveau de vie. Plusieurs caractéristiques des ménages algériens vulnérables suggèrent que ces tendances régionales s'appliquent à l'Algérie. Ces ménages vivent

dans des environnements plus denses et dans des conditions sanitaires plus précaires, ce qui les rend plus sensibles aux infections. Les soutiens de famille, ayant des niveaux d'éducation plus faibles, sont plus susceptibles d'occuper des emplois pour lesquels le travail à la maison est impossible, et n'ont pas accès aux outils numériques qui le rendraient possible. Ils sont plus susceptibles de travailler dans le secteur informel, sans protection sociale adaptée, ce qui s'est avéré être lié à une plus forte détérioration des niveaux de vie pendant la pandémie. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi en Algérie est de fait nettement plus importante parmi les travailleurs peu qualifiés que chez les travailleurs hautement qualifiés. Les femmes devraient également être plus touchées, plus de la moitié d'entre elles travaillant dans les secteurs de la santé et des services sociaux. Sauf à introduire des mécanismes de compensation ciblés, les effets des politiques d'ajustement macroéconomique et budgétaire en cours pourraient également peser de manière disproportionnée sur les plus vulnérables. Une reprise réussie devra ainsi donner aux plus vulnérables la possibilité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

L'impact de la COVID-19 sur l'année écoulée montre également la nécessité d'une réforme équitable du système de santé. Même si les nombres officiels de cas et de décès restent faibles, la COVID-19 a montré les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non transmissibles, ainsi que les contraintes en matière de ressources, démontrent la nécessité de renforcer le système de santé algérien. Même si le système de financement de la santé se caractérise par un financement public important et des dépenses individuelles relativement faibles, et si l'espérance de vie et le contrôle des maladies non transmissibles sont comparables à ceux de pays pairs, les résultats en matière de santé restent inférieurs aux autres économies à revenu moyen supérieur, notamment en ce qui concerne la répartition équitable des résultats en matière de santé maternelle et infantile. L'insuffisance des ressources physiques et humaines, et l'iniquité de la distribution de la protection financière représentent des difficultés importantes. Enfin, la perte de vitesse du financement public et la capacité limitée du système de santé sont des facteurs de risque importants quand on veut assurer un système de santé résilient.

EXECUTIVE SUMMARY

In 2020, the dual shock posed by stringent non-pharmaceutical interventions (NPIs) to contain the COVID-19 pandemic and the severe fall in hydrocarbon revenues added to Algeria's economic woes. The Algerian government imposed stringent NPIs following the first diagnosed case of COVID-19 in February 2020, coinciding with the introduction of NPIs worldwide. Meanwhile, the external shock to the global demand in hydrocarbon products triggered a steep decline in global oil prices, followed by a fall in OPEC+ crude oil production quotas, causing Algeria's hydrocarbon production and exports to dwindle. At the end of 2020, the partial lifting in NPIs worldwide led to a recovery in the global demand for hydrocarbon products and of their prices. In Algeria, NPIs were gradually lifted since the Summer of 2020, and the vaccination campaign begun in January 2021, but it has yet to gather a critical scale to actively support a sustained and resilient economic recovery.

While the Algerian economy showed signs of recovery during the second half of 2020, firms and workers have been deeply affected by the economic recession. Night-time lights data suggest that the Algerian economy suffered a broad-based contraction during the first half of 2020, before partly recovering during the second half of the year. The results of the Business Pulse Survey (BPS) convey the severity of the shock across firms in all sectors. These results are consistent with the substantive rise

in the number of registered job seekers by 504,400 between March 2020 and March 2021 (+29 percent), according to the Agence Nationale de l'Emploi (ANEM). Smaller firms, those concentrated in the informal segment of the economy, and in the services and construction sectors were more adversely impacted. In all, GDP is expected to have contracted by 5.5 percent in 2020.

The temporary decline in international oil prices further deteriorated the fiscal balance, banking liquidity and the external balance, despite the depreciation of the Algerian dinar. The overall budget deficit expanded significantly in 2020, amid a steep decline in oil and tax revenues, and an increase in budget spending, playing a welcomed counter-cyclical role. Banking liquidity declined and credit growth slowed down despite strong monetary easing policies by the authorities as external revenues fell, SOE deposits helped finance the overall budget deficit, and retail depositors withdrew their savings. External financing requirements expanded as a result of the widening of the current account deficit. Imports of machinery and equipment, and inputs into domestic production contracted sharply as import compression policies continued, to protect foreign exchange reserves, which fell to around 12.8 months of imports of goods and services at end-2020.

The economic outlook points to a fragile recovery throughout 2021, and its sustainability hinges on the acceleration of

reforms to foster private sector growth and restore macroeconomic balances. Under the baseline scenario, GDP is expected to grow by 3.7 percent in 2021 and 2.5 percent in 2022, when it is expected to reach its pre-pandemic level. While the Algerian economy is expected to benefit from the rebound in gas production in 2021, the recovery in non-hydrocarbon sectors is expected to be slow and gradual. Meanwhile, fiscal and external financing requirements will remain substantial, expected at 18 percent of GDP and 10 percent of GDP, respectively, making it necessary to return to financing by the central bank to finance the fiscal deficit and continue import compression policies, while further exchange rate depreciation is expected. With the increase in public spending in 2021 expected to be short-lived, and foreign exchange reserves now covering less than a year of imports, the acceleration of reforms to foster private sector growth will be critical to Algeria's structural transformation away from its dependence on hydrocarbon revenues, and towards a sustainable and inclusive economic growth path. Key sources of risk to the economic outlook include the deterioration of the domestic sanitary situation, the resumption of large-scale social mobilization, lower-than-expected foreign exchange revenues, and insufficient private sector response to the reform agenda.

Vulnerable households will deserve particular attention during the recovery, having been disproportionately affected by the negative consequences of COVID-19. Although there are no data that measure the welfare impact of the COVID-19 pandemic on Algerians, evidence from across the MENA region confirms that poorer households are more likely to report a worsening of their living standards. Several characteristics of vulnerable Algerian households suggest that these regional patterns hold for Algeria. They live in more crowded environments and in worse sanitary conditions, making them more susceptible to infection. In line with lower

education levels, income earners in poorer households are much more likely to be in occupations where home-based work is impossible and lack access to the digital tools that would allow it. They are significantly more likely to work in the informal sector, without adequate social protection, which has shown to correlate with a stronger deterioration in living standards during the pandemic. The increase in job seekers in Algeria was indeed significantly more pronounced among low-skilled workers compared to high-skilled workers. Women are also expected to be disproportionately affected, with more than half of working women being active in the health and social services sectors. Unless targeted compensation mechanisms are introduced, the effect of ongoing macroeconomic and fiscal adjustment policies will also fall disproportionately on the most vulnerable. Therefore, a successful recovery will need to offer the poorest and most vulnerable the opportunity to regain what they have lost.

The impact of COVID-19 over the past year has also demonstrated the need for an equitable reform of the health system. Even as official case and death numbers remained low, COVID-19 has exposed the limits of the health system. A double burden of communicable and non-communicable diseases, as well as resource constraints, demonstrate the need to strengthen the Algerian health system. While the Algerian health financing system features high public financing and relatively low out of pocket spending, and while life expectancy and control of non-communicable diseases are comparable to peer countries, health outcomes still lag behind other upper-middle income economies, particularly with regards to the equitable distribution of maternal and child health outcomes. Shortages of physical and human resources, as well as inequitable distribution of financial protection pose significant challenges. Finally, declining government financing and limited health system capacity pose risks in ensuring a resilient health system.

فِاَوْ صَخْلَم

المسجلين بمقدار 504,400 آلاف شخص بين مارس/آذار 2020 ومارس/آذار 2021 (+29%)، وذلك بحسب بيانات «الوكالة الوطنية للتشغيل». وتضررت بشكل أكبر الشركات الصغرى التي تعمل في القطاع الاقتصادي غير الرسمي وأيضاً في قطاعي الخدمات والبناء والتشييد. وتشير التوقعات إلى انكماش إجمالي الناتج المحلي الجزائري بنسبة 5.5% في عام 2020.

أدى الانخفاض المؤقت في أسعار النفط العالمية إلى زيادة تدهور رصيد المالية العامة والسيولة المصرفية وأرصدة المعاملات الخارجية، على الرغم من الانخفاض في قيمة الدينار الجزائري. زاد العجز الكلي في الميزانية زيادة كبيرة في عام 2020، وسط انخفاض حاد في عائدات النفط والضرائب، قابلتها زيادة في نفقات الميزانية حيث كان لهذه الزيادة دورها الإيجابي في مواجهة تقلبات الدورات الاقتصادية التي مرت بها البلاد. أما السيولة المصرفية فقد انخفضت وتباطأ نمو الائتمان على الرغم من سياسات التيسير النقدي القوية التي اتبعتها السلطات مع انخفاض الإيرادات الخارجية، وساعدت ودائع الشركات الوطنية المملوكة للدولة في تمويل العجز الكلي في الميزانية، بينما قام الأفراد بسحب مدخراتهم. وزادت الاحتياجات للتمويل الخارجي نتيجة زيادة العجز في ميزان الحساب الجاري. وتقلصت واردات الآلات والمعدات ومستلزمات الإنتاج المحلي بشكل حاد مع استمرار سياسات ضغط الواردات إلى الحد الأدنى لحماية احتياطيات البلاد من النقد الأجنبي والتي انخفضت إلى ما يكفي لحوالي 12.8 شهراً من واردات السلع والخدمات في نهاية عام 2020.

تشير التوقعات الاقتصادية للجزائر إلى تحقيق تعافٍ يتسم تشير التوقعات الاقتصادية للجزائر إلى تحقيق تعافٍ يتسم بالهشاشة خلال عام 2021، وتعتمد استدامته بشكل مفصلي على تسريع وتيرة الإصلاحات الاقتصادية لتعزيز النمو في القطاع الخاص، فضلاً عن استعادة التوازنات في الاقتصاد الكلي. وفي ظل السيناريو المرجعي، من المتوقع أن ينمو إجمالي الناتج المحلي بنسبة 3.7% في 2021 و2.5% في سنة 2022، ليصل إلى مستويات ما قبل جائحة كورونا. وبينما يُتوقع للاقتصاد الجزائري الاستفادة من انتعاش إنتاج الغاز في سنة 2021، فمن المتوقع أيضاً أن يتسم الانتعاش في القطاعات غير النفطية بالتباطؤ والتدرج. وفي الوقت نفسه، ستظل متطلبات المالية العامة والتمويل الخارجي كبيرة، ومن المتوقع أن تبلغ

في الجزائر، وفي عام 2020، كان للصدمة المزدوجة التي أحدثتها التدخلات الصارمة غير الدوائية لاحتواء جائحة فيروس كورونا (كوفيد19) والانخفاض الحاد في عائدات المنتجات الهيدروكربونية (المحروقات) أثرهما في زيادة الصعوبات الاقتصادية التي تعاني منها البلاد. ولجأت الحكومة الجزائرية إلى فرض هذه التدخلات الصارمة بعد اكتشاف أول إصابة مؤكدة بفيروس كورونا في شهر فيفري/فبراير 2020، تزامناً مع تطبيقها في جميع أنحاء العالم. وفي الوقت ذاته، أدت الصدمة الخارجية المتمثلة في ندرة الطلب العالمي على المنتجات الهيدروكربونية إلى تدهور حاد في أسعار النفط العالمية، أعقبه انخفاض في حصص إنتاج النفط الخام في مجموعة (أوبك+) مما تسبب في تضائل إنتاج الجزائر من المنتجات الهيدروكربونية وصادراتها. وفي نهاية عام 2020 حدثت انفراجة حيث تراجعت هذه التدخلات غير الدوائية على مستوى العالم بشكل جزئي مما كان له أثره في انتعاش الطلب العالمي على المنتجات الهيدروكربونية وارتفاع أسعارها إلى مستويات معقولة مقارنة بما كانت عليه أثناء الجائحة. وبالنسبة للجزائر، فقد بدأت في رفع تلك التدخلات تدريجياً منذ صيف عام 2020، كما بدأت السلطات الصحية حملة التلقيح ضد فيروس كورونا في جانفي/يناير 2021، غير أن نطاق هذه الحملة لم يشمل عدداً كافياً من السكان بحيث يسمح بدعم التعافي الاقتصادي المستدام والقادر على الصمود.

وفي حين أظهر الاقتصاد الجزائري بوادر تعافيه خلال النصف الثاني من عام 2020، إلا إن الشركات والعمال تضرروا بشدة من جراء الركود الاقتصادي. وفي حين أظهر الاقتصاد الجزائري بوادر تعافيه خلال النصف الثاني من عام 2020، إلا إن الشركات والعمال تضرروا بشدة من جراء الركود الاقتصادي. وتشير البيانات المأخوذة من صور الأقمار الاصطناعية للأضواء الليلية إلى أن الاقتصاد الجزائري عانى من انكماش واسع النطاق خلال النصف الأول من عام 2020، قبل أن يبدأ في التعافي بصورة جزئية خلال النصف الثاني من نفس العام. أما نتائج «المسح الاستقصائي لجس نبض مؤسسات الأعمال» فتبين الوقع الشديد لصدمة جائحة كورونا على جميع الشركات في كافة قطاعات الاقتصاد الجزائري. وتتسق هذه النتائج مع الارتفاع الكبير في عدد الباحثين عن عمل

18% و10% من إجمالي الناتج المحلي على التوالي، مما يستلزم العودة إلى التمويل عن طريق البنك المركزي لتمويل العجز في المالية العامة ومواصلة سياسات ضغط الواردات إلى الحد الأدنى، مع توقع المزيد من الانخفاض في سعر صرف الدينار الجزائري. ومع التوقع بأن تكون الزيادة في الإنفاق خلال عام 2021 قصيرة الأجل؛ ومع حقيقة أن احتياطات البلاد من النقد الأجنبي تغطي حالياً أقل من عام واحد من الواردات، فسيكون تسريع وتيرة الإصلاحات لتعزيز نمو القطاع الخاص في غاية الأهمية لتحقيق التحول الهيكلي في الاقتصاد الجزائري بعيداً عن الاعتماد على عائدات المنتجات الهيدروكربونية، وأيضاً للتمييز نحو مسار نمو اقتصادي مستدام وشامل. تشمل المصادر الرئيسية للمخاطر التي تواجه الآفاق الاقتصادية للجزائر على تدهور الأوضاع الصحية على المستوى المحلي، واستئناف نشاط التعبئة الاجتماعية على نطاق واسع، وانخفاض إيرادات النقد الأجنبي عما كان متوقعاً، علاوة على ضعف مستوى الاستجابة المتوقعة من القطاع الخاص تجاه أجندة إصلاح الاقتصاد في البلاد.

من الضروري إيلاء اهتمام خاص للأسر الأكثر احتياجاً والأولى بالرعاية أثناء مرحلة التعافي من الأزمة بعد أن تضررت على نحو غير متناسب من التداعيات السلبية التي خلفتها جائحة كورونا. وعلى الرغم من عدم توافر البيانات التي تقيس مدى تأثير جائحة كورونا على حياة الجزائريين، إلا إن الأدلة والشواهد المسجلة في جميع أنحاء منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا تؤكد أن الأسر الأكثر فقراً هي التي عانت على الأرجح من تدهور مستوياتها المعيشية بصورة أكبر. ونظراً لاشتراك الأسر الجزائرية في العديد من خصائص معيشتها مع نظيرتها بباقي أنحاء المنطقة، فمن المتوقع أن تنطبق هذه الأنماط الإقليمية أيضاً على بلد مثل الجزائر؛ حيث يعيش الجزائريون في بيئات أكثر ازدحاماً وفي ظروف صحية أسوأ، مما يجعلهم أكثر عرضة للانتقال العدوى بفيروس كورونا. وبسبب انخفاض مستويات التعليم، فمن المرجح أن يعمل أصحاب الدخل في الأسر الفقيرة في مهن يستحيل فيها نمط العمل من المنزل، كما أنهم يفتقرون إلى القدرة على الحصول على المعرفة والأدوات الرقمية التي تمكنهم من العمل وفقاً لهذا النمط. وتعمل هذه الفئة على الأرجح في القطاع غير الرسمي من الاقتصاد الجزائري حيث لا تتوفر لهم ميزة الحصول على حماية اجتماعية كافية، وهو الأمر الذي ثبت ارتباطه بما حدث من تدهور

أكبر في مستويات معيشتهم أثناء الجائحة. وكانت الزيادة في عدد الباحثين عن عمل في الجزائر أكثر وضوحاً بين العمال من ذوي المهارات منخفضة المستوى مقارنة بنظيرهم من ذوي المهارات عالية المستوى. ومن المتوقع أيضاً أن تتأثر النساء بصورة غير متناسبة، ويرجع ذلك إلى أن أكثر من نصف الجزائريات العاملات ينشطن في قطاعي الصحة والخدمات الاجتماعية. وما لم يتم استحداث آليات تعويض محددة الأهداف، فإن الفئات الأشد احتياجاً والأولى بالرعاية من السكان ستضرر على نحو غير متناسب من جراء السياسات الحالية التي تنتهجها الحكومة الجزائرية لضبط أوضاع المالية العامة والاقتصاد الكلي. ولهذا، ولأجل تحقيق التعافي الناجح من الأزمة الحالية، يصبح من الضروري إتاحة الفرصة أمام الشرائح الأشد فقراً والأكثر احتياجاً لاستعادة ما فقدوه أثناء الجائحة.

وبالإضافة إلى ما سبق، فقد أوضحت الآثار المترتبة على جائحة فيروس كورونا خلال السنة الماضية أن هناك ضرورة ملحة لإصلاح نظام الرعاية الصحية في الجزائر ليكون نظاماً عادلاً ومنصفاً للجميع. وحتى مع استمرار الانخفاض في أعداد حالات الإصابة والوفيات التي يعلن عنها رسمياً، فقد كشفت جائحة فيروس كورونا القدرات المحدودة التي يمتلكها النظام الصحي في البلاد. أما العبء المزدوج الذي تمثله الأمراض السارية وغير السارية، فضلاً عن القيود المتعلقة بتوفير الموارد، فيشير إلى الحاجة الملحة لتقوية النظام الصحي الجزائري. وعلى الرغم من أن تمويل النظام الصحي الجزائري يعتمد في معظمه على التمويل الآتي من الدولة مع قدر بسيط نسبياً من الإنفاق الشخصي المباشر، وبينما يتماثل متوسط العمر المتوقع ومعدلات مكافحة الأمراض غير السارية مع البلدان المناظرة للجزائر، إلا إن النواتج الصحية لا تزال بعيدة عن غيرها من البلدان التي تقع في الشريحة العليا من البلدان متوسطة الدخل، لا سيما فيما يتعلق بالتوزيع العادل لنواتج الرعاية الصحية الموجهة للأمهات والأطفال. أما النقص في الموارد المادية والبشرية، فضلاً عن التوزيع غير المنصف لبرامج الحكومة لتوفير الحماية المالية للجزائريين، فيشكل في حد ذاته تحديات كبيرة. وأخيراً، فإن التراجع في التمويل الحكومي للنظام الصحي الجزائري والضعف في القدرات المتوفرة لهذا النظام، فإنهما يمثلان معاً مخاطر واضحة تقف حائلاً أمام ضمان توفير نظام صحي قادر على الصمود في مواجهة الجوائح والأزمات.

INTRODUCTION

Les économies mondiales et les flux commerciaux internationaux se redressent progressivement, soutenus par l'assouplissement des interventions non pharmaceutiques (INP) et la reprise partielle de la demande, avec toutefois des tendances divergentes selon les secteurs et les groupes de revenus. Après l'introduction d'INP strictes à la fin du premier trimestre 2020, à l'échelle mondiale, pour freiner la propagation de la pandémie, la levée partielle des INP au second semestre 2020 a entraîné une croissance de la demande contenue en biens durables, ainsi qu'une reprise de la croissance économique et des flux commerciaux internationaux. Selon les estimations, l'économie mondiale s'est contractée de 3,5 % en 2020, la baisse des économies avancées (4,7 %) dépassant celle des économies émergentes et en développement (1,7 %)¹. Il est attendu que le volume du commerce mondial des biens et des services ait baissé de 8,3 % en 2020². Malgré la reprise économique partielle enregistrée dans le monde depuis le second semestre 2020, la reprise du secteur des services est plus lente que celle du secteur de la production de biens. La pandémie de COVID-19 a également creusé les inégalités économiques au sein de la population, avec des taux de chômage et de sous-emploi plus élevés parmi les ménages à faible revenu que parmi les ménages à revenu élevé (voir chapitre 3).

La région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) a été touchée de façon disproportion-

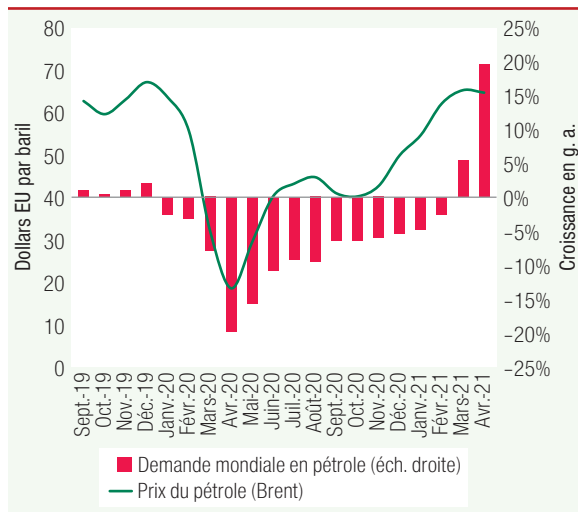
née par la pandémie de COVID-19, à travers le double choc de la chute des revenus extérieurs et du fléchissement de l'activité intérieure provoqué par les INP. Les exportateurs d'hydrocarbures de la région MENA tels que l'Algérie ont souffert du fléchissement de la demande et des prix internationaux des hydrocarbures. On estime qu'en 2020 la demande mondiale de gaz a baissé de 4 % et celle de pétrole de 9 %³, faisant tomber le prix du baril de Brent de plus de 60 dollars EU le baril dans la seconde moitié de mars 2020 à moins de 15 dollars EU le baril dans la seconde moitié d'avril 2020. Dans le contexte des fortes baisses de production de pétrole brut décidées lors de l'accord OPEP+ d'avril 2020, le volume des exportations de pétrole enregistrées en Algérie, Libye, Irak et Iran est tombé de 7,7 millions de barils par jour (mbpj) en mars 2020 à 6,6 mbpj en juin 2020. En même temps, les économies non-exportatrices d'hydrocarbures de la région MENA ont gravement souffert de l'arrêt du tourisme international et des investissements directs étrangers (Figure 1).

¹ Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales, juin 2021.

² Ibid.

³ Administration d'information sur l'énergie des États-Unis (EIA), mai 2021, et Agence internationale de l'énergie (AIE), mai 2021.

FIGURE 1 • La demande et les prix mondiaux des hydrocarbures se sont redressés fin 2020



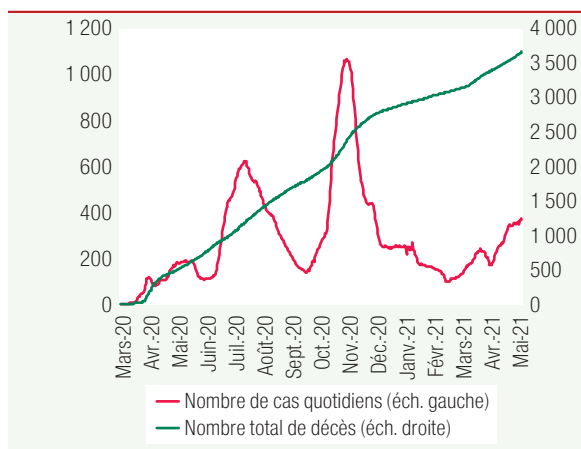
Source : Energy Information Administration, États-Unis.

Remarque : Le bond observable en mars est avril 2021 est dû à un fort effet de base, la demande mondiale de pétrole restant en deçà de celle enregistrée en mars et avril 2019 (-3% et -4%, respectivement).

Le gouvernement algérien a poursuivi la levée progressive des INP strictes au cours de l'automne 2020, parallèlement à la baisse des nouveaux cas quotidiens de COVID-19 détectés.

L'Algérie a imposé des INP strictes à la suite du premier cas détecté de COVID-19 en février 2020. Ces mesures comprenaient notamment la suspension des vols commerciaux, la fermeture des frontières terrestres, la fermeture des écoles, des universités, des restaurants et des magasins, l'annulation de tous les événements publics et privés, l'arrêt des services des transports publics, la mise en congé obligatoire de la moitié des travailleurs du pays avec maintien de leur rémunération, ainsi que des couvre-feux l'après-midi et la nuit. Les INP concernant les lieux de travail, les rassemblements publics et l'obligation de rester à la maison ont été assouplies à partir de la fin avril, mais un certain resserrement est entré en vigueur en juillet en raison de l'augmentation des cas de COVID-19. Le léger assouplissement des restrictions à partir du mois d'août a été suivi d'une deuxième vague de contamination qui a culminé en novembre 2020 et, depuis, les restrictions s'assouplissent. Depuis février 2021, les mosquées, les cafés, restaurants et hôtels ont été autorisés à rouvrir, avec une capacité d'accueil

FIGURE 2 • Le nombre de cas de COVID-19 a culminé en novembre 2020



Source : Université Johns Hopkins.

Remarque : Pour le nombre de cas quotidiens, une moyenne mobile sur sept jours est utilisée. Le faible nombre de cas du COVID-19 est en partie dû au nombre limité de tests effectués. Seul l'Institut Pasteur d'Algérie est habilité à analyser des tests PCR. En mai 2020, l'Algérie rapportait 5 182 tests par million d'habitants, loin en deçà des pays pairs de la zone MENA comme la Jordanie (691 303 tests par million d'habitants), le Liban (631 265), le Maroc (172 637) et la Tunisie (119 895). (Banque mondiale, mai 2021).

limitée à 50 %. Le couvre-feu, raccourci de minuit à 4 heures du matin, n'est désormais imposé que dans dix-neuf wilayas (gouvernorats). Les frontières de l'Algérie, fermées depuis mars 2020⁴, ont été réouvertes partiellement au 1er juin 2021. (Figure 2).

Alors que l'Algérie a pris diverses mesures pour immuniser sa population contre la COVID-19, le rythme de la vaccination reste plus lent que dans les pays comparables de la région MENA. La campagne de vaccination du pays a démarré en janvier 2021 avec 300 000 doses du vaccin contre la COVID-19 reçues entre le 28 janvier et le 24 février, ainsi que 364 800 doses reçues de la Facilité COVAX⁵ le 3

⁴ Selon les estimations, le nombre des voyageurs internationaux pour l'Algérie a ainsi diminué de 75 % en 2020, passant de 16,5 millions à 3,9 millions de personnes. Algérie Presse Service (APS), janvier 2021.

⁵ La Facilité COVAX est un partenariat établi entre la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, Gavi (l'Alliance du Vaccin), l'UNICEF et l'Organisation Mondiale de la Santé pour approvisionner les pays en développement en vaccins COVID-19, afin que les travailleurs de la santé et les autres populations prioritaires vulnérables à la COVID-19 soient protégés contre le virus.

avril⁶. En tout, au 15 mai, l'Algérie avait reçu un total de 664 800 doses du vaccin COVID-19, tous fabricants confondus, permettant de vacciner intégralement environ 0,9 % de la population algérienne⁷. Bien qu'il n'y ait pas de données à jour sur les taux de vaccination, si tous les vaccins reçus à cette date étaient déployés, la performance de l'Algérie en ce qui concerne la part de population ayant reçu au moins une dose de vaccin resterait inférieure à celles de l'Égypte (1,1 %), de la Libye (1,6 %), de la Tunisie (4,8 %), du Liban (5,6 %), de la Jordanie (7,9 %) et du Maroc (16,7 %) ⁸. Cependant, à la fin mai, l'Algérie a reçu près d'un million et demi de doses de vaccins contre la COVID-19, ce qui permettrait la vaccination complète de 2.5 % de la popu-

lation. L'accord conclu avec la Russie pour produire le vaccin Spoutnik V en Algérie par le biais du groupe Sidal, avec un démarrage de la production prévu en septembre 2021⁹, permettrait d'accélérer la cadence de vaccination. (Tableau 1).

⁶ Sur une attribution initiale de 1 881 600 doses à l'Algérie pour 2021. (UNICEF, avril 2021).

⁷ Ce nombre pourrait être revu à la hausse, puisque l'Institut Pasteur a indiqué avoir reçu des vaccins Spoutnik-V et Coronavac le 30 avril, sans toutefois préciser le nombre de l'une ou l'autre des livraisons. (TSA, mai 2021).

⁸ Our World in Data, mai 2021.

⁹ APS, avril 2021.

TABLEAU 1 • Livraisons confirmées du vaccin COVID-19 à l'Algérie

Date de livraison	Nombre de doses	Marque du vaccin	Individus pleinement vaccinés		
			Livraison	Total cumulé	Total, % de la population
28 janvier 2021	50 000	Spoutnik-V	25 000	25 000	0,06 %
1er février 2021	50 000	AstraZeneca	25 000	50 000	0,12 %
24 février 2021	200 000	Sinopharm	100 000	200 000	0,6 %
3 avril 2020	364 800	AstraZeneca	182 400	382 400	0,9 %
19 mai 2021	170 000	Spoutnik-V	85 000	467 400	1,1 %
21 mai 2021	758 400	AstraZeneca	379 200	846 600	1,9 %
31 mai 2021	500 000	Sinovac	250 000	1 096 600	2,5%

Remarque: Ainsi, 2,2 millions sur un total de 2,5 millions de doses reçues par l'Algérie (APS, juin 2021) ont pu être répertoriées.



DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

Croissance économique et marché du travail

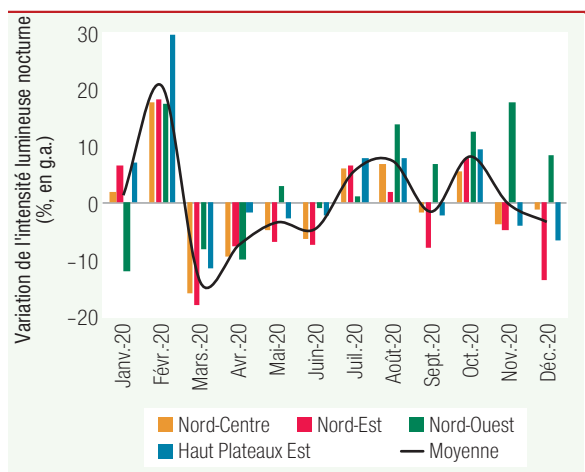
L'analyse de la Banque mondiale suggère que l'activité économique de l'Algérie a commencé à se redresser entre juillet et octobre 2020, avant une autre contraction en fin d'année 2020. Étant donné que les données des comptes nationaux ne vont pas encore au-delà du premier trimestre 2020, les données haute résolution d'éclairage nocturne relayées quotidiennement par satellite représentent une approximation largement acceptée de l'évolution de l'activité économique. Ces données sont utilisées afin d'obtenir un compte-rendu plus actualisé des développements en matière d'activité économique¹⁰. Les données d'éclairage nocturne présentées dans la Figure 3¹¹ suggèrent une forte contraction de l'activité économique entre mars et mai 2020, correspondant à la mise en place des INP, avant qu'une reprise partielle ne s'installe au cours du second semestre 2020. Les données d'éclairage nocturne spécifiques aux villes d'Alger, d'Oran et de Constantine suggèrent que la contraction économique observée au printemps a été plus élevée dans les grandes villes compte tenu de

la plus grande concentration du secteur des services et de la plus grande application des INP. La large reprise économique constatée entre juillet et octobre 2020 semble avoir été plus forte dans la région Nord-Ouest, et notamment dans les gouvernorats d'Ain Temouchent, Mascara et Sidi Bel Abbès. Une autre

¹⁰ Les données sont disponibles avec un décalage de moins de 3 mois. Il a été démontré que les données sur l'éclairage nocturne sont fortement corrélées aux variations des niveaux de PIB réel (Henderson 2012 ; Donaldson 2016). Plusieurs articles récents ont étudié l'impact des INP visant à contenir la pandémie de COVID-19 sur l'activité à travers les données d'éclairage nocturne, notamment en Inde (Beyer, 2020), en Chine (Gosh, Elvidge, 2020), au Maroc (Roberts, 2020), en Tunisie (Banque Mondiale, 2021), en Syrie (Mercy Corps, 2021) ou encore en Libye (Banque Mondiale, à paraître).

¹¹ La Figure 3 présente l'évolution en glissement annuel de l'intensité de l'éclairage nocturne pour quatre des huit régions administratives (Espaces de Programmation Territoriale ou EPT), qui englobent 77% de la population algérienne (selon le dernier recensement de la population réalisé en 2008). Le chiffre exclut les EPT impliquant des activités d'extraction de pétrole et de gaz.

FIGURE 3 • L'activité s'est partiellement redressée au S2-2020...

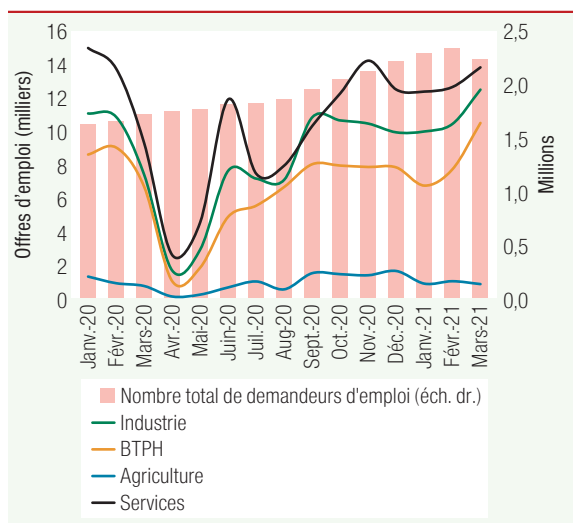


Source : VIIRS Day/Night Band Nighttime Lights, Version 1, Groupe d'observation de la Terre. Remarque: Les données ont été ajustées pour éliminer le biais induit par le solstice d'été, et le biais induit par les activités de torchage de gaz aux complexes d'Arzew et de Skikda.

contraction en glissement annuel peut cependant être observée en novembre et décembre 2020, et semble plus prononcée dans les régions Nord-Est et les Haut-Plateaux Est.

Les entreprises du segment économique hors-hydrocarbures ont été profondément affectées par la crise de la COVID-19. Du côté de la demande, la consommation privée et l'investissement devraient tous deux avoir enregistré de fortes baisses, dans un contexte d'incertitude économique importante, d'économies de précaution des consommateurs, et de liquidités limitées des entreprises. Du côté de la production, les restrictions sur les activités non essentielles ont gravement affecté les secteurs du transport, de l'hébergement et des services de restauration. Les industries de la construction et le secteur manufacturier ont également été profondément touchés, les entreprises ayant été tenues de placer la moitié de leur main-d'œuvre en congé payé¹². L'Enquête sur le Pouls des Entreprises COVID-19 (COVEPE) menée en Algérie de la fin juillet à la mi-août 2020 offre un aperçu de l'ampleur de la crise. Au cours de l'été 2020, 32% des entreprises interrogées demeuraient totalement ou partiellement fermées. Quelque 79% des entreprises ont signalé une baisse de leurs ventes au T2/2020 par rapport au T2/2019, les ventes ayant chuté de 56% en moyenne, et les petites entreprises et entreprises du

FIGURE 4 • ...tandis que le nombre de chômeurs a bondi



Source : Agence Nationale de l'Emploi (ANEM).

secteur de la construction enregistrant une baisse plus marquée des ventes (voir Encadré 1). Les entreprises publiques algériennes actives dans le secteur des transports ont notamment signalé des pertes de revenus importantes en raison de la suspension des déplacements internationaux, régionaux et interurbains. On estime qu'Air Algérie, qui a annulé tous ses vols depuis février 2020, a enregistré des pertes de 290 millions de dollars EU en 2020¹³.

Le ralentissement économique a entraîné une augmentation sensible du nombre de chômeurs et une forte contraction des heures travaillées, empêchant en partie la suppression d'emplois à grande échelle. Une étude de la Chambre de commerce et d'industrie algérienne réalisée fin 2020 estime que près des deux tiers des entreprises ont dû réduire, geler ou retarder le recrutement en raison de la crise de la COVID-19¹⁴. Les offres d'emploi ont fortement chuté au début de la pandémie de COVID-19, les données de l'Agence

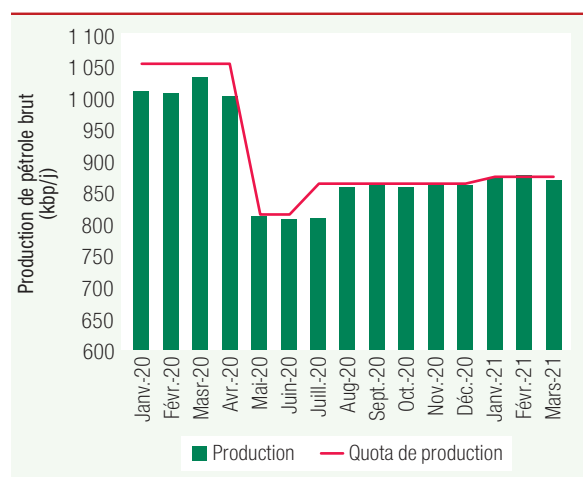
¹² Malgré cela, le président de l'Association algérienne des entrepreneurs a estimé à 150 000 le nombre d'emplois perdus dans le secteur de la construction (TSA, avril 2021).

¹³ Selon le conseiller du président d'Air Algérie (Radio Algérie, décembre 2020).

¹⁴ APS, mars 2021.

Nationale de l'Emploi (ANEM) indiquant que le total des offres d'emploi avait chuté de 84% entre février et avril 2020. En mars, les autorités ont imposé aux administrations publiques et entreprises de mettre la moitié de leurs employés en congé avec rémunération intégrale, ce qui a contribué à ce que les licenciements restent limités, comme le suggèrent les résultats de l'enquête COVEPE réalisée en Algérie (voir Encadré 1), les entreprises ayant choisi de placer leurs employés en congé payé (52 % des entreprises), de réduire leurs heures de travail (29 % des entreprises) ou de mettre leurs employés en congé non payé (25 % des entreprises). Alors que le nombre d'offres d'emploi mensuelles est désormais revenu à son niveau d'avant la crise sur la base des données de l'ANEM, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en mars 2021 a dépassé de 504 400 le chiffre enregistré en mars 2020 (soit +29 %) ¹⁵. L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi a été plus prononcée chez les travailleurs peu qualifiés (+34 %) que chez les travailleurs hautement qualifiés (+24 %). Bien que l'on ne dispose pas de données détaillées sur les suppressions d'emplois, celles-ci devraient être concentrées dans le secteur privé, étant attendu que le secteur public se conforme davantage à la directive officielle recommandant de placer les travailleurs en congé payé. (Figure 4)

FIGURE 5 • La baisse des quotas de l'OPEP a fait baisser la production de pétrole brut...



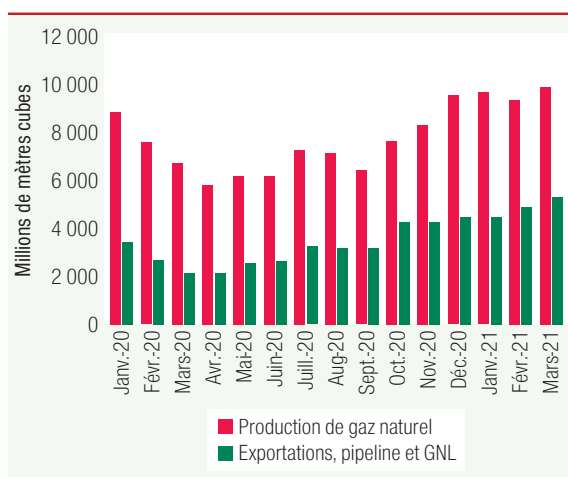
Source : Rapport mensuel de l'OPEP sur le marché pétrolier et S&P Global.

La production du secteur des hydrocarbures, qui s'est contractée pendant une grande partie de 2020, a commencé à se redresser au dernier trimestre de 2020 en raison d'une poussée de la production de gaz naturel. On estime que la production d'hydrocarbures a reculé de 8,5 % en 2020 ¹⁶, en raison d'une baisse de la production pétrolière. La production de pétrole brut de l'Algérie a chuté de 11,9 % en 2020 par rapport à 2019 en raison de la réduction du quota de production du pays fixé par l'OPEP, qui a chuté de 23 % en mai 2020, avant d'augmenter de 6 % en juillet 2020. Il est estimé que la production de gaz naturel a enregistré une modeste augmentation en 2020 (+1,9 %) avec la baisse de la production observée au cours du S1-2020 (-6,1 % par rapport au S1-2019) plus que compensée par une augmentation forte et accélérée au cours du S2-2020 (+10,1 % par rapport

¹⁵ Cette estimation est conforme à l'estimation officielle évaluant à plus de 500 000 le nombre d'emplois perdus en raison de la pandémie, selon le ministère de la Prospective. Elle est à comparer à l'augmentation de 369 000 demandeurs d'emploi enregistrée entre mars 2020 et mars 2019 et à l'augmentation de 146 000 demandeurs d'emploi inscrits entre mars 2019 et mars 2018.

¹⁶ Estimations des services de la Banque sur la base de l'Initiative JODI et du ministère de l'Énergie, janvier 2021.

FIGURE 6 • ...alors que la production de gaz naturel a fortement augmenté à la fin de 2020



Source : Joint Organizations Data Initiatives (JODI).

ENCADRÉ 1 : L'IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES ENTREPRISES DANS LE MONDE ET EN ALGÉRIE (suite)

Le Groupe de la Banque mondiale, en collaboration avec plusieurs institutions partenaires, a mené des Enquêtes sur le Pouls des Entreprises COVID-19 (COVEPE) couvrant plus de 100 000 entreprises de 51 pays, dont l'Algérie, entre avril et août 2020 afin de mieux comprendre l'impact à court terme de la pandémie de COVID-19. L'enquête révèle un certain nombre de résultats marquants dans les différents pays étudiés. Premièrement, l'impact de la pandémie de COVID-19 a été sévère et généralisé dans toutes les entreprises, avec un impact négatif persistant sur les ventes. Deuxièmement, l'ajustement de l'emploi a fonctionné principalement à la marge intensive (c.-à-d. : mise en congé et réduction des heures travaillées) plutôt qu'à la marge extensive, une petite proportion d'entreprises ayant choisi de licencier des employés. Troisièmement, les petites entreprises sont confrontées de manière disproportionnée à des difficultés financières. Quatrièmement, les entreprises s'appuient de plus en plus sur les solutions numériques en réponse au choc. Cinquièmement, les entreprises sont confrontées à une incertitude importante quant à leurs perspectives de revenus, incertitude qui est d'autant plus importante parmi les entreprises ayant subi des baisses importantes de leurs ventes et ayant dû réduire leurs effectifs.

Les enquêtes COVEPE menées en Algérie, à Djibouti, au Maroc, en Jordanie, en Cisjordanie et à Gaza ont identifié certains impacts spécifiques à la région MENA. Malgré une chute drastique des ventes, similaire à celle des autres régions étudiées, une plus grande proportion des entreprises de la région MENA ont conservé leurs employés durant la pandémie de COVID-19. Si le déclin de l'activité économique devait se prolonger, il menacerait cependant d'augmenter les fermetures d'entreprises et les pertes d'emplois permanentes dans la région MENA. En Jordanie, par exemple, les enquêtes COVEPE menées à l'été 2020 et à l'hiver 2021 indiquent que la proportion d'entreprises ayant licencié des employés est passée de 26 % à 39 %, tandis que la part des entreprises en faillite est passée de 12 % à 17 %. Les entreprises de la région MENA ont également été plus lentes à adopter la technologie en réponse à la crise par rapport aux entreprises d'autres régions, avec un écart beaucoup plus important entre, d'une part, les micro et petites entreprises et, d'autre part, les grandes entreprises, en comparaison aux entreprises d'autres régions.

L'enquête COVEPE Algérie, réalisée au cours de l'été 2020, traduit la gravité du choc de la COVID-19 sur les entreprises algériennes. Conduite conjointement avec le ministère de l'Industrie et des Mines, l'enquête COVEPE a ciblé un échantillon représentatif de 431 entreprises (formelles) entre fin juillet et mi-août 2020. Au moment de l'enquête, 32 % des entreprises étaient partiellement ou entièrement fermées, les entreprises du secteur de la construction et de l'industrie lourde, dans les zones industrielles, et les jeunes entreprises et entreprises à capitaux étrangers étant touchées de manière disproportionnée par les fermetures. Environ 79 % des entreprises ont connu une baisse de leurs ventes entre le T2-2019 et le T2-2020, leurs ventes ayant reculé de 56 % en moyenne. Outre la baisse de la demande, qui a affecté 74 % des entreprises interrogées, 54 % des entreprises algériennes étaient confrontées à des problèmes de réduction de la disponibilité des employés, 45 % d'entre elles à des difficultés d'approvisionnement en intrants et 39 % des entreprises souffraient d'une moindre disponibilité des services financiers. Enfin, l'enquête a indiqué que 52 % des entreprises ont mis des employés en congé payé, conformément à la directive du gouvernement, tandis que 25 % des entreprises ont mis des employés en congé sans solde, 17 % des entreprises ont licencié des employés, et 14 % des entreprises ont réduit leurs salaires.

L'enquête COVEPE Algérie a indiqué que si les entreprises algériennes montraient des signes de résilience, elles étaient toutefois confrontées à une incertitude considérable quant à leurs perspectives de recettes à l'avenir. Alors que l'entreprise médiane s'attendait à pouvoir fonctionner pendant 20 semaines supplémentaires au moment de l'enquête, 47 % des entreprises n'étaient pas en mesure d'indiquer pendant combien de temps elles seraient capables de résister à l'impact négatif du choc. Même si 62 % des entreprises ont déclaré disposer de suffisamment de liquidités pour soutenir leurs opérations sur une période de trois mois, 15 % des entreprises ont indiqué qu'elles ne seraient pas en mesure de poursuivre leurs activités pendant plus d'un mois. Le degré d'incertitude concernant le moment de la levée des INP est également resté élevé : parmi les entreprises interrogées, 34 % se sont retrouvées temporairement fermées et ont indiqué qu'elles n'étaient pas en mesure d'évaluer à quel moment elles pourraient rouvrir.

Bien que le recours aux outils numériques reste limité en Algérie, l'enquête COVEPE indique que les entreprises en ont fait un plus grand usage en réponse à la crise. Parmi les entreprises interrogées, 30 % ont commencé à utiliser des outils numériques et 26 % ont augmenté leur utilisation d'Internet, des réseaux sociaux, des applications spécialisées ou des plateformes numériques afin de soutenir leurs activités commerciales. Parmi les entreprises qui s'appuyaient sur les outils numériques, le principal objectif cité était d'augmenter les ventes (pour 31 % des entreprises), de soutenir le marketing (pour 18 % des entreprises) ou de soutenir leurs pratiques managériales (pour 17 % des entreprises), alors que les outils numériques représentent 16 % des ventes de ces entreprises. En revanche, 44 % des entreprises interrogées ont indiqué qu'elles ne s'appuyaient sur aucune forme d'outils numériques pour soutenir leurs opérations commerciales.

Afin de soutenir les entreprises en difficulté pendant la pandémie de COVID-19, différents outils politiques ont été utilisés dans la région MENA, y compris en Algérie. Les autorités de la région ont mis en place des programmes de soutien aux entreprises par le biais d'avantages fiscaux, de garanties de l'État, de prêts bonifiés et de rabais sur les coûts de production. L'industrie du tourisme a été spécifiquement ciblée par ces mesures en Égypte, en Jordanie et en Tunisie. Certains pays ont opté pour des mesures politiques ciblées pour les grandes entreprises, l'industrie manufacturière ou les zones économiques spéciales (Égypte et Jordanie), tandis que d'autres ont privilégié des mesures ciblées pour les micro, petites et moyennes entreprises (Maroc et Tunisie). En Algérie, les principales mesures de politiques

(suite à la page suivante)

ENCADRÉ 1 : L'IMPACT DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES ENTREPRISES DANS LE MONDE ET EN ALGÉRIE (suite)

économiques se sont concentrées sur les reports d'impôts, ainsi que les instruments de politique monétaire (voir la section Secteurs monétaire et bancaire ci-après). Parmi les options de politiques présentées aux entreprises lors de l'enquête COVEPE, 40 % des entreprises algériennes étaient en faveur des paiements différés sur les loyers et les factures d'énergie, tandis que 24 % et 22 % des entreprises étaient favorables à des réductions d'impôts et de cotisations sociales, respectivement. Les résultats de l'enquête ont indiqué que 8% seulement des entreprises avaient reçu un soutien de l'État et que 59 % des entreprises n'étaient pas au courant des politiques de soutien aux activités commerciales.

^a Banque mondiale, octobre 2020.

^b Mohammed et coll. (Mars 2021).

au S2-2019). La reprise de la production d'hydrocarbures s'est poursuivie au T1-2021 dans un contexte d'augmentation de 1,4 % du quota de production de pétrole brut de l'Algérie, d'augmentation de 25,1 % de la production de gaz naturel, et d'augmentation de 31 % de la liquéfaction de gaz pour l'exportation, par rapport à la même période en 2020 (Figures 5 et 6). Alors que les exportations de gaz vers l'Europe (principal marché d'exportation du gaz algérien) augmentent généralement en hiver, la croissance de la production par rapport à 2020 peut être en partie attribuée à la reprise économique en Europe, ainsi qu'au rétablissement de la part de marché de l'Algérie sur le marché européen¹⁷.

Finances publiques

La situation budgétaire de l'Algérie s'est détériorée en 2020 dans un contexte de baisse des recettes provenant des hydrocarbures, d'une augmentation de la masse salariale du secteur public, et d'une augmentation des Interventions du Trésor. Les recettes publiques provenant des hydrocarbures¹⁸, qui représentaient 40 % du total des recettes publiques en 2019, auraient reculé de 25 % en raison de la combinaison des effets volumes et prix. Parallèlement, la baisse de l'activité économique et des flux d'importation a entraîné une baisse des recettes fiscales, et notamment des impôts sur les bénéfices des sociétés et des taxes sur la valeur ajoutée sur les importations. Alors que les données préliminaires sur l'exécution du budget à août 2020 suggèrent une baisse des dépenses en capital et des

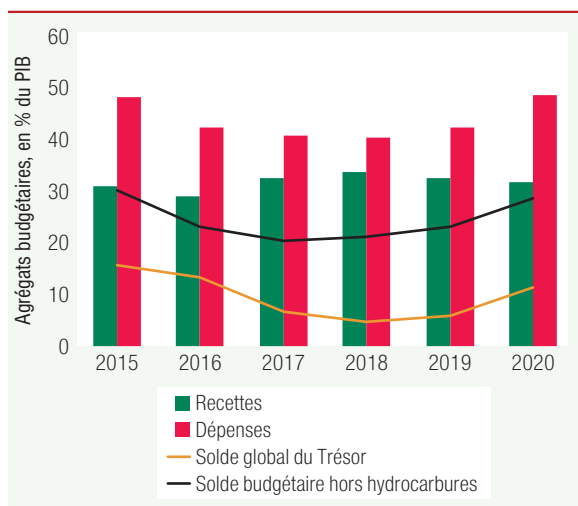
transferts courants, d'autres secteurs de dépenses exercent des pressions accrues sur le budget. Premièrement, on observe un bond de la masse salariale dans le secteur public, en partie liée au recrutement de jeunes par le biais du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP)¹⁹. Deuxièmement, il y a eu une augmentation des Interventions du Trésor dans le contexte, d'une part, de la réalisation d'importants engagements conditionnels des banques publiques exposées à des entreprises publiques en difficulté, et d'autre part, de mesures de soutien visant à atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19. Le déficit budgétaire global est estimé à 16,5 % du PIB en 2020, contre 9,6 % du PIB en 2019, avec des révisions potentielles à la hausse au vu de la mise en œuvre des mesures de soutien au secteur bancaire et des pressions exercées sur le financement du déficit de la

¹⁷ Selon Sonatrach, la part de marché de l'Algérie sur le marché du gaz espagnol est passée de 21 % au T1-2020 à 47 % au T1-2021, et sa part sur le marché italien du gaz est passée de 16 % à 35 % au cours de cette période. Cette progression est principalement imputable à la réorientation des approvisionnements mondiaux en GNL vers l'Asie, ainsi qu'à la baisse des importations de GNL de l'UE en provenance de Norvège, en raison des travaux de maintenance réalisés dans la seule usine de GNL du pays. (Commission européenne, mars 2021).

¹⁸ Incluant les dividendes versés par la Sonatrach.

¹⁹ Le décret exécutif 19-336 (du 8 décembre 2019) a imposé le recrutement par le secteur public de 365 000 jeunes en contrat pré-emploi dans le cadre du programme DAIP au cours des années 2019, 2020 et 2021. Selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, ces recrutements ont concerné 20 000 personnes en octobre 2020 et 68 000 au 3 mai 2021.

FIGURE 7 • Le déficit budgétaire global a augmenté en 2020...

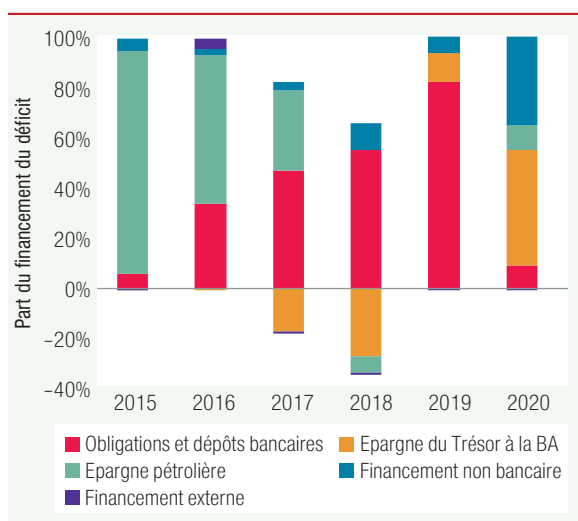


Source : Ministère des Finances et estimations de la Banque mondiale pour 2020.
Remarque : Les dépenses totales incluent le solde des comptes d'affectation spéciale et les interventions du Trésor.

Caisse nationale des retraites qui est estimé à environ 4 % du PIB en 2020²⁰. (Figures 7 et 8).

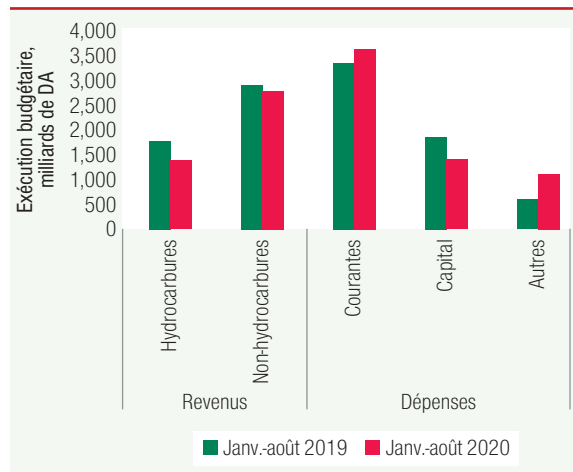
En même temps, la dette publique brute officielle a peu augmenté, le solde du financement monétaire et les dépôts des entreprises publiques ayant comblé la plupart des besoins de financement du Trésor. Alors que le niveau de la dette publique brute officielle aurait augmenté de 3,4 % en termes nominaux

FIGURE 9 • Les restes de financement monétaire ont comblé les besoins de financement en 2020...



Source : Ministère des Finances et estimations de la Banque mondiale.

FIGURE 8 • ...à mesure que les recettes chutaient et que les dépenses augmentaient



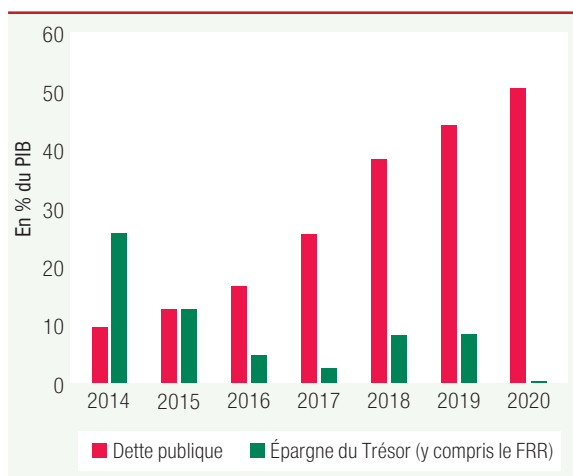
Source : Ministère des Finances et estimations de la Banque mondiale.
Remarque : Les « autres » dépenses incluent le solde des comptes d'affectation spéciale et les interventions du Trésor.

en monnaie locale entre 2019 et 2020, on estime qu'il est passé de 45,1 % du PIB en 2019 à 49,8 % du PIB en 2020 surtout en raison de la contraction du PIB²¹.

²⁰ APS (janvier 2021).

²¹ Environ 69% de la dette publique officielle est due à la Banque d'Algérie, à des taux d'intérêt réels négatifs et à des échéances longues.

FIGURE 10 • ...alors que l'épargne des revenus pétroliers et du Trésor s'épuisait



Source : Statistiques monétaires et financières (MFS) du FMI.
Remarque : La dette publique brute est mesurée par la somme des créances publiques vis-à-vis de la Banque d'Algérie, des institutions bancaires et financières et des créanciers multilatéraux et bilatéraux.

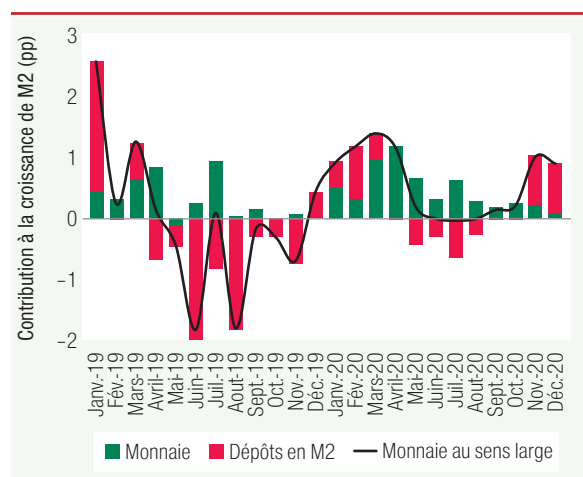
Plus de la moitié des besoins de financement budgétaire devraient avoir été couverts par un prélèvement de 1 697 milliards de DZD sur le compte courant du Trésor, dont 70 % représentaient des restes du programme de financement monétaire pour la période 2017–2019. Les prélèvements effectués sur les dépôts bancaires de Sonatrach et d'Algérie Poste, ainsi que sur le Fonds de Régulation des Recettes (FRR, le fonds d'épargne pétrolière)²² devraient avoir comblé la majeure partie du déficit de financement restant. Bien que n'étant pas enregistrée dans la dette publique officielle, l'utilisation de la liquidité d'Algérie Poste et des entreprises publiques (4 % du PIB en 2019, 4,9 % du PIB en 2020) afin de financer le déficit budgétaire a conduit à un bond des passifs non bancaires²³. Parallèlement, la dette publique extérieure, qui représentait 0,8 % du PIB en 2019, ne devrait pas avoir enregistré de variation notable (Figures 9 et 10).

Secteurs monétaire et bancaire

En 2020, la baisse des revenus des hydrocarbures a induit une forte baisse de la liquidité bancaire de l'Algérie, atténuée par des politiques visant à la renforcer. Les dépôts bancaires ont diminué entre mai et octobre 2020²⁴ parallèlement à la baisse des dépôts liés aux revenus pétroliers de

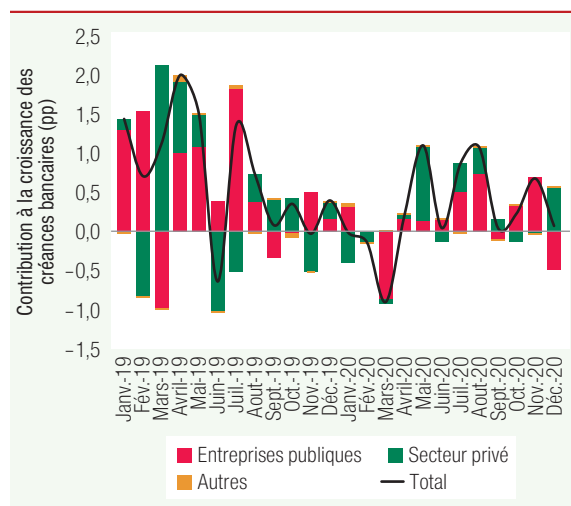
Sonatrach. Cette situation a été aggravée par le retrait des fonds d'épargne effectués par les déposants d'Algérie Poste, ainsi que par le prélèvement par le Trésor des liquidités des entreprises publiques afin de financer le déficit budgétaire global. Pour accroître la liquidité bancaire, le ratio des réserves obligatoires des banques a été ramené de 10 % à 6 % entre mars et avril 2020, puis abaissé progressivement jusqu'à atteindre 2 % en février 2021. En outre, le taux directeur a été ramené de 3,5 % à 3 % entre mars et mai 2020, et les seuils de refinancement des titres publics ont été sensiblement relevés. Néanmoins, la masse monétaire au sens large (M2) a stagné entre mai et octobre 2020, la liquidité supplémentaire étant intégralement convertie en monnaie en circulation tandis que les dépôts bancaires continuaient de décliner. La reprise partielle des prix du pétrole et le recours à l'épargne du Trésor pour financer le déficit budgétaire ont permis à la liquidité bancaire et à la masse monétaire au sens large de se redresser en novembre et en décembre. Néanmoins, à la fin de 2020, la base monétaire (M0) et les dépôts bancaires en M2 étaient

FIGURE 11 • La liquidité bancaire a de nouveau chuté à mesure que la crise s'amplifiait...



Source : MFS du FMI.

FIGURE 12 • ...et a été à nouveau accompagnée d'un ralentissement du crédit



Source : MFS du FMI.

TABLEAU 2 • Mesures de politique monétaire introduites depuis mars 2020

Instrument politique	Politique pré-pandémique	Réponse politique à la COVID-19
Ratio de réserves obligatoires	10%	8% (mar-2020), 6% (avr-2020), 3% (sep-2020), 2% (fév-2021)
Taux directeur	3,5%	3,25% (mar-2020), 3% (mai-2020)
Seuil de refinancement des titres publics	70-90%	85-95% (avr-2020)
Coefficient de liquidité	100%	60% (avr-2020)
Réserves de liquidité	2,5%	Exemption
Passifs existants	Standard	Rééchelonnés, prolongation des bonifications d'intérêt
Demandes de refinancement	Standard	Satisfaction totale des débiteurs existants
Période de refinancement	7 jours	1 mois (avr-2020)

Source : Banque d'Algérie.

inférieurs à leur niveau d'avril 2020²⁵, tandis que la monnaie en circulation avait augmenté de 6,2 % sur la même période. (Tableau 1, Figure 11)

Malgré l'assouplissement significatif des contraintes prudentielles, la croissance du crédit a ralenti en 2020, affectant à la fois les entreprises publiques et privées. Afin de favoriser la croissance du crédit et de soutenir les entreprises, le coefficient de liquidité statutaire a été abaissé à 60 %, les réserves obligatoires de liquidité ont été suspendues, et la Banque d'Algérie (BdA) a ordonné aux banques de rééchelonner la dette des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 et de satisfaire pleinement leurs demandes de refinancement. Nonobstant ces mesures, la croissance du crédit est passée de 12,3 % en 2018 et de 9 % en 2019 à 3,1 % en 2020. La croissance du crédit aux entreprises publiques est passée de 15,2 % en 2018 et de 14,4 % en 2019 à 3,1 % en 2020, tandis que la croissance du crédit au secteur privé est passée de 10,2 % en 2018 à 4,2 % en 2019 puis à 3,1 % en 2020²⁶. À fin décembre 2020, la majeure partie du crédit (52 % du total) continue d'être allouée aux entreprises publiques, suivies par les entreprises privées (40 %) et les ménages (8 %). (Figure 12).

Au cours de l'année 2020, le dinar a perdu 9,8 % de sa valeur par rapport au dollar EU, et 17,7 % par rapport à l'euro, ce qui a eu un impact négatif sur les termes de l'échange de l'Algérie. À la suite de la baisse des prix du pétrole et des recettes extérieures de l'Algérie, le dinar s'est déprécié de 6,4 % par rapport au dollar EU en mars et

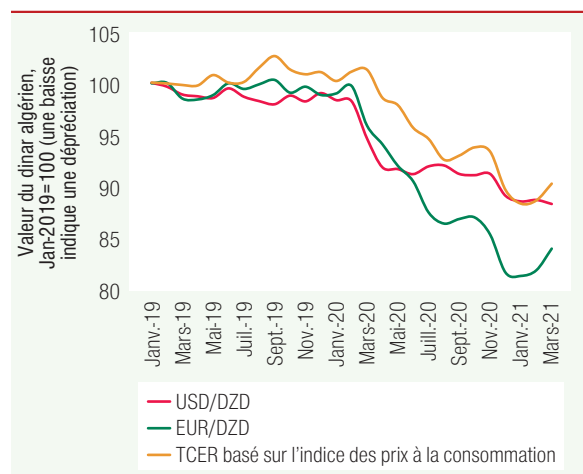
avril 2020, puis est resté globalement stable jusqu'en décembre 2020, date à laquelle il s'est déprécié de 2,3 % supplémentaires. Le dinar a également chuté par rapport à l'euro entre avril et août 2020, en raison de son appréciation par rapport au dollar EU. Avec le dollar EU comme monnaie de facturation des exportations d'hydrocarbures et plus de 50 % des importations en provenance d'Europe ou de Chine, la dépréciation plus prononcée du dollar par rapport à l'euro a eu un effet négatif sur les termes de l'échange de l'Algérie. Le taux de change effectif réel (TCER)²⁷ de l'Algérie a diminué de 11,1 % en 2020, sous l'effet d'une baisse de 13 % du taux de change effectif nominal (TCEN). En revanche, la valeur du dinar sur le marché parallèle est restée inchangée par rapport au dollar EU (autour de 172 DZD/USD) et à l'euro (autour de 201 DZD/EUR). (Figure 13).

²⁵ Les dépôts du secteur public ont diminué de 17,8 % en 2020 – reflétant ainsi la baisse des revenus des hydrocarbures - tandis que les dépôts des entreprises privées et des ménages ont augmenté respectivement de 10,6 % et 9 %.

²⁶ Ces données ont été extraites des statistiques monétaires et financières du FMI et sont conformes au communiqué de la BdA présentant une croissance du crédit de 2,6% pour les entreprises publiques, de 3,5 % pour les entreprises privées et de 4,2% pour les ménages (BdA, février 2021).

²⁷ Le TCER est une moyenne pondérée de la valeur de la devise du pays par rapport à celle de ses principaux partenaires commerciaux, ajustée par l'indice des prix à la consommation (IPC).

FIGURE 13 • Le dinar algérien s'est fortement déprécié en 2020...



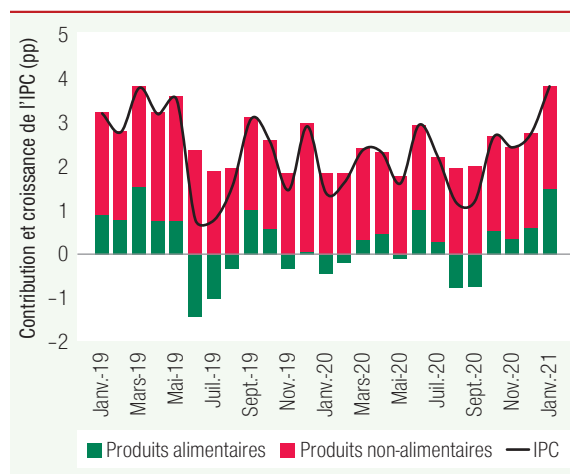
Source : FMI et Investing.com.

L'inflation mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) est restée contenue pendant la majeure partie de 2020, mais les pressions inflationnistes se sont intensifiées. L'IPC a augmenté de 2,8 % entre décembre 2019 et décembre 2020, la légère hausse des prix des denrées alimentaires sur cette période (+1,5 %) ayant été compensée par une augmentation plus prononcée du prix des produits non alimentaires (+3,7 %). Les données de janvier 2021 suggèrent une augmentation plus forte du prix des produits alimentaires et non alimentaires au début de 2021 (+3,4 % et +4,2 % par rapport à janvier 2020, respectivement). Plusieurs facteurs ont exercé des pressions à la hausse sur l'IPC en 2020, notamment la dépréciation du taux de change (qui a augmenté le prix des équipements, intrants intermédiaires et produits finaux importés), l'augmentation de la monnaie en circulation, ainsi que l'intensification de l'effort de rationalisation des subventions du lait et du blé²⁸. (Figure 14).

Secteur extérieur

Le déficit du compte courant s'est creusé en 2020 notamment en raison de la forte baisse de la valeur des exportations d'hydrocarbures au cours du premier semestre 2020. La baisse des volumes d'exportation d'hydrocarbures amorcée au premier trimestre 2020 a été exacerbée au deuxième trimestre

FIGURE 14 • ...et l'inflation a légèrement augmenté au début de 2021



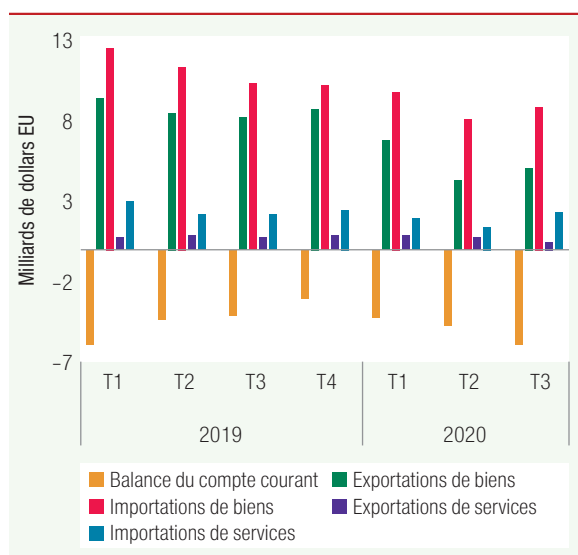
Source : ONS.

2020 par l'arrivée de la pandémie de COVID-19 qui a freiné la demande internationale de produits d'hydrocarbures tout en provoquant une forte baisse des prix internationaux du pétrole. Les importations ont également chuté de manière significative, en raison de la baisse de la demande intérieure, de la dépréciation du dinar algérien et de l'expansion des politiques de compression des importations entamées en 2018 dans le but de protéger les réserves de change²⁹. Les importa-

²⁸ En juin 2020, l'utilisation du lait en poudre subventionné a été limitée à la production de lait et de produits laitiers, et son utilisation par les opérateurs économiques (restaurants, cafés et autres établissements de boissons) a été interdite. (Décret exécutif n° 20=153 du 8 juin 2020). En août 2020, l'utilisation du blé subventionné a été limitée à la production de farine destinée à la vente directe aux boulangeries, aux établissements publics et aux consommateurs, et a été éliminée pour la production de farine destinée à être utilisée dans la transformation en d'autres types de farines, semoules et pâtes. (Décret exécutif n° 20-241 du 31 août 2020).

²⁹ Ces politiques comprennent une interdiction d'importer portant sur 45 groupes de produits en janvier 2018, suivie par l'imposition de droits additionnels provisoires de sauvegarde allant de 30 % à 200 % sur 1 095 lignes tarifaires. Depuis, des conditions administratives et de financement plus strictes pour les importations ont été imposées, tandis que les importations de services ont été découragées et que plusieurs contrats du secteur public avec des fournisseurs étrangers ont été résiliés.

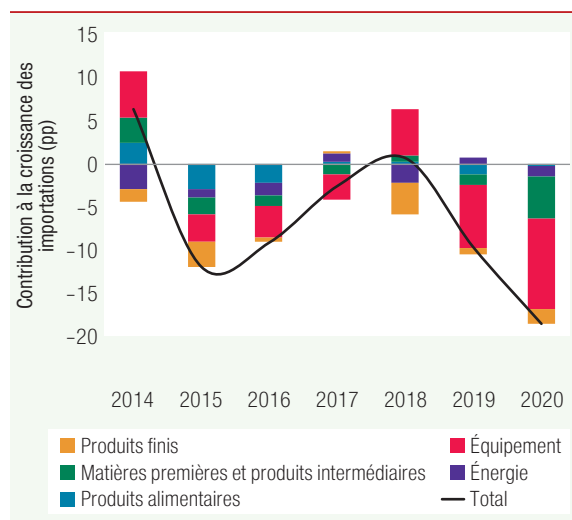
FIGURE 15 • Le déficit du compte courant s'est progressivement creusé...



Source : FMI.

tions de machines et d'équipements, ainsi que les importations de produits bruts et intermédiaires, ont chuté encore plus nettement qu'en 2019. Parallèlement, les résultats de l'enquête COVEPE suggèrent que 45% des entreprises ont des difficultés à s'approvisionner en intrants pour leur production. La baisse plus marquée des exportations par rapport aux importations, a creusé le déficit du compte courant malgré la dépréciation du dinar algérien par rapport au dollar EU. Au cours du troisième trimestre 2020, les importations et les exportations d'hydrocarbures se sont redressées simultanément avec une reprise partielle de l'activité intérieure et une augmentation de la production de gaz, entraînant ainsi une stabilisation de la balance commerciale des biens. Une forte détérioration de la

FIGURE 16 • ... et les importations de machines et d'équipements ont chuté sévèrement



Source : Direction générale des douanes de l'Algérie.

balance des services a cependant provoqué une nouvelle aggravation du déficit de la balance courante. En 2020, la détérioration du compte courant a entraîné une perte ininterrompue de réserves de change. À la fin 2020 elles se situaient à 46,9 milliards de dollars EU (soit -20,5% par rapport à fin 2019), soit 12,8 mois d'importations de biens et de services³⁰. (Figures 15 et 16).

³⁰ À fin janvier 2021, elles s'élevaient à 45,5 milliards de dollars EU, et à fin février elles avaient encore diminué, selon des sources officielles. Cette mesure exclut les Droits de Tirage Spéciaux.



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET RISQUES

La reprise économique mondiale s'installe en 2021, et l'économie algérienne devrait bénéficier du rebond de la demande d'hydrocarbures. La levée partielle mais durable des INP, surtout dans les pays développés ayant mis en place une vaccination de masse, a entraîné un rebond de la demande mondiale d'hydrocarbures et de la demande refoulée de biens durables, soutenant une reprise économique globale. Malgré le relèvement progressif prévu des quotas de production de l'OPEP+ en 2021, la production pétrolière moyenne de l'Algérie restera inchangée en 2021 par rapport à 2020, mais devrait progresser modestement en 2022. Une forte demande internationale de gaz en 2021 devrait entraîner une reprise soutenue de la production domestique de gaz³¹.

Dans l'intervalle, la reprise du segment hors-hydrocarbures de l'économie algérienne sera conditionnée par la cadence de vaccination. Alors qu'en Algérie la campagne de vaccination devrait s'intensifier progressivement au second semestre 2021, moins de 20 % de la population algé-

rienne devrait avoir été entièrement vaccinée à la fin 2021. Les INP devraient en conséquence rester partiellement en place et il est attendu que les Algériens continueront de faire preuve de prudence dans leurs activités quotidiennes en 2021, ce qui freinera le rebond du secteur des services et, en définitive, la reprise économique. En 2022, le lancement de la production domestique de vaccins et l'amélioration de leur disponibilité globale devraient permettre d'accélérer substantiellement les vaccinations et de lever durablement les INP.

À un horizon de court à moyen terme, l'investissement privé en Algérie devrait rester limité, les entreprises se remettant de la pandémie et continuant à être confrontées à une incertitude substantielle autant au niveau de l'économie que des politiques économiques. Avant même la pandémie

³¹ Dans notre scénario de base, les prix moyens du baril de pétrole algérien restent stables, à 63 dollars EU par baril, en 2021 et 2022.

de COVID-19, le secteur privé algérien souffrait d'une faible productivité, d'un secteur informel important, d'un fardeau réglementaire pesant, d'un accès limité au crédit et de difficultés à embaucher un personnel aux qualifications adaptées aux besoins des entreprises. Malgré le manque de données récentes (ex : comptes nationaux, données sur les entreprises, sur la confiance des consommateurs et des entreprises, ou sur la vaccination), il faut s'attendre à ce que la pandémie ait aggravé la situation et les perspectives financières des entreprises. L'accès à des données supplémentaires et plus ponctuelles, combiné à un plan à long terme de mise en œuvre des réformes nécessaires pour soutenir le développement du secteur privé, contribuerait à la reprise économique.

Un programme de réforme indispensable à l'appui du développement du secteur privé existe et est axé sur l'amélioration de l'environnement des affaires, mais son application n'est pas encore pleinement effective. Il s'agit notamment d'offrir des conditions plus favorables aux investisseurs internationaux dans le secteur des hydrocarbures, de supprimer la règle fixant un minimum de 51 % d'actionnariat national pour les entreprises opérant en Algérie (sauf dans des secteurs stratégiques de l'économie)³², la rationalisation des procédures administratives auxquelles sont soumis entreprises comme particuliers, la modernisation de la législation sur les investissements pour encourager la compétition, l'encouragement de partenariats public-privé ainsi que la stimulation du rôle du secteur bancaire dans le soutien à la croissance du secteur privé. Les autorités ont aussi mis l'accent sur la nécessité de favoriser la croissance des secteurs minier, des énergies renouvelables et pharmaceutique, ainsi que la mise à niveau de l'infrastructure numérique en support à l'accroissement de la productivité, l'inclusion et la résilience (voir Encadré 2). Le manque d'informations plus précises sur le programme de réforme et son calendrier se fait cependant toujours sentir, ce qui a un effet dissuasif sur l'investissement privé.

S'il est prévu que les dépenses publiques viendront soutenir la croissance en 2021, le retour du déficit sur une trajectoire viable nécessitera un assainissement budgétaire important. Selon le projet de Loi de finance rectificative pour 2021, les

investissements publics devraient reprendre en 2021, pour atteindre un niveau légèrement supérieur à celui de 2019 (+4,6 %)³³, tandis que les dépenses courantes devraient augmenter fortement par rapport à 2019 (+15,7 %), le recrutement d'employés dans le cadre de contrats de pré-embauche continuant à entraîner une expansion de la masse salariale dans le secteur public. Les interventions du Trésor (dits « en-dessous de la ligne »), dans un contexte d'augmentation du soutien aux banques et entreprises publiques, détérioreront l'équilibre budgétaire global. Les recettes publiques générées par les hydrocarbures devraient afficher une progression modérée en raison de la remontée des cours internationaux du pétrole et de la dépréciation du dinar algérien par rapport au dollar américain. En même temps, il est prévu que les recettes fiscales restent bridées par une activité économique relativement faible. Si le cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) inclus dans la Loi de finance 2021 ne prévoit qu'une augmentation nominale modérée des dépenses³⁴, il ne permet pas au déficit de renouer avec une trajectoire viable. Bien que des dépenses publiques contracycliques soient nécessaires en 2021 pour soutenir la reprise économique, l'accélération de la transition vers un modèle économique mené par le secteur privé sera essentielle pour s'éloigner d'une croissance dépendant des dépenses publiques, en particulier dans le contexte d'une baisse structurelle des revenus des hydrocarbures et d'un nombre important de nouveaux entrants sur le marché du travail chaque année. Afin d'éviter d'affecter négativement la croissance et le niveau de vie des populations

³² Le décret 21-145 (du 17 avril 2021) a identifié des secteurs dits « stratégiques » : 1/ mines, extraction et transport d'hydrocarbures ; 2/ industries mises en place par des entreprises publiques dirigées par l'armée ou liées à celles-ci ; 3/ transport ferroviaire, maritime et aérien et gestion des infrastructures routières ; 4/ industrie pharmaceutique.

³³ D'après le Ministère des Finances, 44 % des projets d'investissement ont été gelés en 2020 et 54 % de ces projets devraient reprendre.

³⁴ Dans le même temps, la Loi de finance rectificative pour 2021 relève les projections de dépenses publiques en 2021, ce qui devrait entraîner une révision à la hausse des agrégats de dépenses du CBMT.

vulnérables, une attention particulière devra être accordée à la qualité de l'ajustement fiscal à travers, par exemple, le maintien de la dépense sociale et la sélectivité dans le choix des projets d'investissement à mener.

Un équilibre délicat devra être établi entre la satisfaction des besoins de liquidité publics et privés, d'une part, et la préservation de la stabilité monétaire, d'autre part. Pour financer un déficit budgétaire global à deux chiffres en pourcentage du PIB, les autorités ont annoncé un retour aux mécanismes de financement via la BdA³⁵. Pendant ce temps, les bilans des entreprises privées comme publiques se sont fortement détériorés à la suite de l'imposition des INP et à la récession économique qui a suivi. En conséquence, les bilans des banques publiques ont été affectés, et les pressions pour de nouvelles mesures d'assouplissement monétaire, d'augmentation du crédit et de recapitalisation des banques se sont accrues. L'effet combiné et différé de la dépréciation du dinar par rapport au dollar américain, atténuant les déficits budgétaires et extérieurs mais renchérissant les prix à l'importation, et des injections monétaires, augmentera les pressions inflationnistes sur l'économie, qui en définitive pourraient détériorer le niveau de vie de la population.

Le passage à un modèle de croissance fondé sur le secteur privé sera également essentiel pour réduire l'important déficit extérieur du pays et protéger les réserves internationales. Le déficit du compte courant de l'Algérie devrait rester élevé, malgré des améliorations modérées en 2021 et 2022. La reprise des recettes d'exportation des hydrocarbures sera soutenue par l'augmentation du volume des exportations de gaz et des prix pétroliers internationaux, la croissance des exportations étant appelée à dépasser celle des importations. Ces dernières devraient être limitées par une demande intérieure en demi-teinte, ainsi que par la poursuite des politiques de compression des importations et la baisse du pouvoir d'achat du dinar algérien³⁶, mais leur croissance devrait s'intensifier avec la reprise de la demande intérieure. Il est à prévoir que la pression sur le prix et la disponibilité de produits importés augmente encore, ce qui relèverait les prix domestiques pour les producteurs, les entreprises et les consommateurs, ainsi que le coût des projets

d'investissement publics comme privés. Nonobstant la contraction modérée du déficit du compte courant, et dans l'hypothèse de flux limités en devises, les réserves de change devraient chuter de 46,9 milliards USD à fin 2020 à 30 milliards USD environ à fin 2021, ou 7,3 mois d'importations de biens et services.

Les dépenses de consommation privée ne reprendront que progressivement en raison de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs dans un contexte de baisse de revenus du travail et d'une augmentation attendue des prix à la consommation. Depuis 2017, la progression annuelle du PIB réel par habitant a été négative et la consommation privée réelle par habitant a stagné. En 2020, la récession économique a entraîné une augmentation substantielle du nombre de demandeurs d'emploi tandis que le nombre d'heures travaillées chutait, ce qui a donné lieu à une baisse importante du revenu du travail et donc du pouvoir d'achat des consommateurs. Cette situation sera renforcée par la dépréciation attendue et la poursuite des politiques de compression des importations, qui relèveront le prix des produits finaux importés ou dont la production utilise des intrants importés. Enfin, dans un contexte d'incertitude économique importante et vu le rythme modéré de la campagne de vaccination, des économies de précaution devraient également limiter la reprise de la consommation privée.

Selon le scénario de référence, il est prévu que la croissance du PIB atteigne 3,7 % en 2021 et 2,5 % en 2022, après une contraction estimée à 5,5 % en 2020.

Les principaux risques liés à nos prévisions de croissance et nos perspectives économiques à moyen terme sont les suivants :

1. **La détérioration de la situation sanitaire sur le plan national :** La progression lente des

³⁵ La BdA reprendrait les rachats de titres d'emprunts d'État tandis que des rachats de dettes des banques pourraient intervenir en échange de l'achat de titres d'emprunts d'État. (APS, novembre 2020).

³⁶ La Loi de finance 2021 table sur une poursuite de l'érosion du taux de change en 2021, 2022 et 2023.

vaccinations en 2021, associée à la levée des INP, incluant la réouverture partielle des frontières, pourrait exposer l'Algérie à une résurgence du nombre d'infections à COVID-19, et entraîner l'imposition de nouvelles INP. Ce cas de figure limiterait la fragile reprise du secteur hors-hydrocarbures. Dans notre scénario de base, nous supposons que la situation sanitaire restera telle qu'il ne sera pas nécessaire d'imposer à nouveau des INP.

2. **La reprise d'une mobilisation sociale de grande envergure.** Alors que le mouvement Hirak s'est dissipé après l'élection présidentielle de décembre 2019 et est resté relativement inactif pendant la pandémie de COVID-19, des mobilisations à échelle réduite sont réapparues en 2021, dans un contexte de difficultés économiques et d'inégalités croissantes (voir Chapitre 3). La reprise d'une mobilisation à grande échelle pourrait entraîner des perturbations de l'activité économique et augmenter l'incertitude, ce qui freinerait la croissance.
3. **Des recettes en devises inférieures aux prévisions,** causées par une demande et des prix des hydrocarbures moins élevés qu'attendu creuseraient les déficits budgétaire et extérieur, augmenteraient le risque d'un ajustement désordon-

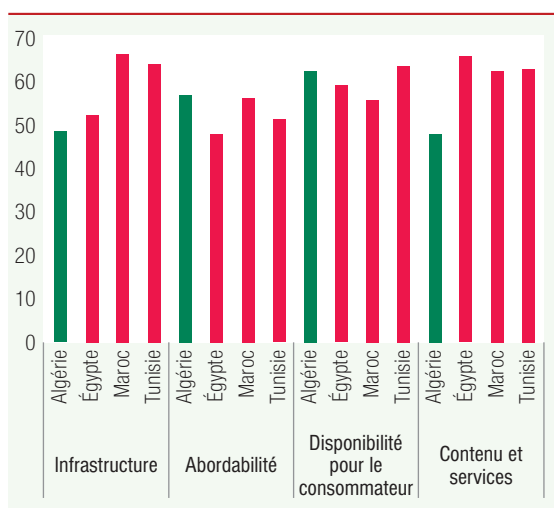
né (par ex. du taux de change ou la demande intérieure) en vue de protéger les réserves internationales³⁷. Dans notre scénario de base, il est prévu que ces dernières seront relativement minces d'ici à fin 2022. Des besoins de financement budgétaires plus importants pourraient aussi entraîner une absorption de la liquidité bancaire et la consolidation de l'investissement public, ce qui pourrait entraver la croissance.

4. **Une réaction insuffisante du secteur privé.** Une progression insuffisante de la mise en œuvre des réformes et politiques structurelles à l'appui d'une reprise durable du secteur privé menacerait la croissance et retarderait la transformation structurelle de l'économie algérienne en vue de diminuer sa dépendance aux recettes liées aux hydrocarbures.

³⁷ L'augmentation de la part du marché européen du gaz détenue par l'Algérie pourrait ne pas se maintenir, car elle est en partie due à des facteurs conjoncturels, à savoir la réorientation des expéditions mondiales de GNL à destination des marchés asiatiques dans un contexte d'augmentation des prix sur ces marchés, et la mise en maintenance de l'unique usine de transformation de GNL de Norvège causant une baisse des exportations norvégiennes de GNL.

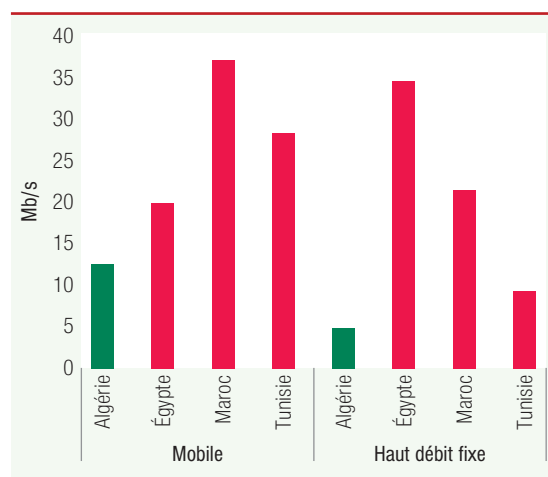
ENCADRÉ 2 : EXPLOITER LES OUTILS NUMÉRIQUES POUR UNE REPRISE INCLUSIVE ET RÉSILIENTE

FIGURE 17 • Indice de connectivité mobile, 2019



Source : GSMA.

FIGURE 18 • Les vitesses moyennes de téléchargement sont inférieures en Algérie



Source : Ookla, indice mondial Speedtest.

La transformation numérique est un outil essentiel pour permettre à un pays de sauter des étapes pour parvenir à des niveaux de productivité plus élevés, et la crise de la COVID-19 a mis en lumière son rôle vital dans la société et pour favoriser une plus grande résilience économique. Pendant le confinement, elle a permis le travail à domicile, aux étudiants de suivre leurs cours en ligne et aux gouvernements de fournir des services essentiels par le biais de plateformes numériques. Des Enquêtes sur le Pouls des Entreprises COVID-19 menées dans le monde entier depuis le début de la pandémie signalent une dépendance accrue vis-à-vis des outils numériques (utilisation d'Internet, médias sociaux en ligne, applications spécialisées et plateformes numériques), notamment pour appuyer les activités des entreprises. La fracture numérique entre entreprises subsiste cependant et il a été démontré qu'elle était plus prononcée dans les pays de la région MENA que dans d'autres régions en développement. Les entraves à l'adoption de la technologie numérique et à l'innovation en la matière dans la région comprennent : (i) le degré élevé d'informalité ; (ii) le manque de solutions de paiement numérique ; (iii) le manque d'incitations à l'innovation ; et (iv) des infrastructures numériques sous-développées et coûteuses (Mohammed et autres, 2021).

Pour recueillir les fruits de la transformation numérique^a et permettre l'augmentation nécessaire du trafic Internet dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (entre +20 % et +50 %), les infrastructures numériques doivent être suffisamment bien développées, en particulier l'infrastructure à haut débit. Cela signifie que l'infrastructure mobile haut débit ne doit pas seulement être largement diffusée, même dans les zones isolées, mais aussi reposer sur la fibre optique (au niveau des liaisons terrestres) afin de fournir une bonne qualité de services, dans un contexte de trafic mobile accru et de congestion. En outre, et afin d'éviter de concentrer tout le trafic sur les réseaux mobiles, l'infrastructure haut débit fixe doit être bien développée, en particulier dans les zones urbaines, afin de mieux répondre aux besoins des entreprises et des administrations. En Algérie, l'indice de connectivité mobile révèle que malgré des consommateurs relativement avertis ainsi que des prix avantageux, l'infrastructure numérique est à la traîne par rapport aux pays pairs comme l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, ce qui explique en partie le moindre développement des contenus et des services.^b Les réseaux haut débit en Algérie sont confrontés à des interruptions de service régulières, et offrent aux consommateurs une qualité de service modeste, ce qui a été exacerbé par la crise de la COVID-19.

Les vitesses des communications à haut débit mobiles comme fixes sont inférieures à celles qu'on observe dans le reste de la région Maghreb (Figure 18), bien que l'Algérie ait engagé d'importants investissements publics dans le développement de réseaux de fibre optique, avec un réseau fédérateur d'environ 80 000 km, ce qui pourrait positionner le pays en leader régional de la connectivité numérique. Cependant, le partage des infrastructures entre les acteurs du marché reste limité, pour deux raisons principales. Premièrement, Algérie Télécom n'est pas suffisamment réglementée pour permettre l'accès de ses concurrents, et à des conditions raisonnables. Deuxièmement, la Compagnie des Infrastructures de Télécom Algérie (COMINTA/CITA) en charge de la commercialisation de l'infrastructure de fibre optique excédentaire détenue par des entreprises publiques ne traite en pratique qu'avec Algérie Télécom, excluant tout autre concurrent. Cela réduit les opportunités d'économies d'investissement pour les prestataires de services de connectivité, les fournisseurs d'infrastructure numérique et les utilisateurs d'infrastructures informatiques de la sphère économique. La concurrence

(suite à la page suivante)

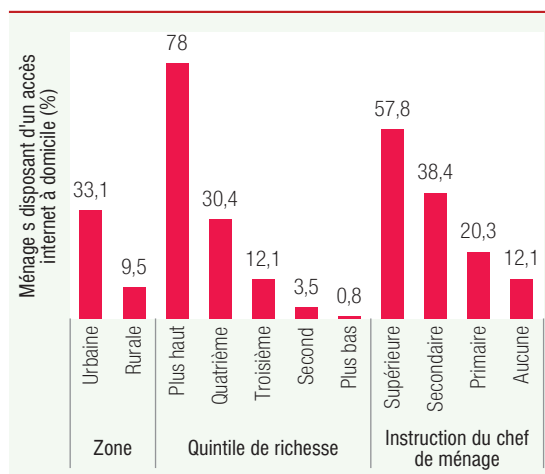
ENCADRÉ 2 : EXPLOITER LES OUTILS NUMÉRIQUES POUR UNE REPRISE INCLUSIVE ET RÉSILIENTE

en matière de communication internationale et de données est nécessaire pour faciliter l'émergence de nouveaux acteurs sur le marché, et à terme réduire le coût et améliorer la qualité de l'accès à Internet, tout en promouvant l'emploi des jeunes.

Pour soutenir une reprise inclusive et tirer tous les bénéfices du numérique, l'accès aux services numériques doit aussi être large et accessible aux groupes à plus faible revenu. Le classement de l'Algérie à l'indice Individuals Using Internet (Particuliers utilisant Internet) et la pénétration mobile se sont substantiellement améliorés ces dernières années. En particulier la pénétration mobile a connu une progression notable, surtout auprès des jeunes. Nonobstant cette amélioration, les réseaux 3G fournissant une couverture à 90 % de la population, les réseaux 4G couvraient 67 % de la population à fin 2019 et seulement 4 % de la population âgée de 15 ans et plus possède un abonnement à la 4G (1,2 million sur le plan national), ce qui place l'Algérie derrière ses pairs régionaux.^c L'accès aux services numériques est inégal, ce qui limite les progrès vers une économie numérique plus inclusive. Les femmes, les personnes les moins instruites et celles qui vivent dans des zones isolées, disposent d'un moindre accès aux TIC, celui-ci restant limité par des contraintes de prix. On estime à 75 % environ la proportion des ménages algériens qui n'ont pas accès à Internet à leur domicile, un fossé substantiel existant en termes d'accès à Internet à domicile entre les ménages les plus riches et les plus pauvres. (Figure 19).

L'État algérien a récemment lancé un programme ambitieux de réforme de la numérisation, qui nécessiterait des améliorations de l'infrastructure numérique. Une nouvelle Agence nationale du numérique et une Stratégie nationale du numérique ont été lancées et le Plan d'action gouvernementale 2020 entend améliorer la performance de l'administration publique, notamment par le biais de l'amélioration des services numériques. Le Plan porte également sur la nécessité d'optimiser l'infrastructure existante et d'augmenter les investissements afin d'améliorer l'accès de la population aux services Internet et l'accessibilité financière de ceux-ci. L'exécution de ce plan ambitieux soutiendrait à son tour l'objectif des autorités d'encourager une croissance tirée par le secteur privé et la transformation structurelle de l'économie algérienne.

FIGURE 19 • L'accès à Internet à domicile est très inégal



Source : MICS 6 (2018-2019).

^a Se reporter à *Digitizing infrastructure: Technologies and models to foster transformation* (Numériser les infrastructures: technologies et modèles pour favoriser la transformation, Banque mondiale, 2021).

^b L'Indice de connectivité mobile de la GSMA est un indice composite constitué de 41 indicateurs pondérés organisés suivant quatre axes, à savoir infrastructure, accessibilité financière, disposition des consommateurs à l'adoption et contenu et services.

^c Estimations GSMA.



EFFETS DE LA COVID-19 SUR LES INÉGALITÉS DANS LA RÉGION MENA ET EN ALGÉRIE

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés disproportionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

Introduction

Les effets socio-économiques de la pandémie de COVID-19 sont sans précédent et beaucoup

plus prononcés dans les groupes à faible revenu.

En plus de son impact dévastateur sur le bien-être physique et mental et le décès prématuré de millions de personnes, la pandémie de COVID-19 a précipité

des économies entières dans le chaos et bouleversé les moyens d'existence de beaucoup. Depuis le début de l'épidémie, quelque 112 millions de cas de COVID-19 ont été signalés, dont plus de 2 millions de décès³⁸.

Avec la disponibilité croissante d'informations, il devient manifeste que les effets négatifs de la COVID-19 affectent de manière disproportionnée les populations déjà défavorisées et vulnérables avant la pandémie³⁹. Dans la région MENA, la crise induite par la COVID-19 est le quatrième choc majeur à ébranler la région en une décennie, après le Printemps arabe de 2010-2011, la baisse des cours mondiaux du pétrole en 2014-2016 et la résurgence, en 2019, des manifestations dans les pays qui avaient échappé à la première vague de contestation en 2010-2011⁴⁰.

Ces éléments suggèrent également que les réactions rapides des autorités de la région ne peuvent pallier que partiellement les effets de la pandémie sur les plus vulnérables. En Algérie, les autorités ont rapidement mis en œuvre une série de mesures de protection de la santé publique et de soutien aux ménages vulnérables, notamment par une allocation de solidarité, une aide en nature aux ménages vulnérables et par l'extension du programme de subventions de solidarité appliqué en période de Ramadan⁴¹. Les informations provenant de la région suggèrent toutefois que l'efficacité de ces mesures d'atténuation est limitée par l'importance du secteur informel et un ciblage imparfait des programmes d'appui, ce qui illustre l'importance de la production de données ponctuelles et complètes sur le bien-être des ménages.

Pourquoi les inégalités augmentent du fait de la COVID-19

Les informations collectées dans le monde entier suggèrent que ce qui caractérise les ménages pauvres les rend plus vulnérables aux conséquences négatives de la COVID. Les pauvres vivent plus fréquemment au sein de ménages multigénérationnels, ce qui augmente les risques de transmission aux aînés vulnérables qui ne peuvent pas être isolés des interactions avec les autres personnes vivant au foyer. Au travail, ils ont plus de chances d'avoir des

activités en contact direct avec le client et moins de chances de recevoir un équipement de protection adéquat, ce qui augmente leur risque d'exposition. Ceux-ci tendent à avoir plus de problèmes de santé chroniques sous-jacents, comme l'atteste la corrélation prononcée entre espérance de vie et aisance financière⁴². En outre, les pauvres peuvent disposer d'un moindre accès aux soins, les obstacles majeurs étant notamment que le coût des consultations et les frais de traitement dépassent leurs moyens financiers. Même dans les pays où les soins médicaux sont dispensés gratuitement, on observe que la COVID-19 est devenue une maladie de pauvre⁴³.

Par ailleurs, du point de vue économique, les personnes pauvres restent plus vulnérables aux conséquences négatives de la COVID-19 que les personnes plus aisées, que ce soit du fait de la perte de revenus liée aux périodes de confinement, de dépenses de santé inattendues ou parce que les citoyens pauvres ont moins accès aux filets de protection sociale. Dans les pays à faible revenu, un emploi sur 26 seulement peut être adapté au télétravail, contre un sur cinq au niveau mondial⁴⁴. Dans chaque pays, la capacité à télétravailler est corrélée avec le revenu, les emplois en col blanc étant plus adaptés à une pratique à domicile. Les travailleurs pauvres et les moins instruits, au contraire, tendent

³⁸ Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (CEPCM), 2021. Le CEPCM utilise de multiples sources d'information pour chaque pays. Les sources d'informations sont les Ministères de la Santé ou les Instituts nationaux de santé publique. Les données obtenues sont systématiquement recoupées avec les données de l'OMS.

³⁹ Hill et Narayan, 2020; Oxfam International, 2021.

⁴⁰ Yahya, 2020.

⁴¹ Banque mondiale, janvier 2020.

⁴² Isaacs et Choudhury (2017), par exemple, ont établi qu'aux États-Unis, les hommes américains les plus riches vivent 12 ans de plus que les hommes les plus pauvres, tandis que les femmes américaines les plus riches vivent 10 ans de plus que les femmes les plus pauvres.

⁴³ Au Royaume-Uni, l'Office for National Statistics (Bureau national de la statistique) montre que les personnes vivant dans les quartiers les plus défavorisés ont deux fois plus de risques de mourir de la COVID que celles qui vivent dans les quartiers les moins défavorisés.

⁴⁴ Sanchez et autres, 2020.

à exercer dans des secteurs où la distanciation sociale est difficile à respecter comme dans le bâtiment, l'industrie manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre et le petit commerce de détail ; ils risquent donc plus de contracter le virus et de perdre leur emploi de ce fait. Les travailleurs pauvres ont moins de chances d'avoir accès à la sécurité sociale, car ils exercent principalement dans le secteur informel, et ils ont moins de chances de travailler dans le secteur public qui, contrairement au secteur privé, a maintenu ses effectifs et continué à verser les salaires (même si c'est au prix de réductions de salaire dans certains cas).

Éléments probants en provenance de la région MENA

Les éléments fournis par des Enquêtes téléphoniques à fréquence élevée menées dans la région MENA illustrent que les tendances mondiales décrites plus haut selon lesquelles les ménages pauvres risquent plus de déclarer une détérioration de leurs conditions de vie valent pour les ménages de la sous-région. Depuis l'apparition de la COVID-19, de nombreuses agences statistiques de la région recueillent des données par enquête téléphonique afin d'évaluer les impacts socio-économiques de la crise sur les ménages. Il convient de mentionner le cas de la Tunisie, qui a mené cinq vagues d'Enquêtes téléphoniques à fréquence élevée entre avril et octobre 2020. Les données en provenance de la Tunisie sont uniques en ce qu'elles permettent d'analyser les effets de la pandémie dans le temps, tout en prenant en considération différentes caractéristiques des ménages, dont le niveau d'aisance financière du ménage avant la pandémie. Les résultats de ce travail confirment que les ménages pauvres et plus vulnérables risquent plus de déclarer une détérioration de leur bien-être par rapport au mois précédant l'entretien⁴⁵. La Figure 20 montre que la probabilité pour qu'un répondant fasse état d'une détérioration de ses conditions de vie est plus importante chez les personnes les moins instruites, les jeunes, les répondants sans emploi, les travailleurs indépendants, les employeurs ou les répondants contribuant à l'activité familiale que chez les fonctionnaires. Les salariés qui n'ont perçu aucun salaire ou un salaire ré-

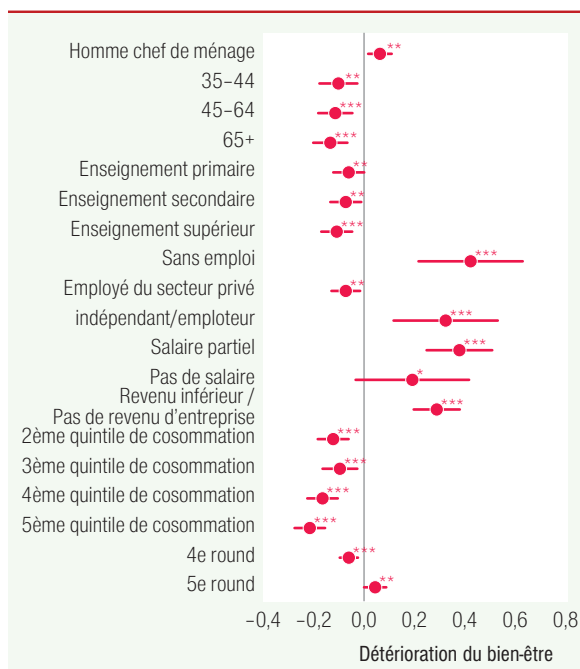
duit font également état d'une dégradation de leurs conditions de vie. Enfin, si l'on étudie les niveaux de bien-être des ménages mesurés avant la pandémie, les ménages plus aisés étaient moins susceptibles de faire état d'une détérioration de leurs conditions de vie que les plus pauvres. Les résultats obtenus pour la Tunisie peuvent être observés dans tous les pays de la région.

D'autres enquêtes menées dans la région MENA, notamment au Maroc, en Égypte, à Djibouti, en Irak, en Libye, au Liban et en Palestine, confirment que les ménages les plus pauvres sont plus à risque de perdre leur revenu en raison de la pandémie de COVID-19⁴⁶. Ces enquêtes démontrent également que les mesures d'atténuation sont limitées dans leur portée et ne suffisent pas à éviter une augmentation significative de la pauvreté. Relativement peu de ménages ont bénéficié des programmes de transfert d'allocations en espèces, une raison importante étant que beaucoup d'entre eux exercent leur activité dans le secteur informel et ne sont pas admissibles aux prestations des régimes de sécurité sociale existants (Figure 21). Alors que ces programmes ont été conçus pour cibler les pauvres, les systèmes de transfert d'allocations les plus étendus ne sont parvenus à toucher que 25 % d'entre eux. En conséquence, la proportion des ménages de la région MENA faisant état d'insécurité alimentaire a atteint des niveaux considérables. Jusqu'à 42 % des ménages en Palestine, 26 % à Djibouti et 16 % en Tunisie ont fait état d'une baisse de leur consommation alimentaire par rapport à la période antérieure au début de la pandémie. En Irak, près de la moitié des ménages ont appliqué au moins une stratégie d'adaptation négative (comme la vente de biens du ménage) pour s'assurer que la famille ait suffisamment à manger. La seule exception provient du Maroc où le programme de transfert d'allocations en es-

⁴⁵ Alfani et autres, 2021. Un modèle de probabilité linéaire est estimé au niveau des ménages. Ce modèle tient compte simultanément du type d'emploi et de caractéristiques individuelles supplémentaires. La variable dépendante est une variable binaire égale à un si un ménage fait état d'une détérioration de ses conditions de vie par rapport au mois précédant l'entretien.

⁴⁶ Nguyen et Gansey, 2021.

FIGURE 20 • Probabilité de déclaration d'une détérioration des conditions de vie par rapport au mois précédent l'entretien en Tunisie, 2020



Source : Alfani et autres, 2021. Estimation fondée sur des données provenant de l'Enquête téléphonique auprès des ménages pour étudier et suivre l'impact de la COVID-19 sur le quotidien des Tunisiens, INS et BM.
Remarque : Coefficients d'estimation du modèle de probabilité linéaire. Catégories de référence : 15-34 ; sans instruction ; salarié du secteur public ; salaire plein, revenu des activités commerciales identique ou supérieure à l'habitude ; Quintile 1 ; Round 3.

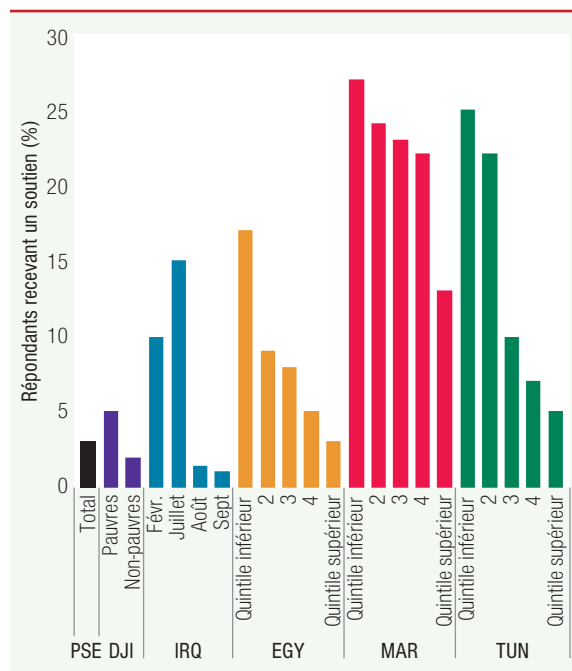
pèces a atteint 5,2 millions de personnes qui avaient perdu leur emploi dans le secteur informel et demandé une aide publique⁴⁷.

L'impact de la COVID-19 sur les inégalités en Algérie

Aucune donnée ne mesure directement l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le bien-être des Algériens, mais en supposant que la situation des autres pays de la région s'applique, les données existantes peuvent être exploitées pour enquêter sur l'impact probable de la COVID-19 sur l'inégalité en Algérie.

Des obligations professionnelles qui ne peuvent pas être acquittées à distance, un accès très limité à Internet et le manque d'équipement rendent le travail à distance virtuellement impossible pour les personnes vulnérables. La capacité

FIGURE 21 • Part des répondants aux enquêtes téléphoniques à fréquence élevée recevant un soutien dans le cadre des programmes publics de transfert d'allocations en espèces à la suite de la COVID-19, par quintile de consommation, 2020



Source : BM et instituts de la statistique de Palestine, Djibouti, Irak, Égypte, Maroc et Tunisie (mars à octobre 2020).

à s'acquitter de son travail depuis son domicile constitue un facteur déterminant de la vulnérabilité des ménages, compte tenu du grand nombre de fermetures, des restrictions de la mobilité et des politiques de distanciation sociale. La faisabilité du travail à domicile pour la grande majorité des professions, à son tour, risque de dépendre de l'accès à Internet⁴⁸ et est compliquée par la qualité et le coût de l'accès à l'infrastructure numérique (voir Encadré 2, Chapitre 2). Alors que 26 % des Algériens disposent d'Internet à leur domicile, un pour cent seulement a accès à Internet et six pour cent à un ordinateur personnel dans le quintile inférieur (voir Figure 22). Le niveau d'instruction constitue également un prédicteur fort de la capacité d'une personne à travailler depuis son domi-

⁴⁷ Lopez-Acevedo et autres, 2021.

⁴⁸ Banque mondiale, 2016.

ENCADRÉ 3 : LA SIXIÈME ENQUÊTE PAR GRAPPES À INDICATEURS MULTIPLES (MICS6)

L'Enquête par Grappes à Indicateurs Multiples (MICS) est un programme international développé par l'UNICEF depuis 1995 afin d'appuyer les pays à disposer des données nécessaires pour le suivi des indicateurs clés relatifs à la situation des femmes et des enfants. L'Algérie fait partie des 60 pays engagés dans l'initiative MICS depuis son lancement en 1995, ayant réalisé successivement cinq éditions : MICS1 (1995), MICS2 (2000), MICS3 (2006), MICS4 (2012-2013), et MICS6 (2018-2019)

Cette sixième édition de l'enquête par grappes à indicateurs multiples est coordonné par le Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière et mise en œuvre en partenariat avec l'UNICEF, avec le concours du Fonds des Nations Unies pour la Population, et l'assistance technique de l'Office National des Statistiques. L'enquête de terrain s'est étalée de décembre 2018 à avril 2019, et l'enquête a fourni près de 200 indicateurs qui sont désagrégés par Espaces de Programmation Territoriale (EPT, au nombre de 9), strate de résidence (urbain/rural), sexe, niveau d'éducation, âge et indice de bien être.

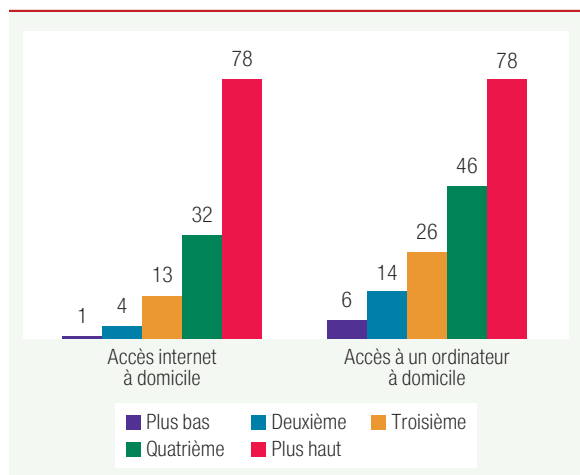
Cinq questionnaires ont été utilisés dans l'enquête MICS Algérie et adaptés au contexte national et aux besoins de Algérie:

- Un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, le ménage, et le logement (près de 30 000 répondants)
- Un questionnaire administré à toutes les femmes âgées de 15-49 ans (plus de 35 000 répondants)
- Un questionnaire se rapportant aux enfants de moins de 5 ans (près de 15 000 répondants)
- Un nouveau questionnaire individuel se rapportant aux enfants âgés de 5-17 ans (plus de 17 000 répondants)
- Un questionnaire d'analyse de la qualité de l'eau que boivent les membres du ménage (plus de 4 000 répondants)

Parmi les nouveautés intégrées dans l'enquête MICS Algérie, il y a lieu de citer les tests de qualité de l'eau, l'accès aux transferts sociaux, l'incapacité et le fonctionnement des enfants et des femmes. Aussi, des modules nationaux ont été développés et intégrés, dont l'activité économique des 15 ans et plus, la morbidité chronique et la mortalité générale, les déchets ménagers, la santé orale, et les accidents chez les 5-17 ans.

Source : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)

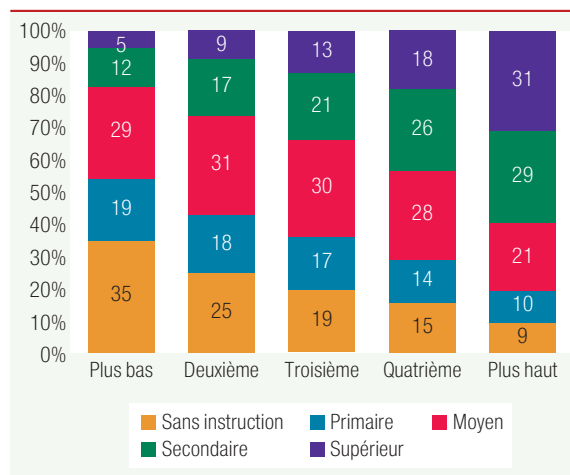
FIGURE 22 • Accès à Internet et à un ordinateur à domicile, par quintile de richesse, en % des individus



Source : Calculs des auteurs sur la base de MICS 6 (2019).

cile⁴⁹. La population du quintile inférieur est fortement défavorisée à cet égard, avec 53 % disposant d'une instruction primaire ou d'aucune instruction formelle (voir Figure 23). Comme d'autres pays à revenu in-

FIGURE 23 • Plus haut niveau d'instruction atteint par quintile de richesse, en % des adultes

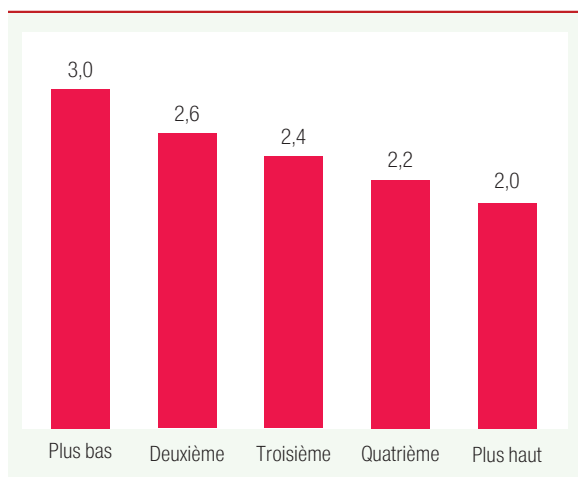


Source : Calcul des auteurs sur la base de MICS 6 (2019).

termédiaire de la tranche supérieure, l'Algérie semble très inégale en termes de part des emplois possibles

⁴⁹ Sanchez et autres (2020).

FIGURE 24 • Nombre moyen de personnes par chambre par quintile de richesse



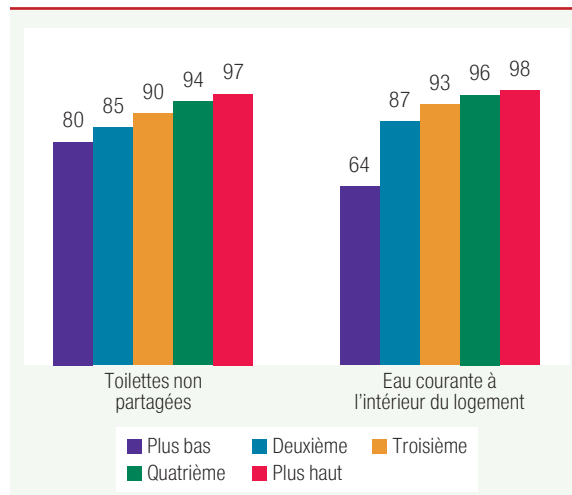
Source : Calcul des auteurs sur la base de MICS 6 (2019).

à domicile par quintile, avec presque aucun emploi de ce type pour les deux premiers quintiles de revenu et 40–50 % d’emplois possibles à distance pour le quintile supérieur (Sanchez et autres, 2020).

Les Algériens pauvres et vulnérables vivent dans des conditions de promiscuité accrue, disposent d’installations sanitaires de moins bonne qualité et souffrent du manque d’accès à l’eau courante à l’intérieur de leurs logements, ce qui les rend plus susceptibles aux contaminations. Les Algériens les plus pauvres vivent dans des conditions de promiscuité avec trois personnes par chambre, en moyenne, contre deux, en moyenne, pour les ménages plus aisés (voir Figure 24). De même, un ménage sur cinq du quintile inférieur en matière de bien-être⁵⁰ partage des installations sanitaires avec d’autres ménages (voir Figure 25), ce qui les expose probablement plus aux contaminations. En outre, seuls 64 % des ménages du quintile inférieur ont accès à l’eau du robinet à l’intérieur de leur logement, contre un accès de 98 % pour les ménages du quintile supérieur.

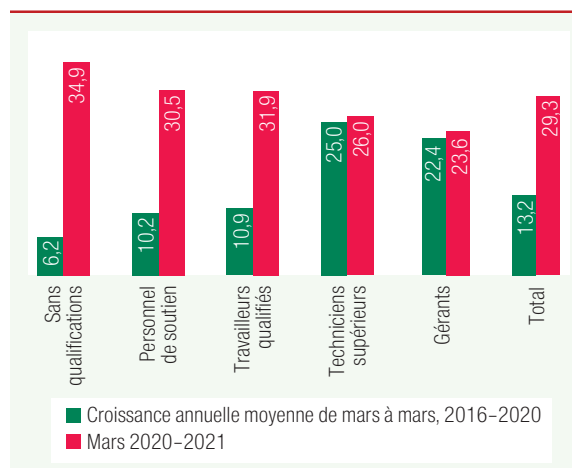
Les données de l’ANEM démontrent que les employés moins qualifiés ont perdu leur emploi de manière disproportionnée au cours de la pandémie. Entre mars 2020 et mars 2021, le nombre de demandeurs d’emploi parmi les travailleurs non qualifiés a enregistré une augmentation nettement supérieure à celui des demandeurs d’emploi qualifiés, ce qui n’est pas conforme aux tendances récentes. (Figure 26). Le

FIGURE 25 • Conditions de vie des ménages par quintile de richesse, en % des ménages



Source : Calculs des auteurs sur la base de MICS 6 (2019).

FIGURE 26 • Augmentation annuelle du nombre de demandeurs d’emploi, par niveau de qualification (%)



Source : ANEM.

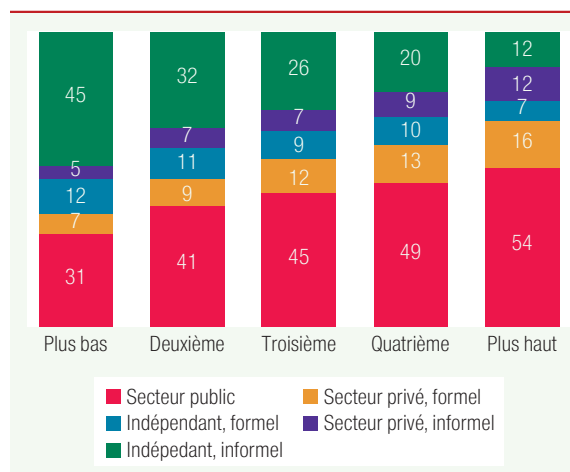
⁵⁰ En raison du manque de données sur les revenus ou la consommation en Algérie, une approche d’indice de richesse, basé sur les biens ménagers, a été utilisée pour estimer le bien-être des ménages à partir de données MICS 6 (2019). Il est établi sur la base de l’approche de l’Analyse en Composantes Principales (ACP) utilisant des informations sur les conditions de vie et la propriété de biens des ménages, suivant Filmer et Pritchett (2001).

nombre de demandeurs d'emploi sans qualification a augmenté de 35 % entre mars 2020 et mars 2021, contre une augmentation de 31 % pour le personnel de soutien et les ouvriers spécialisés, 26 % pour les techniciens supérieurs et 24 % pour les cadres. L'excédent d'offre de main-d'œuvre pour les postes faiblement qualifiés devrait exercer une pression à la baisse sur les salaires sur un horizon de court à moyen terme.

La concentration des travailleurs indépendants et informels dans le quintile inférieur suggère également qu'en Algérie, les ménages les plus pauvres risquent plus d'être affectés par la COVID-19. Le cas de la Tunisie montre que les travailleurs indépendants et informels comptent parmi les plus vulnérables à une détérioration de leurs conditions de vie au cours de la pandémie. En Algérie, 35 % de la population occupée est indépendante et 34 % se concentre sur le segment informel. La distribution des travailleurs indépendants et informels est inégale entre les quintiles. De fait, on dénombre 57 % d'indépendants dans le quintile inférieur (la plupart d'entre eux relevant du secteur informel) et 19 % seulement dans le quintile supérieur (voir Figure 27). Les travailleurs informels représentent 50 % de la population occupée dans le quintile inférieur, contre 24 % dans le quintile supérieur.

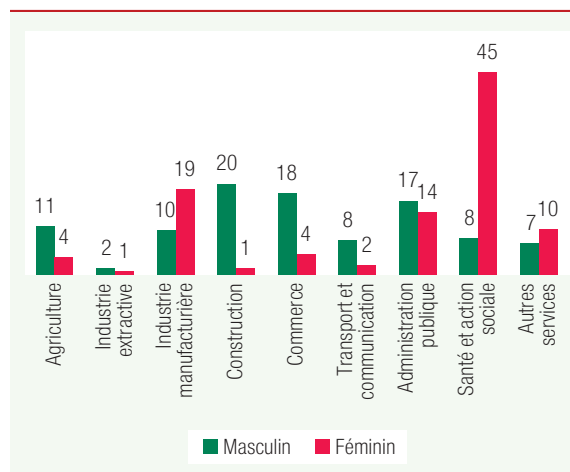
Les femmes algériennes actives ont également été exposées de manière disproportionnée à la pandémie de COVID-19. Environ 45 % des femmes actives se concentrent dans les secteurs de la santé et des services sociaux, ce qui les expose à un risque élevé d'infection par la COVID-19⁵¹ (Figure 28). Bien que des données récentes sur la main-d'œuvre restent indisponibles, le resserrement du marché du travail devrait affecter de manière disproportionnée les femmes engagées dans le marché du travail, qui souffraient déjà d'un taux de chômage plus élevé que leurs homologues masculins avant le début de la pandémie (20 % pour les femmes contre 9 % pour les hommes) (Figure 29). Comme l'atteste l'expérience antérieure, les femmes qui perdent leur emploi dans une période de tension sur le marché du travail ont beaucoup plus de difficultés à en retrouver que leurs homologues masculins. Cette difficulté a inévitablement des conséquences négatives sur le bien-être des femmes et, à terme, des ménages, car

FIGURE 27 • Type d'emploi par quintile de l'indice des biens ménagers, 2019



Source : Calculs des auteurs sur la base de MICS 6 (2019).
Remarque : L'emploi informel est défini comme l'emploi non couvert par l'assurance sociale.

FIGURE 28 • Répartition de la population active par secteur (%), 2019

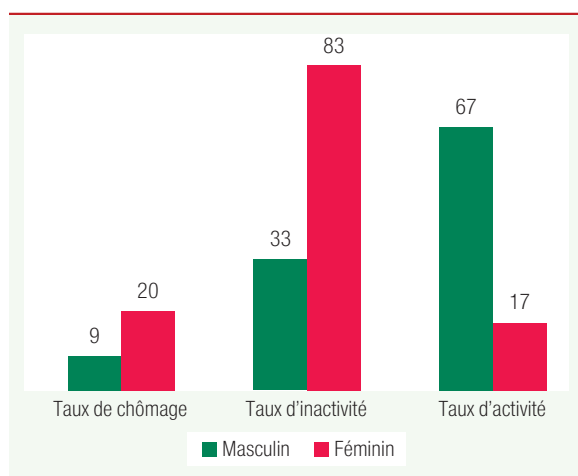


Remarque : L'administration publique exclut les services de santé.
Source : Enquête sur les forces de travail (EFT) 2019.

l'Algérie connaît une baisse du nombre de ménages à double revenu.

⁵¹ L'Office national de statistiques britannique a créé une estimation de l'exposition aux maladies génériques et de la proximité physique avec les tiers pour les professions au Royaume-Uni, en se fondant sur une analyse américaine de ces facteurs.

FIGURE 29 • Situation de la main-d'œuvre par genre (%), 2019



Source : EFT 2019.

Les effets prolongés sur les inégalités

Compte tenu des importantes politiques d'ajustement macroéconomique et budgétaire à venir, des mécanismes de compensation ciblés et généraux devront être introduits afin d'éviter d'affecter de manière disproportionnée les plus vulnérables. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les défis pour les finances publiques algériennes et augmenté le besoin de consolidation des dépenses (voir Chapitre 2) ; elle devrait entraîner une baisse des investissements publics et une accélération de l'effort en cours de réforme des subventions. Selon le ministère des Finances, 44 % des projets d'investissement public ont effectivement été gelés en 2020 et 54 % seulement devraient reprendre d'ici à 2022⁵². Si l'investissement public représente 35 % du total des investissements dans le pays, plus de la moitié des dépenses d'investissement revêtent la forme d'activités de construction⁵³. Compte tenu de la forte concentration des travailleurs à faible qualification et les travailleurs informels dans le secteur de la construction, l'effet de la contraction des investissements publics affecte de manière disproportionnée ce segment vul-

nérable de la population. En outre, la réforme nécessaire des subventions publiques, qui a débuté après le choc pétrolier de 2014, a repris en 2020 et pourrait connaître une accélération. Les taxes sur les produits pétroliers ont été à nouveau relevées par la Loi de finance rectificative de 2020⁵⁴, tandis que des politiques visant à rationaliser les subventions sur le blé et le lait ont été mises en place au cours de l'été 2020 (voir Chapitre 1). Bien qu'aucune estimation récente ne soit disponible, les produits alimentaires représentent généralement une plus forte proportion du panier de consommation des ménages à bas revenu qui, en l'absence de compensation suffisante, seront affectés de manière disproportionnée⁵⁵. Enfin, conformément à la Loi de finance 2021, la devise algérienne devrait se déprécier considérablement entre 2021 et 2023, ce qui réduira les importants besoins de financement externe et budgétaire, mais relèvera le prix des biens et services importés et augmentera les pressions inflationnistes sur l'économie. Parmi les ménages algériens, les plus vulnérables seront les moins à même d'absorber le choc subi par leur pouvoir d'achat réel, et la hausse de l'inflation dégradera leurs conditions de vie de manière plus marquée que pour les ménages plus aisés. En outre, l'introduction rapide de mécanismes de compensation ciblée permettrait d'atténuer l'effet des réformes à venir sur les segments les plus vulnérables de la population.

⁵² La Loi de finances rectificative de 2021 projette aussi une baisse de l'investissement public en termes réels entre 2022 et 2023.

⁵³ 99 % de l'activité de construction sont générés par des dépenses d'investissement (ONS, 2020).

⁵⁴ Si les prix des produits pétroliers ont été relevés par les Lois de finances 2016, 2017 et 2018, la Loi de finance 2019 et la Loi de finance initiale 2020 n'avaient pas prévu de nouvelles hausses.

⁵⁵ Les dernières estimations de l'Office national de statistiques remontent à 2011 et montrent que les ménages du quintile inférieur affectent 53,7 % de leur consommation aux aliments et boissons, contre 32,3 % pour le quintile supérieur.

VERS UNE RÉFORME ÉQUITABLE DU SYSTÈME DE SANTÉ ALGÉRIEN

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en-deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un manque de moyens physiques et humains, et une répartition inéquitable de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.

Introduction

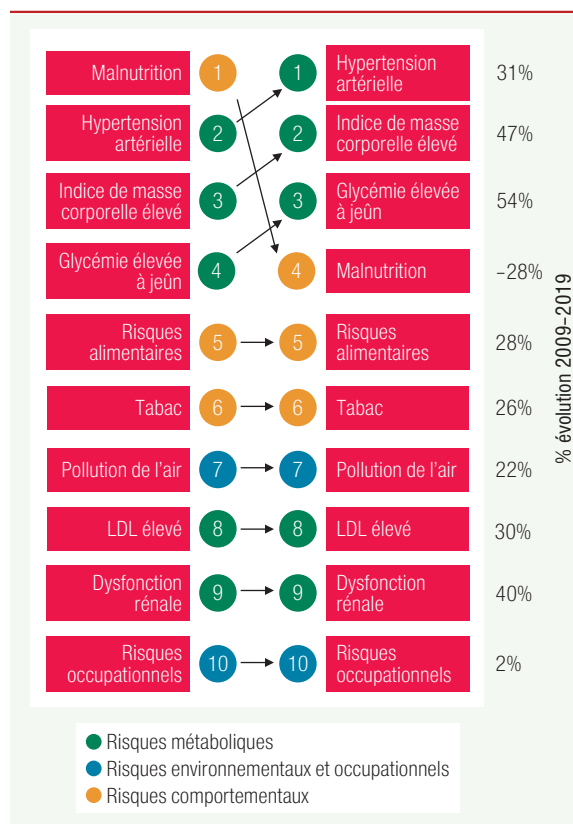
Au cours de l'année écoulée, l'Algérie a dû faire face à l'impact de la COVID-19 sur son système

de santé. Selon des données accessibles au public, depuis le début de la pandémie, l'Algérie a connu plus de 125 000 cas confirmés (PCR) de COVID-19 entraînant près de 3 500 décès, un chiffre par habitant

nettement inférieur à celui d'autres pays de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA)⁵⁶. L'Algérie a connu des pics de nouveaux cas quotidiens de COVID-19 en avril, août et décembre 2020, et les nouveaux cas quotidiens sont de nouveau en augmentation en mai 2021, soulignant le risque persistant de flambée épidémique. Le nombre de cas et de décès est probablement sous-estimé, en raison d'un taux de dépistage très faible : à 54 %, l'Algérie a le taux de positivité aux tests COVID-19 le plus élevé de la région, ce qui démontre l'ampleur de la pandémie ainsi que les limites des tests⁵⁷. Les données sur la distribution des cas, les décès ou la capacité de dépistage ne sont pas accessibles au public, ce qui rend difficile l'analyse des tendances. Un article étudiant la réponse de l'Algérie dans les premiers moments de la crise souligne les limites d'un système de santé centralisé, qui a affecté la capacité à intensifier les campagnes de tests et la réponse à la situation épidémique. La participation du secteur privé a été en outre limitée par le fait que le barème des honoraires pour les installations privées a été mis à jour pour la dernière fois en 1987, par conséquent les établissements privés n'étaient que peu incités à fournir des services liés à la COVID-19. En raison de la fermeture des frontières, l'importation de médicaments et de matières premières pour divers produits a également été impactée et a entraîné des ruptures de stock de médicaments essentiels, ce qui a révélé la dépendance du secteur pharmaceutique algérien aux importations. L'évaluation a également pointé du doigt les conditions de travail difficiles des soignants, dues aux pénuries de ressources à la fois matérielles et humaines⁵⁸.

Au-delà de la COVID-19, le double fardeau des maladies transmissibles et non transmissibles, ainsi que les contraintes liées au financement, aux prestations de services et aux ressources, montrent bien à quel point il est urgent de renforcer le système de santé algérien. Les difficultés de la réponse de l'Algérie à la COVID-19, évoquées dans le paragraphe ci-dessus, sont les mêmes qui rendent plus difficile de faire face au fardeau des maladies. Comme le montrent les Figures 30 et 31, même si la majorité de la charge de morbidité en Algérie est due à des maladies non

FIGURE 30 • Principales causes de décès, 2009-2019



Source : Figure basée sur les données de l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME).

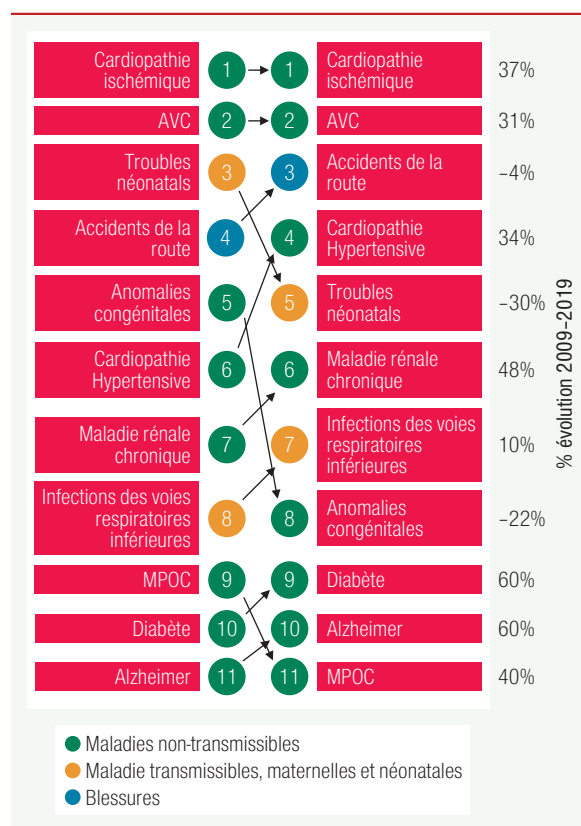
transmissibles, les troubles néonataux et les infections des voies respiratoires inférieures constituent toujours une part importante de la charge de morbidité, contrairement à de nombreux autres pays à revenu intermédiaire. Cela s'ajoute à d'autres facteurs de risque – en effet, malgré des progrès importants, la malnutrition et les risques alimentaires constituent encore une part importante des facteurs de risque globaux. Ce double fardeau, ainsi que la réponse algérienne à la COVID-19, montrent bien la nécessité de renforcer le système de santé pour améliorer le fi-

⁵⁶ Au 19 mai 2021.

⁵⁷ Banque mondiale, 11 mai 2021. MENA Crisis Tracker.

⁵⁸ Snoussi Z, 2020. Le système de santé algérien face à la crise sanitaire de la COVID-19 : quels enseignements sur ses défaillances ? Les Cahiers du CREAD, vol 36, no 03.

FIGURE 31 • Principaux facteurs de risque de décès et d'invalidité, 2009-2019



Source : IHME.

nancement et évoluer vers un système centré sur le patient, et favorisant davantage l'équité.

Pour que l'Algérie se remette du choc de la COVID-19, elle doit déployer rapidement les vaccins anti-COVID-19 mais aussi améliorer l'équité et l'endurance de son système de santé. À court terme, le déploiement rapide et équitable des vaccins contre la COVID-19 est le principal catalyseur de la sortie de crise de l'Algérie. Cependant, même si toutes les doses reçues à la mi-mai 2021 étaient déployées, la performance de l'Algérie en ce qui concerne la part de population ayant reçu au moins une dose de vaccin resterait bien inférieure à celles de la majorité des autres pays de la région⁵⁹. L'Algérie devrait recevoir des doses supplémentaires de vaccins Sinovac, Astra Zeneca et Sputnik V d'ici la fin juin, et a alloué 22 milliards DZD (164 millions de dollars) à l'achat à court terme de vaccins. Cepen-

dant, la stratégie de l'Algérie pour atteindre une couverture vaccinale élevée reste incertaine et, à la fin mai 2021, elle dispose d'une quantité de vaccins suffisant à immuniser moins de 3 % de la population⁶⁰. En outre, comme le montre le reste de ce chapitre, le manque de ressources physiques et humaines, ainsi que la répartition inéquitable de la protection financière, posent des défis importants. Le système algérien de financement de la santé affiche une part élevée de financements publics, et impose relativement peu de dépenses individuelles ; par ailleurs, l'espérance de vie en Algérie et la lutte contre les maladies non transmissibles dans le pays sont comparables à celles des pays pairs. Et pourtant, la situation sanitaire reste en-deça des autres économies à revenu intermédiaire (tranche supérieure), en particulier en ce qui concerne l'équité de la distribution des résultats en santé maternelle et infantile. Le reste de ce chapitre présente ces résultats.

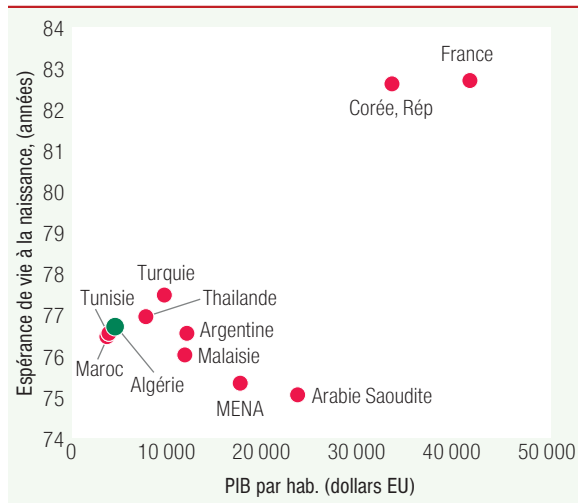
Situation sanitaire

Par rapport aux populations des pays ayant un niveau de revenu similaire, la population algérienne a une espérance de vie comparable, mais un indice de capital humain plus faible, qu'elle doit largement à ses résultats en matière d'éducation et d'alimentation. La Figure 32 montre que l'Algérie a une espérance de vie à la naissance de 77 ans, ce qui est comparable ou supérieur à celle de pays ayant un niveau de revenu similaire. Cependant, l'Algérie a un indice de capital humain de 0,53, ce qui indique qu'un enfant né aujourd'hui n'aura que 53 % de la productivité qu'il aurait pu avoir s'il bénéficiait d'une éducation complète et d'une bonne santé. Malgré les progrès récents, les enfants algériens ont l'un des niveaux de retard de croissance les plus élevés parmi les pays au même revenu, à savoir 12 %.

⁵⁹ Banque mondiale, 13 juin 2021. MENA Crisis Tracker.

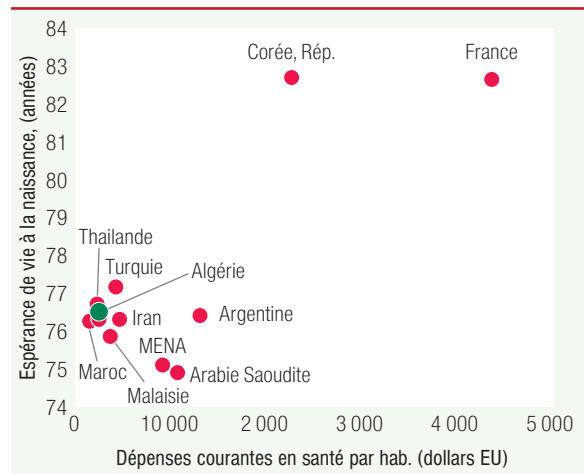
⁶⁰ Annonce du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid pour le canal radio 3, rapporté par ALGERIE ECO.

FIGURE 32 • Espérance de vie par rapport au PIB par habitant, 2018



Source : Données World Development indicators (WDI) de la Banque Mondiale (BM).

FIGURE 33 • Espérance de vie à la naissance par rapport aux dépenses de santé courantes par habitant, 2017

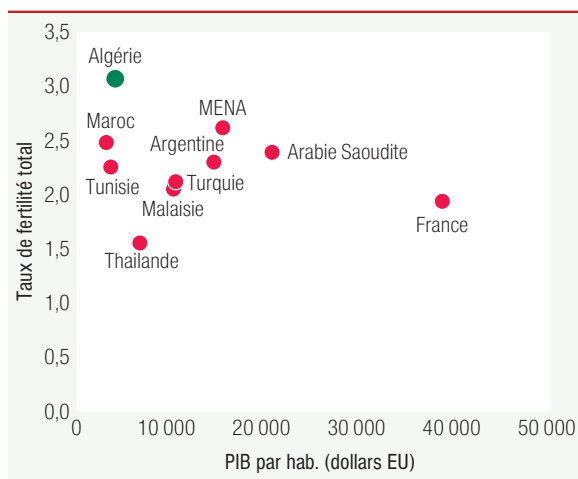


Source : BM-WDI.

Si l'Algérie a connu une transition démographique, avec une baisse de la fécondité et une hausse de l'espérance de vie, la fécondité reste élevée et a récemment augmenté. L'Algérie a le taux de fécondité le plus élevé parmi les pays de comparaison, avec près de 3 naissances par femme (Figure 34). Si ce taux a diminué jusqu'en 2000 environ, il a augmenté depuis (Figure 35). La fécondité chez les adolescentes reste également élevée même si elle est en baisse, et elle est particulièrement élevée pour les ado-

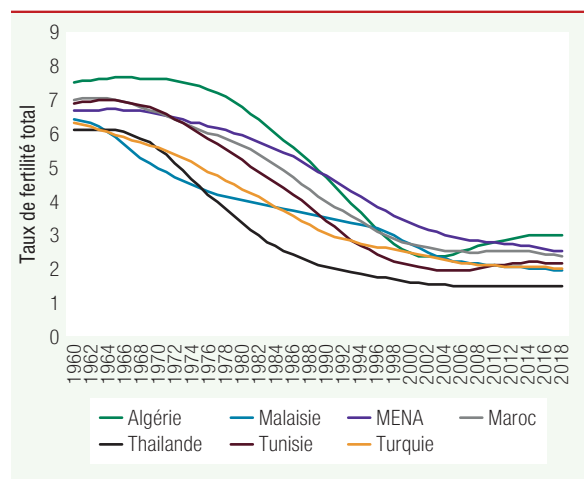
lescentes les plus pauvres et les moins instruites, ainsi que celles des zones rurales, dans les régions des Hauts Plateaux Centre et du Sud, où elle est supérieure à 3 naissances par adolescente (Figures 36 et 37). Cela est dû à la prévalence relativement forte des besoins non satisfaits de contraceptifs modernes, qui est de 34 % au niveau national et le plus élevé dans les zones urbaines et dans la région du Sud. 46 % des femmes algériennes n'utilisent aucune méthode contraceptive, et moins de 5 % des femmes utilisent des méthodes

FIGURE 34 • Taux de fécondité total par rapport au PIB par habitant, 2018



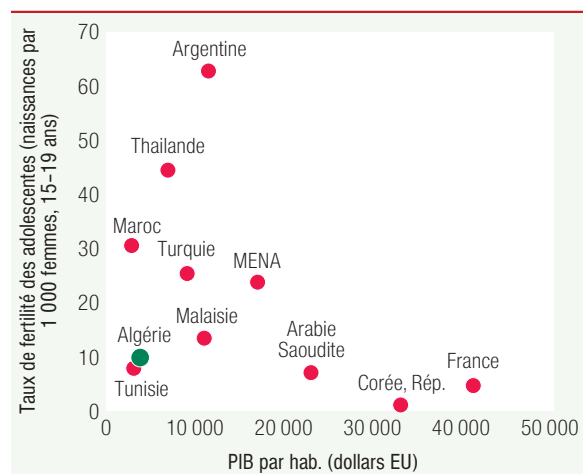
Source : BM-WDI.

FIGURE 35 • Évolution du taux de fécondité total



Source : BM-WDI.

FIGURE 36 • Taux de fécondité des adolescentes par rapport au PIB par habitant, 2018

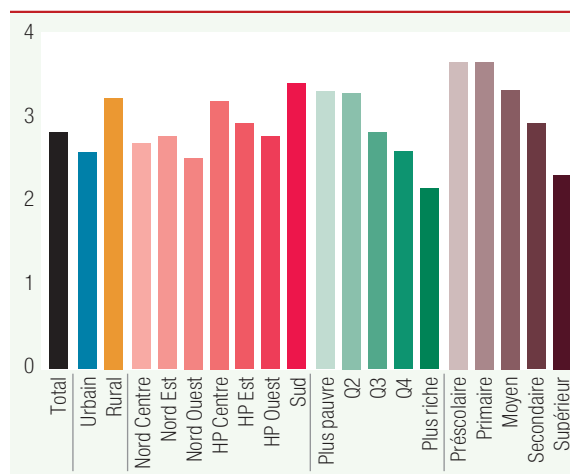


Source : BM-WDI.

contraceptives de longue durée, ce qui contribue encore davantage à un taux de fécondité élevé. Bien que l'on ne dispose pas de données sur la fécondité totale ventilées par catégorie socio-économique, les données sur le nombre d'enfants souhaité montrent que les femmes des quintiles les plus pauvres, celles qui ont un niveau d'éducation inférieur et celles des régions des Hauts Plateaux Centre et du Sud déclarent un nombre d'enfants souhaité le plus élevé (allant de 3,5 à 4). Selon l'enquête MICS 2019, 34 % des femmes mariées ont un besoin non satisfait de contraceptifs, qui reste également élevé dans le Sud, le Nord Centre et le Nord Est. En vérité, ce besoin non satisfait est plus élevé chez les quintiles de revenu les plus élevés et pour les diplômées de l'enseignement supérieur. Cela démontre qu'il est nécessaire d'élargir l'accès aux contraceptifs pour ces groupes.

La mortalité maternelle reste plus élevée en Algérie que dans tous les pays de comparaison, à savoir 112/100 000 naissances vivantes, un chiffre qui est resté stable au cours de la dernière décennie. Par rapport à d'autres pays, l'Algérie enregistre un taux de mortalité maternelle élevé, et contrairement à d'autres pays, ce taux n'a pas diminué de manière significative ces dernières années (Figures 38 et 39)⁶¹. Une analyse des données MICS montre que les femmes bénéficient en moyenne de 5 examens prénatals, et que presque toutes les femmes accouchent

FIGURE 37 • Répartition de la fécondité des adolescentes



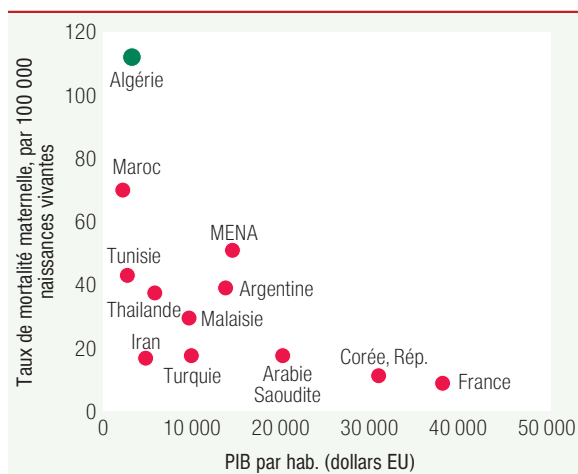
Source : MICS 2019.

dans des établissements de santé (87 % dans des établissements publics, 11 % dans des établissements privés), soulignant que le problème est moins lié à l'accès et davantage à la qualité des services reçus. Bien que l'enquête ne comporte pas beaucoup de questions spécifiques sur la qualité des soins, elle montre qu'environ un tiers des femmes qui ont bénéficié d'examens prénatals n'ont pas fait l'objet des trois examens élémentaires requis (mesure de la tension artérielle, prise de sang et analyse d'un échantillon d'urine). 48 % des femmes ont connu une complication au cours de leur grossesse, dont 12 % qui ont connu des complications liées à l'hypertension, ce qui démontre la nécessité d'avoir accès à des soins rapides et de haute qualité dans le cas de ces complications.

Malgré une tendance à la baisse, la mortalité infantile et des moins de 5 ans reste élevée. Les Figures 40 et 41 montrent que, selon les dernières données internationales, l'Algérie continue d'afficher des taux de mortalité infantile et des moins de 5 ans élevés par rapport aux pays pairs. Une analyse des données

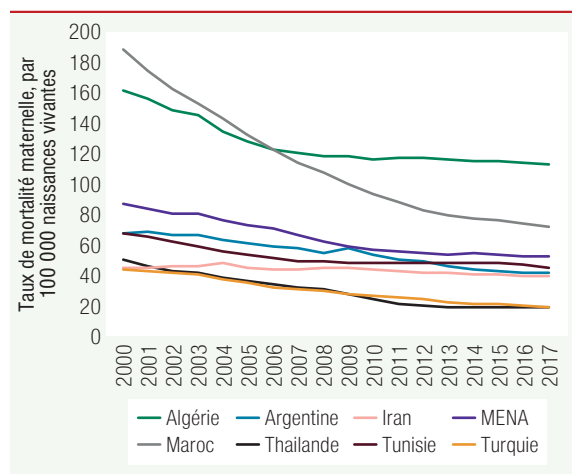
⁶¹ Les données WDI de la Banque Mondiale sont comparables à l'international mais peuvent ne pas correspondre aux données administratives nationales. Selon le MSPRH, le taux de mortalité maternelle est passé de 77/ 100 000 naissances vivantes en 2010, à 49/ 100 000 naissances vivantes en 2019.

FIGURE 38 • Taux de mortalité maternelle par rapport au PIB par habitant, 2018



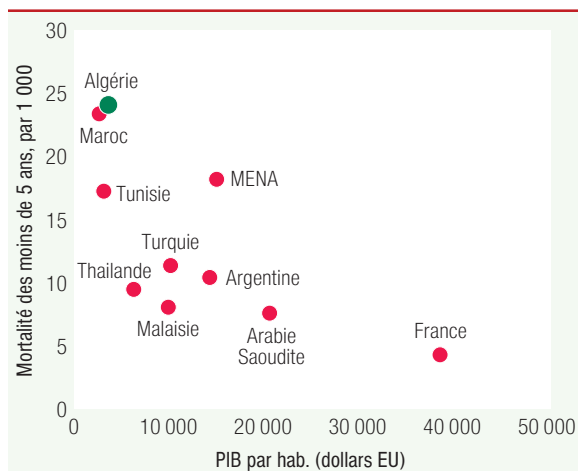
Source : BM-WDI.

FIGURE 39 • Évolution du taux de mortalité maternelle



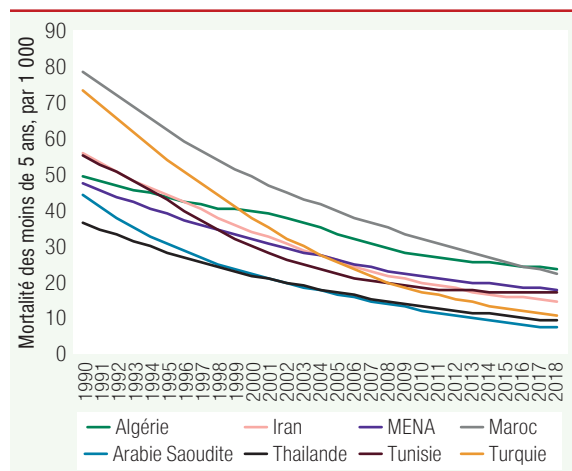
Source : BM-WDI.

FIGURE 40 • Taux de mortalité infantile par rapport au PIB par habitant, 2018



Source : BM-WDI.

FIGURE 41 • Évolution du taux de mortalité infantile



Source : BM-WDI.

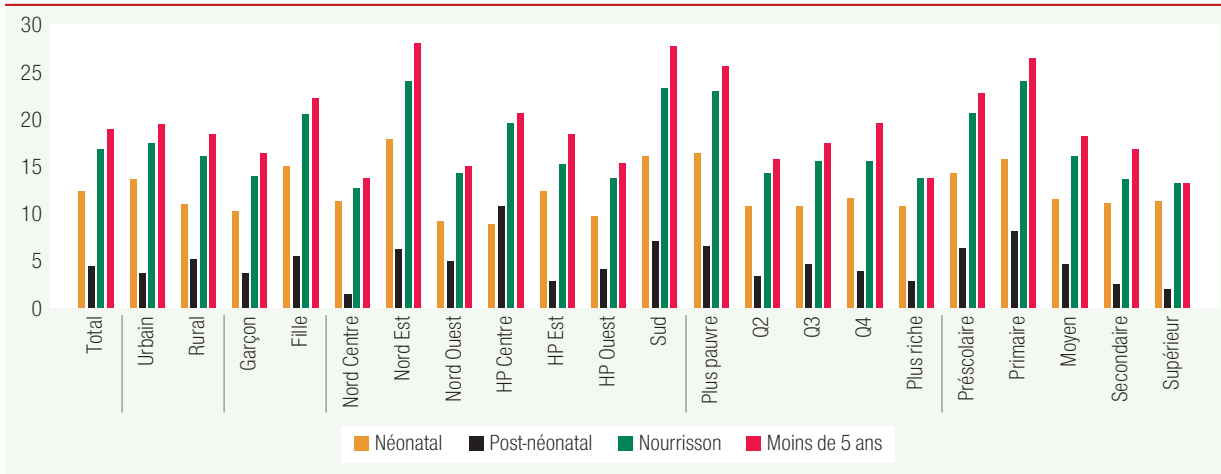
MICS de 2019 montre que la mortalité des moins de 5 ans est de 19 pour 1000 naissances vivantes et que la mortalité infantile est de 17 pour 1000 naissances vivantes (Figure 42). Ces taux sont les plus élevés dans les régions du Nord Est et du Sud, soulignant que les inégalités régionales passées perduraient encore au moment de l'enquête. Les taux de mortalité sont en outre plus élevés pour les quintiles les plus pauvres et les enfants nés de parents moins instruits.

La couverture vaccinale et le recours aux soins de santé pour les enfants malades restent

relativement faibles. Ces facteurs contribuent à la mortalité infantile et des moins de 5 ans.

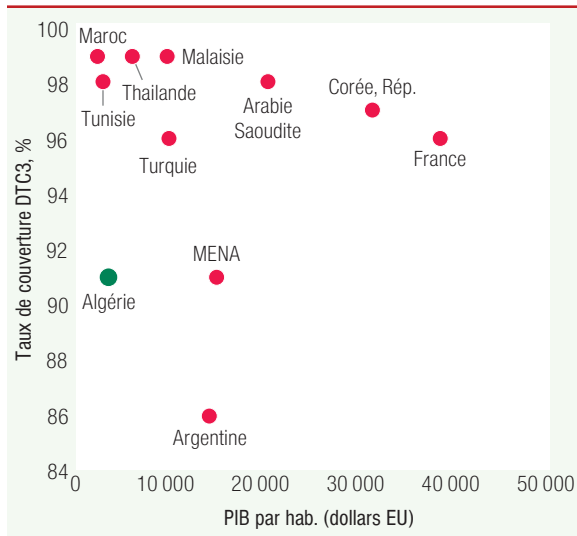
Les figures 43 et 44 montrent que l'Algérie affiche le taux de vaccination parmi les plus bas parmi les pays pairs, pour la vaccination contre la diphtérie-tétanos-coqueluche (DTC3, 90 % en 2018) et la rougeole (MCV2, 78 % en 2018). Selon les données MICS 2019, la couverture est encore plus faible que ce qu'indiquent les données administratives, avec un taux de couverture de 74 % pour le DTC3 et de 43 % pour le MCV2. Les mêmes données montrent

FIGURE 42 • Mortalité néonatale, post-néonatale, infantile et des moins de 5 ans selon les catégories socio-économiques



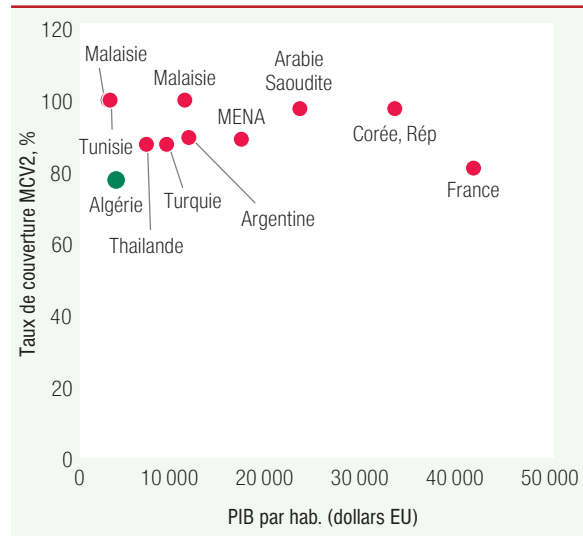
Source : MICS 2019.

FIGURE 43 • Couverture des vaccinations DTC3, 2018



Source : BM-WDI.

FIGURE 44 • Couverture des vaccinations MCV2, 2018



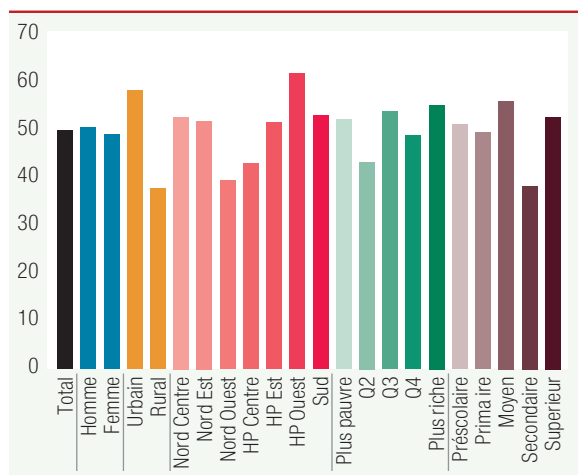
Source : BM-WDI.

que seulement 55 % des enfants de moins de 5 ans ont reçu des antigènes de base, et seulement 21 % des enfants de moins de cinq ans ont reçu l'ensemble complet de vaccins prévus dans le calendrier de vaccination, ce qui met en évidence des insuffisances importantes dans la couverture vaccinale⁶². En plus de la vaccination, les services de soins curatifs destinés aux enfants ont également un taux de couverture relativement faible : les

données MICS montrent que près de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrant de diarrhée ne se sont pas fait soigner dans un établissement de

⁶² Les antigènes de base comprennent le BCG, la Polio3, le DTC3 et la première dose du vaccin contre la rougeole ; la vaccination complète comprend tous ces antigènes plus HepB3, Hib3, PCV3, la rubéole et une deuxième dose du vaccin contre la rougeole.

FIGURE 45 • Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans n'ayant pas eu recours à des soins de santé pour une maladie diarrhéique

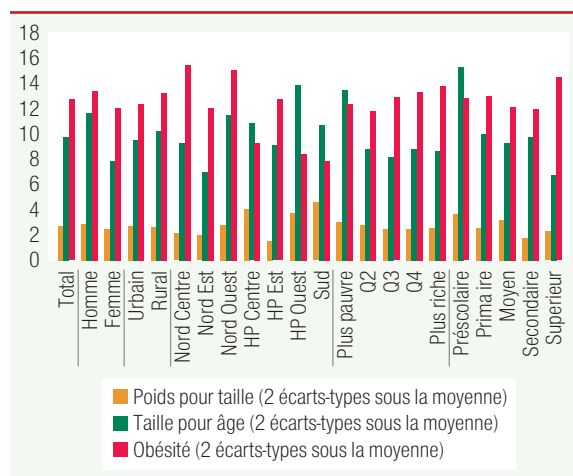


Source : MICS 2019.

santé, avec des taux relativement élevés pour toutes les catégories socio-économiques (Figure 45).

Malgré des progrès significatifs, des niveaux élevés de retard de croissance et de malnutrition compromettent l'accumulation de capital humain. Près de 10 % des enfants de moins de cinq ans ont un retard de croissance, avec un rapport taille-âge situé deux écarts-types en dessous de la moyenne, et près de 3 % des enfants souffrent d'émaciation, avec un rapport poids-âge situé deux écarts-types en dessous de la moyenne (Figure 46). Le taux

FIGURE 46 • Retard de croissance, émaciation et obésité chez les enfants de moins de 5 ans



Source : MICS 2019.

d'obésité infantile est encore plus élevé, à savoir 13 %. Tous les indicateurs de malnutrition sont plus élevés pour les femmes, les personnes habitant dans les zones rurales, les régions Nord Centre/Nord-Ouest. L'émaciation et le retard de croissance sont plus prévalents parmi les quintiles les plus pauvres, tandis que le taux d'obésité est plus élevé dans les quintiles les plus riches. L'insécurité alimentaire continue de poser des problèmes importants en Algérie, pour les adultes comme pour les enfants, et particulièrement pour les réfugiés, compte tenu d'une forte dépen-

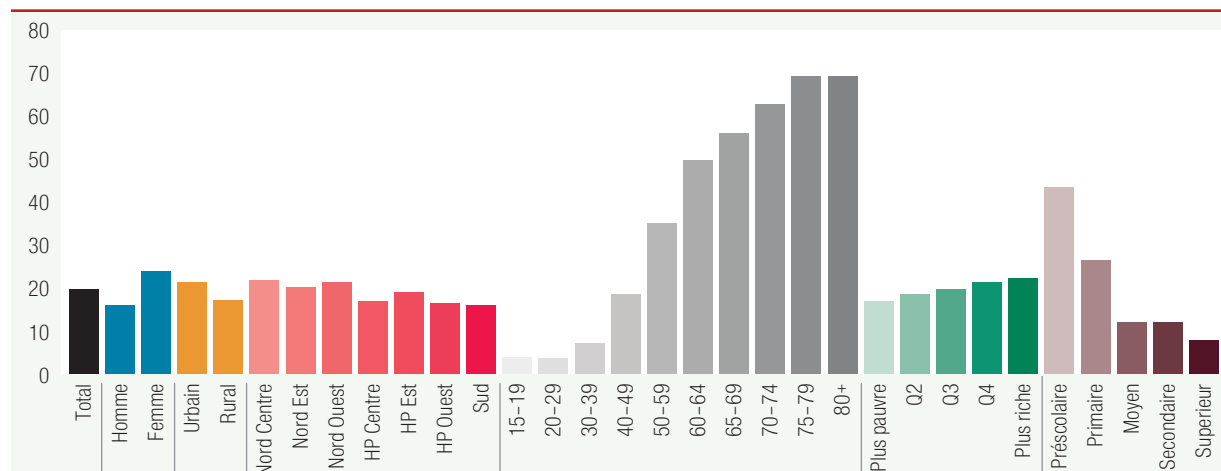
TABLEAU 3 • Indicateurs et facteurs de risque de MNT, Algérie, 2016-17 (pourcentage des 18 à 69 ans)^a

Facteurs de risque et maladie	Hommes	Femmes	Total
Fume tous les jours	28,1	0,3	14,3
Surpoids (IMC \geq 25 kg/m ²)	48,3	63,3	55,6
Obésité (IMC \geq 30 kg/m ²)	14,1	30,1	21,8
Indicateur d'hypertension (pression artérielle systolique \geq 140 et/ou diastolique \geq 90 mmHg, ou sous traitement)	23,1	24,1	23,6
Indicateur de diabète (glycémie \geq 126 mg/dl ou HbA \geq 6,5 %, ou sous traitement)	14,2	14,9	14,4
Indicateur de cholestérol élevé (\geq 190 mg/dl, ou sous traitement)	21,5	26,6	24,0
Au moins 3 facteurs de risque ^b de MNT (âgés de 18 à 44 ans)	22,0	23,4	22,7
Au moins 3 facteurs de risque de MNT (âgés de 45 à 69 ans)	39,1	51,0	45,0
Au moins 3 facteurs de risque de MNT (âgés de 18 à 69 ans)	27,2	32,1	29,6

^a (n = 6,989) République Algérienne Démocratique et Populaire (2017). Enquête nationale sur la mesure du poids des facteurs de risque des maladies non transmissibles selon l'approche STEPwise de l'OMS : Principaux résultats, Algérie 2016-17. Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière et Organisation mondiale de la santé.

^b Facteurs de risque : fume du tabac tous les jours, consomme moins de 5 portions de fruits/légumes par jour, activité physique insuffisante, surpoids/obèse, indicateur d'hypertension.

FIGURE 47 • Prévalence d'au moins une MNT par catégorie socio-économique, MICS 2019



Source : MICS 2019.

dance aux importations, étant donné que seules 17 % des terres algériennes sont propices à la cultivation⁶³.

L'Algérie souffre d'un lourd fardeau de maladies chroniques. Comme mentionné dans l'introduction, à l'instar d'autres pays à revenu intermédiaire, la charge de morbidité en Algérie est principalement constituée de maladies non transmissibles (MNT). Le Tableau 3 montre les niveaux relativement élevés de facteurs de risque et la prévalence des MNT en Algérie sur la base de l'enquête STEPwise, qui révèle des taux élevés de tabagisme chez les hommes, des taux élevés de surpoids et d'obésité chez les femmes et des taux élevés de diabète, d'hypertension et de cholestérol dans l'ensemble de la population. Environ un cinquième de la population âgée de 18 à 44 ans souffre d'au moins un facteur de risque de MNT, ce qui démontre que le coût de la gestion des MNT pourrait s'avérer significatif dans les années à venir. Selon des données MICS 2019 plus récentes, 20 % de la population souffre d'au moins une maladie chronique, un taux plus élevé pour les femmes (24 %), ainsi que pour les quintiles les plus riches (23 %). Les taux de prévalence selon les données MICS sont plus faibles : 8 % de la population souffre d'hypertension, 5 % de diabète et 1,5 % de maladies respiratoires. Selon les données, 14 % de la population souffraient d'une maladie chronique et 6 % étaient atteints de deux maladies chroniques ; plus de 95 % de la population déclarant souffrir d'une maladie chronique ont également déclaré que celle-ci était traitée. Il convient de no-

ter que l'enquête MICS n'a entrepris aucune mesure des facteurs de risque et que les mesures étaient basées sur les déclarations des personnes interrogées, et qu'en tant que tels, les taux sont probablement sous-estimés, en particulier pour les quintiles les plus pauvres ou ceux des régions plus isolées, étant donné le potentiel de maladies chroniques non diagnostiquées. Les enquêtes MICS ou STEPwise⁶⁴ n'incluent pas de données sur le contrôle ou le respect des consignes de traitement ; il faudrait recueillir ces données pour garantir une prise de décision étayée sur le parcours de soins des MNT.

Organisation et capacité du système de santé

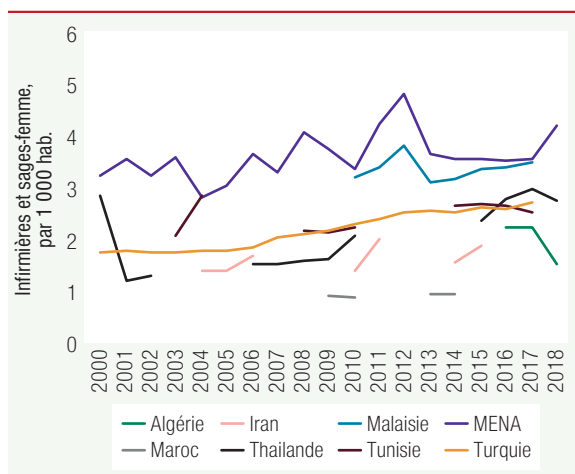
La capacité du système de santé algérien est inférieure à celle de pays pairs⁶⁵, au regard

⁶³ Reece (2020).

⁶⁴ L'approche STEPwise (par étapes) de l'OMS pour la surveillance est une méthode standardisée de recueil, l'analyse et de diffusion de données.

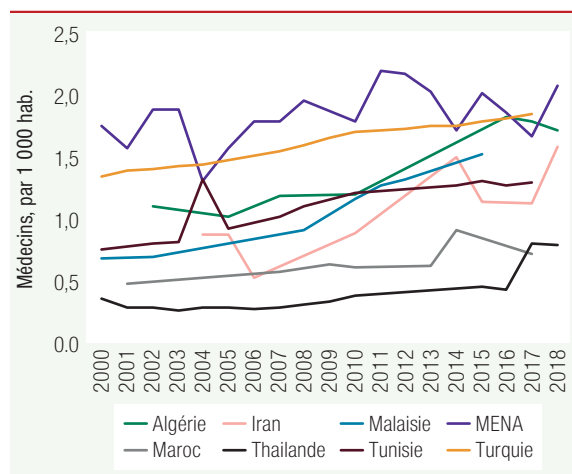
⁶⁵ Les pays de comparaison dans ce chapitre sont sélectionnés dans trois catégories : a) Région du Maghreb : Maroc et Tunisie ; b) Pays pairs à revenu intermédiaire, tranche supérieure et performants : Thaïlande, Turquie, Malaisie, Argentine, Iran ; c) Pays à revenu élevé performants : France, Arabie saoudite, Corée du Sud.

FIGURE 48 • Nombre d’infirmières et sages-femmes pour 1000 personnes, 2018



Source : BM-WDI.

FIGURE 49 • Nombre de médecins pour 1000 personnes, 2018

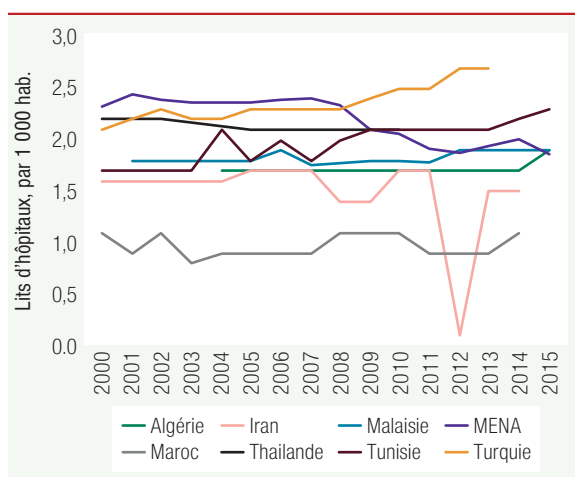


Source : BM-WDI.

de la disponibilité des principaux intrants par habitant. Cela montre qu’il est nécessaire d’investir davantage, en particulier dans les soins primaires. Les données disponibles au niveau international (Figure 48, 49 et 50) montrent que si l’Algérie a un nombre comparable de médecins par habitant (1,7 médecin pour 1000 habitants), elle est en-deça en termes de nombre d’infirmières par habitant (1,5 pour 1000)⁶⁶. Il convient donc de renforcer les principaux établissements fournissant des soins primaires, pour améliorer la santé maternelle et infantile. Le nombre

de lits d’hôpital pour 1000 habitants est également inférieur à celui de la plupart des pays comparables. Fait intéressant, le nombre d’infirmières et de médecins par habitant a décliné récemment, ce qui démontre la nécessité d’investir davantage dans le renforcement du système de santé. Comme l’a démontré le choc de la COVID-19, le système de santé doit avoir une forte capacité pour gérer efficacement les cas de COVID-19 et assurer la continuité des services essentiels. Pour cela, il est indispensable que le système de soins de santé primaires soit robuste.

FIGURE 50 • Lits d’hôpitaux pour 1 000 personnes, 2018



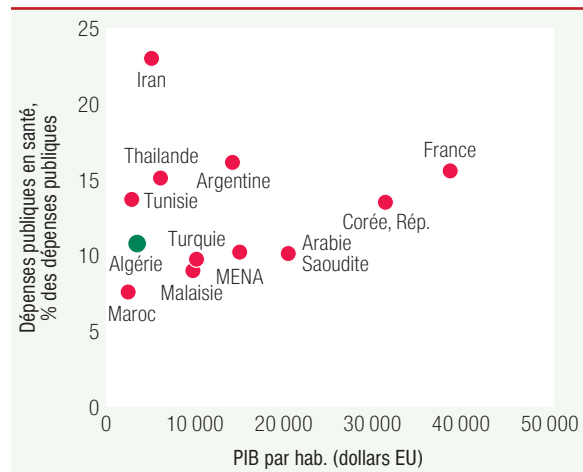
Source : BM-WDI.

Système de financement de la santé

L’Algérie consacre près de 6 % de son PIB à la santé et plus de 10 % des dépenses publiques sont allouées à la santé. Depuis 1973, tous les soins sont dispensés gratuitement dans les établissements publics de santé algériens. Ceci a également été garanti dans la dernière loi sur la santé de 2018, qui a encore élargi les prestations et la couverture pour

⁶⁶ Les données WDI de la Banque Mondiale sont comparables à l’international, mais peuvent ne pas correspondre aux données administratives nationales. Selon le MSPRH, l’Algérie comptait 2,1 médecins par 1 000 habitants et 3 paramédicaux par 1 000 habitants en 2018.

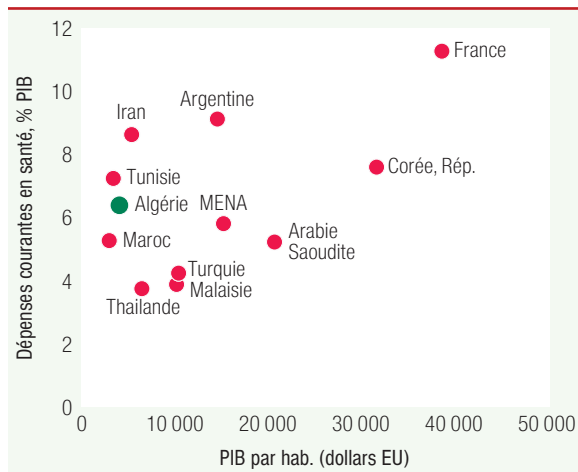
FIGURE 51 • Dépenses publiques en santé en pourcentage des dépenses publiques, 2018



Source : BM-WDI.

la population. Par rapport à d'autres pays à revenu intermédiaire et à des pays ayant un niveau comparable de PIB par habitant, l'Algérie consacre à la santé à peu près le même pourcentage de son budget public, mais un niveau plus faible de son budget public de santé en pourcentage de son PIB, ce qui démontre la nécessité d'améliorer la marge de manœuvre budgétaire pour la santé (Figure 51 et 52). Ces deux parts sont restées

FIGURE 52 • Dépenses courantes de santé en pourcentage du produit intérieur brut, 2018

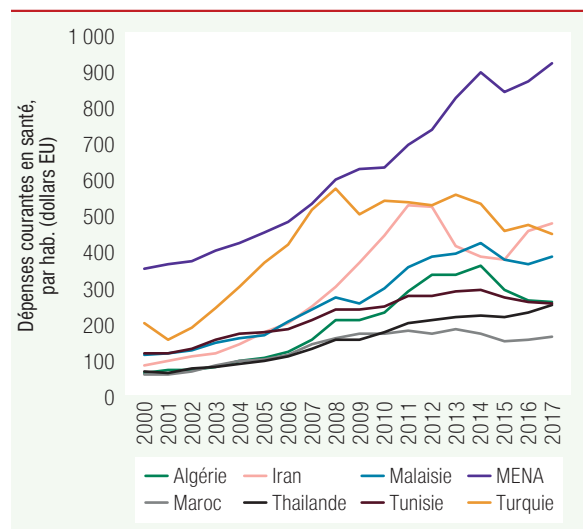


Source : BM-WDI.

constantes au cours de la dernière décennie en Algérie, soulignant la nature cyclique des dépenses de santé.

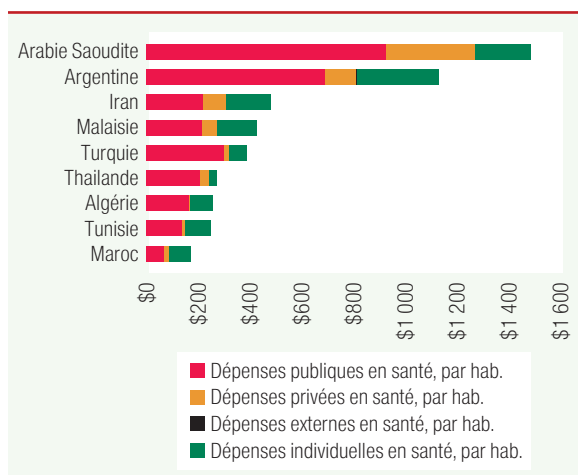
Les dépenses de santé par habitant ont diminué, notamment en raison d'une baisse des dépenses publiques de santé par habitant, ce qui démontre une fois de plus la nature cyclique des dépenses de santé. Les dépenses courantes de santé par habitant, toutes sources

FIGURE 53 • Évolution des dépenses courantes de santé par habitant



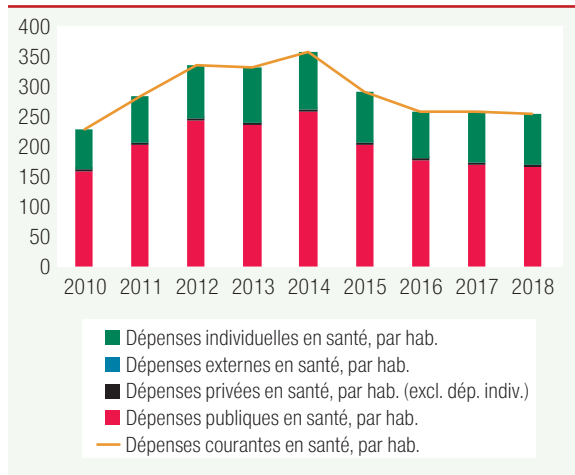
Source : BM-WDI.

FIGURE 54 • Dépenses courantes de santé par habitant par source de financement, 2018



Source : Données sur les dépenses de santé mondiales (GHED) de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

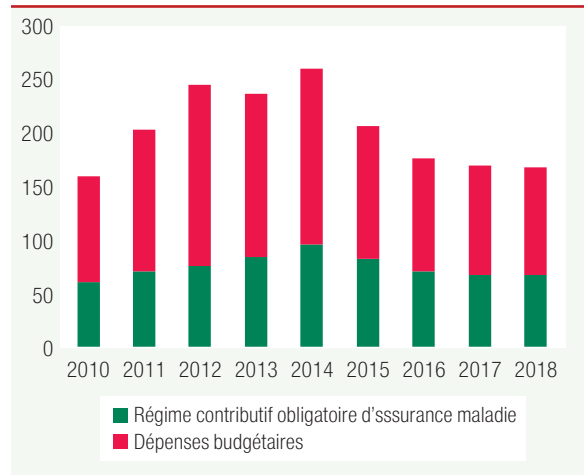
FIGURE 55 • Répartition du financement de la santé par habitant en Algérie par source de financement



Source : OMS-GHED.

de financement confondues, s'élevaient à 260 dollars EU par habitant en 2018. Même si elles ont augmenté régulièrement jusqu'en 2014, où elles ont atteint 358 dollars EU, elles ont diminué depuis. Ce déclin est dû à la baisse des dépenses publiques de santé, qui sont passées d'un pic de 258 USD en 2014 à 168 USD en 2018. Si l'Algérie dépense plus que les autres pays du Maghreb, elle dépense moins que les pays pairs à revenu intermédiaire (Figure 53

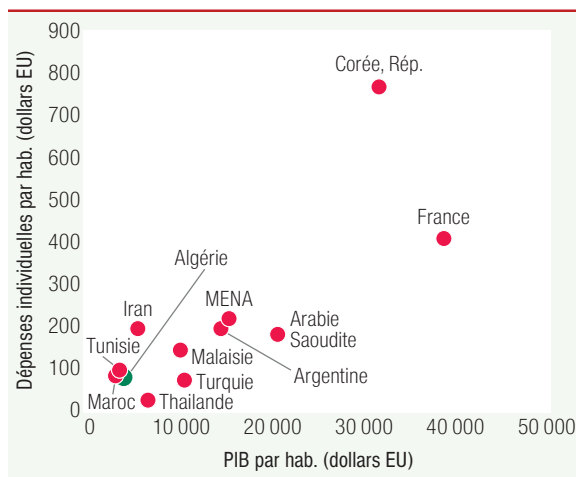
FIGURE 56 • Dépenses de santé publique par rapport aux dépenses des régimes d'assurance



Source : OMS-GHED.

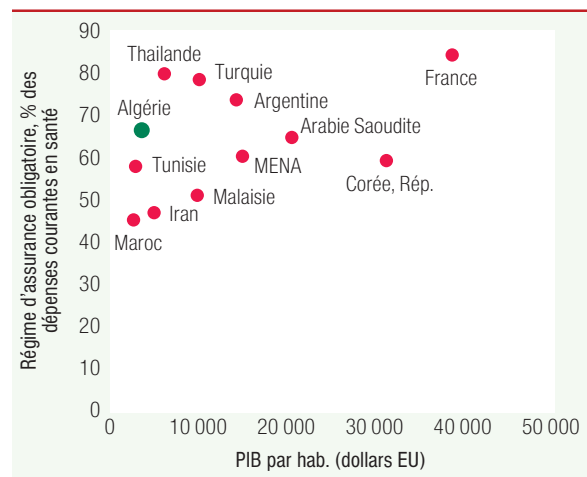
et 54). Les dépenses en santé groupées (dépenses publiques en santé et contribution à l'assurance maladie) sont demeurées stables en pourcentage des dépenses courantes en santé, atteignant entre 66 et 72 % au cours des deux dernières décennies (66 % actuellement). Les dépenses du régime d'assurance-maladie sont demeurées à 26 % des dépenses courantes en santé au cours des deux dernières décennies, démontrant que la majorité

FIGURE 57 • Dépenses de santé individuelles par habitant par rapport au PIB par habitant, 2018



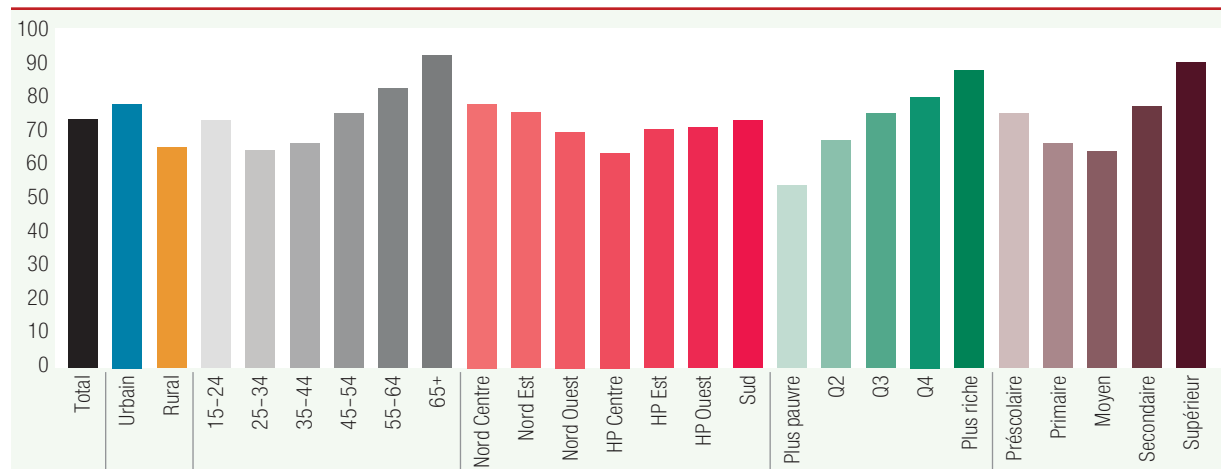
Source : BM-WDI.

FIGURE 58 • Dépenses de santé groupées en proportion des dépenses de santé totales, 2018



Source : BM-WDI.

FIGURE 59 • Couverture au sein d'un régime d'assurance maladie pour la population de plus de 15 ans



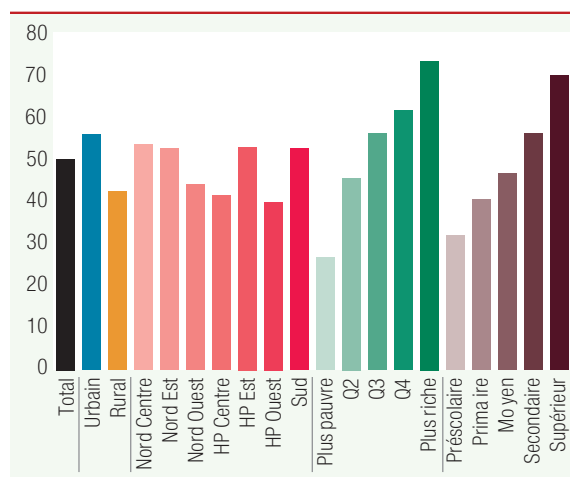
Source : MICS 2019.

des dépenses publiques en santé sont financées par le Trésor public (Figure 55 et 56).

Malgré une part élevée de dépenses de santé groupées, les dépenses individuelles en santé en Algérie sont plus élevées que dans les pays ayant un PIB par habitant comparable, et la protection contre les risques financiers est inégalement répartie. (Figure 57 et 58). Si les taux de couverture des régimes de protection financière sont relativement élevés, ils ne sont pas équitablement répartis. Ceci permettrait des gains potentiels en améliorant le ciblage et l'équité des régimes d'assurance. En 2019, 74 % de la population était affiliée à un régime d'assurance maladie, un taux de couverture plus élevé pour les femmes que pour les hommes (78 % contre 70 %), et pour les personnes vivant en milieu urbain que pour celles vivant en milieu rural (78 % contre 65 %) (Figure 59 et 60). Les personnes appartenant aux quintiles les plus riches sont plus susceptibles d'être couvertes par un régime d'assurance que les personnes appartenant aux quintiles les plus pauvres (88 % contre 54 %). La couverture était la plus faible dans la région des Hauts Plateaux Centre, et plus élevée pour les personnes âgées. Une tendance plus régressive est observée en ce qui concerne l'assurance maladie des enfants : environ la moitié des enfants ont une assurance maladie, et ceux du quintile le plus riche ont trois fois plus de chances d'avoir une assurance maladie que les plus pauvres (74 % contre

27 %). La région des Hauts Plateaux Ouest a le taux de couverture le plus faible. Parmi les enfants qui ont une assurance maladie, presque tous sont couverts par les régimes de sécurité sociale (CNAS ou CASNOS), par opposition aux régimes privés. Il s'agit probablement d'un facteur de faible recours aux soins pour les enfants, ce qui ralentit l'accumulation potentielle de capital humain : même si la vaccination et les services préventifs sont gratuits, les services curatifs, en particulier les médicaments, ne le sont pas.

FIGURE 60 • Couverture au sein d'un régime d'assurance maladie pour les enfants de moins de 5 ans



Source : MICS 2019.

BIBLIOGRAPHIE

Chapitres 1 et 2

Agence Nationale de l'Emploi - Statistiques

<http://www.anem.dz/ressources/pdf/2021/mars-2021.pdf>.

Algérie Presse Service

- "COVID-19 : Sonatrach compte réduire de 50% son budget pour 2020". March 29, 2020.
<https://www.aps.dz/economie/103523-covid-19-sonatrach-compte-reduire-de-50-son-budget-pour-2020>.
- "Police des frontières: 12,6 millions de voyageurs en moins en 2020". January 31, 2021.
<https://www.aps.dz/economie/116825-police-des-frontieres-12-6-millions-de-voyageurs-en-moins-en-2020>.
- "CNR: Un déficit financier «stable» depuis 2019". January 14, 2021.
<https://www.aps.dz/economie/115944-cnr-un-deficit-financier-stable-depuis-2019>.
- "22 milliards de recettes pétrolières en 2020". January 25, 2021.
<https://www.aps.dz/economie/116506-algerie-22-milliards-de-dollars-de-recettes-petrolieres-en-2020>.
- "Le commerce a été le secteur le moins impacté par la crise". March 12, 2020.
<https://www.aps.dz/economie/118974-covid-19-le-commerce-a-ete-le-secteur-le-moins-impacte-par-la-crise>.
- "Djaadoub : 68 000 jeunes intégrés à des postes permanents". May 3, 2021.
<https://www.aps.dz/economie/116661-un-nouveau-projet-de-loi-sur-l-electricite-d-ici-la-fin-2021>.
- "Le déficit budgétaire finance à travers les mécanismes de la politique monétaire". November 2020.
<http://www.aps.dz/economie/112687-plf-2021-le-deficit-budgetaire-finance-a-travers-les-mecanismes-de-la-politique-monetaire>.
- "COVID-19: l'Algérie réceptionnera juin les quantités de vaccins nécessaires dans le cadre du Covax". April 6, 2021.
<https://www.aps.dz/sante-science-technologie/120268-covid-19-l-algerie-receptionnera-juin-prochain-les-quantites-de-vaccins-necessaires-dans-le-cadre-du-covax>.
- "Djerad ordonne l'accélération des facilitations administratives pour la relance économique". February 17, 2021.

<https://www.aps.dz/economie/117747-djerad-ordonne-l-acceleration-des-facilitations-administratives-pour-la-relevance-economique>.

- “Un nouveau projet de loi sur l'électricité d'ici la fin 2021”. February 17, 2021.
<https://www.aps.dz/economie/116661-un-nouveau-projet-de-loi-sur-l-electricite-d-ici-la-fin-2021>.
- “Nouvelle loi des hydrocarbures : les 43 textes d'application prêts le 1er trimestre 2021”. January 28, 2021.
<https://www.aps.dz/economie/116668-nouvelle-loi-des-hydrocarbures-les-43-textes-d-application-prets-le-1er-trimestre-2021>.
- “Industrie : opération d'audit des partenariats publics et privés”. February 03, 2021.
<https://www.aps.dz/economie/116968-industrie-operation-d-audit-des-partenariats-entre-les-secteur-public-et-privé>.
- “Industrie : des réformes profondes pour la diversification de l'économie nationale”. February 03, 2021.
<https://www.aps.dz/economie/117004-industrie-des-reformes-profondes-pour-la-diversification-de-l-economie-nationale>.

Banque d'Algérie

- “Comité des Opérations de Politique Monétaire (COPM)”. February 4, 2021.
<https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/communique30042020.pdf>.
- “Evolution des Situations Monétaire et Prudentielle à fin 2020”. February 28, 2021.
<https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/communique28022021.pdf>.
- “Bulletin Statistique Trimestriel”. March 2020.
https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/Bulletin_49f.pdf.

S&P Global. “Algerian crude oil exports to see steep drop in June”. May 2020

<https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/oil/050420-algerian-crude-oil-exports-to-see-steep-drop-in-june>.

Bloomberg. “OPEC Member Algeria Struggles to Export Energy”. February 8, 2021

https://www.rigzone.com/news/wire/opec_member_algeria_struggles_to_export_energy-08-feb-2021-164558-article.

Deaton, A. and L. “Schaeffer. COVID-19 and Global Income Inequality”. January 2021

<https://ppr.lse.ac.uk/articles/10.31389/lseppr.26>.

Energy Information Administration (EIA). “Short-term energy outlook”. May 11, 2021

<https://www.eia.gov/outlooks/steo/>.

El Watan

- “Plan de relance économique : Ferhat Ait Ali prône le retour à « l'industrie industrialisante »”. January 31, 2021.
<https://www.elwatan.com/edition/economie/ferhat-ait-ali-prone-le-retour-a-lindustrie-industrialisante-31-01-2021>.
- “Métro d'Alger, SNTF, SOGRAL ... : Turbulences dans le secteur des transports”. April 12, 2021.
<https://www.elwatan.com/pages-hebdo/sup-eco/metro-dalger-sntf-sogral-turbulences-dans-le-secteur-des-transports-12-04-2021#:~:text=La%20SNTF%20a%20vu%20son,en%20attendant%20la%20reprise%20totale>.
- “Conséquence du confinement et la fermeture des frontières Air Algérie, SNTF et Algérie Ferries asphyxiés financièrement”. April 08, 2021.
<https://www.elwatan.com/edition/economie/air-algerie-sntf-et-algerie-ferries-asphyxies-financierement-08-04-2021%20%20>.

Energy voice. “An oil country no more? Algerian energy exports sink rapidly”. February 09, 2021

<https://www.energyvoice.com/oilandgas/297553/algeria-opec-oil-exports/>.

Earth Observation Group (EOG). “A global Nighttime Light map from 2012 to 2020”

https://eogdata.mines.edu/download_dnb_composites.html.

European Centre for Disease Prevention and Control - Statistics

<https://www.ecdc.europa.eu/en>.

European Commission. "Quarterly Report Energy on European Gas Markets with focus on the European barriers in retail gas markets Market Observatory for Energy. DG Energy. Volume 13 (issue 4, fourth quarter of 2020). 2021"

https://ec.europa.eu/energy/sites/default/files/quarterly_report_on_european_gas_markets_q4_2020_final.pdf.

International Energy Agency. "Gas Market Report: Q2-2021". May 2021

<https://www.iea.org/reports/gas-market-report-q2-2021/global-gas-review-2020>.

Liberté Algérie

- "La politique de la planche à billets a atteint ses limites". January 24, 2021.
<https://www.liberte-algerie.com/economie/la-politique-de-la-planche-a-billets-a-atteint-ses-limites-352949>.
- "La COFACE estime que la reprise économique est liée aux hydrocarbures "Risque très élevé" pour l'Algérie". 08 February, 2021.
<https://www.liberte-algerie.com/economie/risque-tres-eleve-pour-lalgerie-353703>.
- "Privatisation d'entreprises publiques le pari risqué de la Bourse". January 25, 2021.
<https://www.liberte-algerie.com/economie/le-pari-risque-de-la-bourse-352974>.
- "Négociations sont en cours avec des sociétés étrangères : L'Algérie veut développer la pétrochimie". March 04, 2021.
<https://www.liberte-algerie.com/economie/lalgerie-veut-developper-la-petrochimie-356610>.

Middle East Online. "Algeria to start Russia's vaccine production in September". April 8, 2021

<https://middle-east-online.com/en/algeria-start-russias-vaccine-production-september>.

Ministry for Energy. "Synthèse du bilan des réalisations 2020 du secteur de l'Énergie".

January 2021

https://www.energy.gov.dz/Media/galerie/synthese_bilan_provisoires_2020_60067c45dff77.pdf.

Radio Algérienne. "Covid19 : le manque à gagner d'Air Algérie estimé à 40 milliards DA".

December 06, 2020

<https://www.radioalgerie.dz/news/fr/article/20201206/203557.html>.

SP Global. "Algerian crude oil exports to see steep drop in June". May 04, 2020

<https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/oil/050420-algerian-crude-oil-exports-to-see-steep-drop-in-june>.

TSA

- "Emplois perdus dans le BTP". April 06, 2021.
<https://www.tsa-algerie.com/nous-avons-enregistre-pres-de-150-000-emplois-perdus-dans-le-btp/>.
- "Les banques algériennes peuvent-elles se retrouver sans liquidités ?". February 10, 2021.
<https://www.tsa-algerie.com/les-banques-algeriennes-peuvent-elles-se-retrouver-sans-liquidites/>.
- "En Algérie, la réforme de l'économie devra encore attendre". January 31, 2021.
<https://www.tsa-algerie.com/en-algerie-la-reforme-de-leconomie-devra-encore-attendre/>.
- "L'Algérie réceptionne de nouvelles quantités de vaccins anti-COVID". May 1, 2021.
<https://www.tsa-algerie.com/lalgerie-receptionne-de-nouvelles-quantites-de-vaccins-anti-covid/>.

UNICEF

- "Algeria Receives 364,800 COVID-19 Vaccine Doses Through the COVAX Facility". April 5, 2021.
<https://www.unicef.org/algeria/communiqu%C3%A9s-de-presse/algeria-receives-364800-covid-19-vaccine-doses-through-covax-facility>.
- "Survey Findings Algeria 2018-2019 MICS Surveys". Décembre, 2020.

https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS6/Middle East and North Africa/Algeria/2018-2019/Survey findings/Algeria 2018-19 MICS_French.pdf.

World Bank

- “Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Looking back at 2020 and the outlook for 2021”. January 11, 2021. <http://0.0.0.21/?deliveryName=DM90085>.
- World Bank. 2021. “Global Economic Prospects”, January 2021. Washington, DC: World Bank. doi: 10.1596/978-1-4648-1612-3. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.
- “Why the COVID-19 impact on Firms in MENA differ from other regions?”. March 23, 2021. <https://www.worldbank.org/en/news/opinion/2021/03/19/why-the-covid-19-impact-on-firms-in-mena-differ-from-other-regions>.
- “Commodity markets outlook”. April 2021. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33624>.
- “When the lights go out: how covid-19 affected cities in the middle east and north Africa”. August 27, 2020. <https://blogs.worldbank.org/arabvoices/when-lights-go-out-how-covid-19-affected-cities-middle-east-and-north-africa>.
- “Reversals of fortune”. 2021. Washington, DC: World Bank. Library of Congress Control Number: 2020947094. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34496/9781464816024.pdf>.
- “Digitizing infrastructure: Technologies and models to foster transformation”. May 07, 2021. <https://blogs.worldbank.org/digital-development/digitizing-infrastructure-technologies-and-models-foster-transformation>.
- Apedo- Amah M. C., Avdiu B. and al (2020). “Unmasking the Impact of COVID-19 on Businesses Firm Level Evidence from Across the World”, Policy Research Working Paper 9434. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34626/Unmasking-the-Impact-of-COVID-19-on-Businesses-Firm-Level-Evidence-from-Across-the-World.pdf?sequence=5&isAllowed=y>.

Firm-Level-Evidence-from-Across-the-World.pdf?sequence=5&isAllowed=y.

- “MENA Crisis Tracker”. May 24, 2021. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/280131589922657376/pdf/MENA-Crisis-Tracker-May-24-2021.pdf>.

Chapitre 3

- Alfani, F., Dhreif, D., Molini, V., Pavelesku, D. and Ranzani M. (2021). *Living Standards of Tunisian Households in the Midst of the COVID-19 Pandemic*, World Bank Policy Research Working Paper N. 9581, COVID-19 (Coronavirus) Washington, D.C.: World Bank Group.
- Adams-Prassl, A., T. Boneva, M. Golin, C. Rauh. (2020) Inequality in the impact of the coronavirus shock: Evidence from real time surveys, *Journal of Public Economics*, Volume 189.
- Bartik, A.W., M., Bertrand, Z.B., Cullen, E.L., Glaeser, M., Luca, and Stanton, C.T. (2020) *How are Small Businesses Adjusting to COVID-19? Early Evidence from a Survey*, NBER Working Paper 26989.
- Filmer, D., and L. Pritchett. “Estimating Wealth Effects without Expenditure Data — or Tears: An Application to Educational Enrollments in States of India*.” *Demography* 38, no. 1 (2001).
- Hill, R. V. and Narayan, A. (no date) ‘COVID-19 AND INEQUALITY : A REVIEW OF THE EVIDENCE ON LIKELY IMPACT AND POLICY OPTIONS’, (December 2020).
- ILO 2020 ‘COVID-19 and the world of work. Second edition. Updated estimates and analysis’, ILO Monitor, (September), pp. 1-11. Available at: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_740877.pdf.
- Isaacs, K.P. and S. Choudhury 2017. The Growing Gap in Life Expectancy by Income: Recent Evidence and Implications for the Social Security Retirement Age. Congressional Research Service. 7-5700. www.crs.gov/R44846.
- Lopez-Acevedo, G., Betcherman, G., Khellaf, A., Molini, V. (2021). Morocco’s Jobs Landscape: Identifying Constraints to an Inclusive Labor

- Market. International Development in Focus. Washington, DC: World Bank Group.
- Montenovo, L., X. Jiang, F.L. Rojas, I.A., Schmutte, K.I., Simon B.A., Weinberg, C., Wing. (2020) Determinants of Disparities in Covid-19 Job Losses, NBER Working Paper, 27132.
- Oxfam International (2021) 'The inequality virus - methodology note', (January).
- Sanchez, D.G., N. G. Parra, C. Ozden, B. Rijkers, M. Viollaz and Hernan Winkler 2020. Who on Earth Can Work from Home? 2020. World Bank Policy Research Paper no. 9347.
- United Nations Algeria (2020) Analyse rapide de l'impact socio-économique de la COVID19 sur l'Algérie –Juin 2020, Prepared by the United Nations System in Algeria in collaboration with the Maghreb Office of the Economic Commission for Africa. Available at: https://www.undp.org/content/dam/rbas/doc/COVID19%20Response/Algeria_Analyse%20rapide%20Impact%20Socioeco%20Covid19%20Algerie_%2029%20Jul2020.pdf.
- United Nations Development Programme (UNDP), COMPOUNDING CRISES. Will COVID-19 and Lower Oil Prices Lead to a New Development Paradigm in the Arab Region? 2020.
- Yahya M. (2020) '2021: more inequality, more instability? MENA Region: Spring is yet to come'. Italian Institute for International Political Studies. <https://www.ispionline.it/en/publication/mena-region-spring-yet-come-28795>.
- World Bank (2016) World Development Report 2016: Digital Dividends, Washington DC.
- World Bank (2021) Algeria Economic Monitor: Navigating the COVID-19 Pandemic, Engaging Structural Reforms, Washington DC.
- Global Health Security Index (2019). <https://www.ghsindex.org/wp-content/uploads/2019/08/Algeria.pdf>.
- Institute for Health Metrics and Evaluation (2021) <http://www.healthdata.org/algeria>.
- Ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (2016). Stratégie sectorielle horizon 2035.
- Our World In Data: Coronavirus Tracker (2021) <https://ourworldindata.org/coronavirus/country/algeria> Accessed May 19, 2021.
- Reese (2020). The Effects of Food Insecurity and Hunger in Algeria. Borgen Magazine. <https://www.borgenmagazine.com/hunger-in-algeria/>.
- République Algérienne Démocratique et Populaire (2017). Enquête nationale sur la mesure du poids des facteurs de risque des maladies non transmissibles selon l'approche STEPwise de l'OMS : Principaux résultats, Algérie 2016–17. Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière et Organisation mondiale de la santé. https://www.afro.who.int/sites/default/files/2018-12/fascicule%20resultats%20steps%2014%20novembre%202018_1.p.
- République Algérienne démocratique et populaire, Ministère de la sante, de la population, et de la réforme hospitalière (2020). Rapport sur les priorités et la planification : année 2021.
- Snoussi Z, 2020. Le système de sante algérien face à la crise sanitaire du COVID-19 : quels enseignements sur ses défaillances ? Les Cahiers du CREAD, vol 36, no 03.
- World Bank (2021). MENA Crisis Tracker.
- World Bank (2021). World Development Indicators <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/world-development-indicators>.
- World Health Organization (2021). Global Health Expenditure Database. <https://apps.who.int/nha/database>.
- Ziani, D.L., 2020. La couverture du risque maladie par l'assurance maladie sociale en Algérie : Etat des lieux et contraintes 04, 16. <http://journals.lagh-univ.dz/index.php/jeemr/article/view/764/672>.

Chapitre 4

Cour des comptes, République algérienne démocratique et populaire (2019). Rapport d'appréciation de la cour des comptes sur l'avant-projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2018.

ANNEXE : TABLEAUX DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2017	2018	2019	Estimation	Projections	
				2020	2021	2022
Production et prix						
Évolution annuelle en pourcentage						
PIB réel	1,3	1,2	0,8	-5,5	3,7	2,5
Hors-hydrocarbures	3,7	5,1	3,4	-4,3	2,9	2,2
Hydrocarbures	-2,4	-6,4	-4,9	-8,5	5,7	3,3
Par habitant	-0,8	-0,8	-1,2	-6,9	2,2	1,1
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	5,9	3,5	2,4	2,1	3,9	4,1
PIB (en trillions de dinars courants)	18,9	20,5	20,4	19,1	22,3	24,5
PIB (en milliards de dollars EU courants)	170,1	175,4	171,2	150,3	165,8	175,4
Secteur pétrolier et gazier						
Production de pétrole brut (mbpj)	1,059	1,040	1,023	899	896	945
Production de gaz naturel (milliards de m3)	94,8	95,9	89,6	89,8	99,8	101,7
Prix du baril de pétrole Sahara Blend (dollars EU)	54,1	71,4	64,5	40,4	63,2	62,9
Secteur externe						
En pourcentage du PIB						
Solde du compte courant	-13,0	-9,5	-10,0	-14,0	-9,7	-9,0
Solde commercial	-13,2	-8,9	-9,3	-13,3	-9,0	-8,4
Exportations de biens et services	22,2	25,3	22,4	16,0	20,1	21,0
Exportations d'hydrocarbures	19,7	22,2	19,4	13,2	17,3	18,1
Exportations hors-hydrocarbures	2,5	3,1	3,0	2,8	2,8	2,9
Importations de biens et services	35,3	34,2	31,7	29,3	29,1	29,3
Réserves en devises (mois d'importation) ^a	19,2	15,4	13,6	12,8	7,3	3,0
Taux de change (dinar par dollar EU; moyenne annuelle)	111,0	116,6	119,4	126,8	134,7	139,8
Finances publiques						
En pourcentage du PIB						
Recettes et dons	32,0	33,4	32,2	30,4	26,2	26,5
Recettes d'hydrocarbures ^b	11,5	14,1	13,1	10,5	10,8	10,9
Recettes hors-hydrocarbures	20,5	19,3	19,1	19,9	15,4	15,6
Revenus fiscaux	13,9	13,3	13,9	13,9	12,0	11,7
Revenus non-fiscaux	6,6	6,0	5,2	6,0	3,4	3,9
Dépenses ^c	38,6	37,8	37,8	41,8	39,9	38,6
Dépenses courantes	24,8	26,0	23,8	28,0	26,6	25,4
Dépenses d'investissement	13,8	11,8	13,9	13,8	13,3	13,2
Solde des comptes d'affectation et interventions du Trésor	1,9	2,4	4,0	5,1	4,5	4,0
Solde budgétaire	-6,5	-4,4	-5,5	-11,4	-13,7	-12,1

(suite à la page suivante)

	2017	2018	2019	Estimation	Projections	
				2020	2021	2022
Solde budgétaire global	-8,4	-6,8	-9,6	-16,5	-18,1	-16,1
Solde global primaire	-7,5	-6,3	-9,0	-15,8	-17,5	-15,5
Solde budgétaire global hors-hydrocarbures	-19,9	-20,9	-22,7	-27,0	-28,9	-27,0
Dettes du Gouvernement central	26,5	37,8	45,1	49,8	56,6	64,1
Dettes domestiques	25,5	36,9	44,3	48,9	55,8	63,3
Dettes externes	1,0	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8

^a Excluant les droits de tirage spéciaux du FMI (DTS)

^b Inclue les dividendes de la Sonatrach et les revenus pétroliers transférés au FRR.

^c En 2018, un transfert à la Caisse Nationale des Retraites a été recatégorisé des dépenses d'investissement aux transferts courants.



WORLD BANK GROUP

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433